



JAN 1960

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 décembre 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 26th, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 16026-59)

Ab. Structures Limited
Ab. Structures Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, pour les objets suivants:

Agis comme une compagnie de construction; sous le nom de "Ab. Structures Limited — Ab. Structures Limitée", avec un capital total de \$10,000, divisée en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1117 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 820, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 16026-59)

Ab. Structures Limited
Ab. Structures Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Hilliard Ginsberg, advocate, Anne Zifkin, Secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Bernard Gardner, advocate, of Rosemere, for the following purposes:

To act as a construction company, under the name of "Ab. Structures Limited — Ab. Structures Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street West, Room 820, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15905-59)

Acadia Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon et Charles Brownstein, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, œuvres, d'art produits chimiques, produits de la terre, de la mer, de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Acadia Importing Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15905-59)

Acadia Importing Co. Ltd.

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon and Charles Brownstein, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Acadia Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15818-59)

Airport Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Michel-Adolphe Sauriol, agent d'immeubles, de Jacques-Cartier, Alex Raider, de Côte St-Luc, et Harry J. Erdrich, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de "Airport Center Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2293 Chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15818-59)

Airport Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Michel-Adolphe Sauriol, real estate agent, of Jacques-Cartier, Alex Raider, of Côte-St-Luc, and Harry J. Erdrich, of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To act as a construction and real estate company, under the name of "Airport Center Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2293 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16023-59)

Alsho Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de "Alsho Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

(A.G. 16023-59)

Alsho Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and commission agents, under the name of "Alsho Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16122-59)

A. Martin & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louise Bourdon et Lucille Roy, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles et de lubrifiants, sous le nom de "A. Martin & Fils, Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6009, rue Louis Hémon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15904-59)

Autobus de Coaticook Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Roger Maurais, Denis Maurais et Dame Yvonne Duteau Maurais, veuve, respectivement vice-président, secrétaire et présidente de Maurais Automobiles Ltée, de Coaticook, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de "Autobus de Coaticook Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 292, rue Main, est, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15979-59)

A. Wurm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Aron Wurm, fourreur, Leo Kravitz et Joseph H. Freedman, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs en gros et en détail, sous le nom de "A. Wurm Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16122-59)

A. Martin & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Louise Bourdon and Lucille Roy, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in fuel and lubricants under the name of "A. Martin & Fils, Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6009 Louis Hémon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15904-59)

Autobus de Coaticook Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Roger Maurais, Denis Maurais and Dame Yvonne Duteau Maurais, widow, respectively vice-president, secretary and president of Maurais Automobiles Ltée, of Coaticook, for the following purposes:

To carry on a transportation business under the name of "Autobus de Coaticook Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 292 Main Street, East, Coaticook, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15979-59)

A. Wurm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Aron Wurm, furrier, Leo Kravitz and Joseph H. Freedman, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of retail and wholesale furriers, under the name of "A. Wurm Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 13510-59)

Belair Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Belair Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15104-59)

Bel-Bro Aluminium Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Henry Beloff, Sam Beloff, Harry Ben Beloff, tous trois entrepreneurs en parquetage, de Montréal, et Harry N. Beloff, fabricant, de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aluminium et produits d'icelui, matériaux de construction et agir comme constructeurs, sous le nom de "Bel-Bro Aluminium Products Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 110 actions ordinaire d'une valeur au pair de \$10 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 251 ouest, avenue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16029-59)

Betts Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Kalman Samuels, avocat, Stella Flader, avocat, épouse séparée de biens dudit Kalmen Samuels, tous deux de Montréal, et Dan Goldberg, comptable agréé, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Betts Realty Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13510-59)

Belair Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Belair Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15104-59)

Bel-Bro Aluminium Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Henry Beloff, Sam Beloff, Harry Ben Beloff, all three flooring contractors, of Montreal, and Harry N. Beloff, manufacturer, of Hampstead, for the following purposes:

To deal in aluminum and aluminum products and construction materials and to act as constructors, under the name of "Bel-Bro Aluminium Products Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 110 common shares of a par value of \$10 each and 390 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 251 Bernard Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16029-59)

Betts Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Kalman Samuels, advocate, Stella Flader, lawyer, wife separate as to property of the said Kalman Samuels, both of Montreal, and Dan Goldberg, chartered accountant, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Betts Realty Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1434 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16074-59)

Bilodeau Électrique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Wilfrid Bilodeau, Laurent Bilodeau, tous deux de Jonquière, et Roland Savard, de Kénogami, tous électriciens, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électricien, sous le nom de "Bilodeau Électrique Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 23, rue Baillargeon, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16005-59)

Capitol Steel Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de Hampstead, Alan B. Gold et Morris W. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux et les installer, sous le nom de "Capitol Steel Products Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6555 Chemin Côte-des-Neiges, chambre 427, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15798-59)

Carpet Broadloom Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, Samuel H. Sibirar, de St-Laurent, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, carpettes, linoléums et autres marchandises servant à recouvrir les parquets, sous le nom de "Carpet Broadloom Importers Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at 1434 St. Catherine Street West, Room 203, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16074-59)

Bilodeau Électrique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Wilfrid Bilodeau, Laurent Bilodeau, both of Jonquière, and Roland Savard, of Kenogami all electricians, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "Bilodeau Électrique Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 23 Baillargeon Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16005-59)

Capitol Steel Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Murray Lapin, of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in and install all kinds of metals, under the name of "Capitol Steel Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6555 Côte-des-Neiges Road, Room 427, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15798-59)

Carpet Broadloom Importers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Murray B. Spiegel, of Montreal West, Samuel H. Sibirar, of St-Laurent, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To deal in rugs, carpets, linoleums and other floor covering materials, under the name of "Carpet Broadloom Importers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15995-59)

Centacruz Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Guy Guérin, Serge Morin, avocats, et Marthe Mongeau, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Centacruz Gardens Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 374, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-0 P. FRENETTE.

(P.G. 15886-59)

Cercle des Arts de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Vilandré, architecte, Fernand Gagné, pianiste, et Alain Lamontagne, étudiant, tous de Québec, pour les objets suivants:

"Former un cercle en vue de promouvoir la culture et les connaissances artistiques de ses membres, sous le nom de "Cercle des Arts de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16040-59)

**Chaussure Courcelles Inc.
Courcelles Shoe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Armand Hébert, André Charest, Roger Roy, comptables, Richard Crépeau, Jean Melanson, Stanley Steinman, avocats, tous six de Sherbrooke, et Ludovic Charest, entrepreneur général, de Rock Forest, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de chaussures, sous le nom de "Chaussure Courcelles Inc.—Courcelles Shoe Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 2,500

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15995-59)

Centacruz Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Guy Guérin, Serge Morin, advocates, and Marthe Mongeau, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Centacruz Gardens Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$200 each.

The head office of the company will be at 374 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15886-59)

Cercle des Arts de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Vilandré, architect, Fernand Gagné, pianist, and Alain Lamontagne, student, all of Quebec, for the following purposes:

To form a circle for the purpose of promoting to artistic culture and knowledge of its members under the name of "Cercle des Arts de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16040-59)

**Chaussure Courcelles Inc.
Courcelles Shoe Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Armand Hébert, André Charest, Roger Roy, accountants, Richard Crépeau, Jean Melanson, Stanley Steinman, advocates, all six of Sherbrooke, and Ludovic Charest, general contractor, of Rock Forest, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing shoes, under the name of "Chaussure Courcelles Inc.—Courcelles Shoe Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$5 each and into 2,500

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Courcelles, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15672-59)

Commonwealth Natural Gas Appliances, Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1959, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, Maximilien Polak, avocat, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre, distribuer et faire le commerce d'appareils d'usage domestique pour le gaz et l'électricité, sous le nom de "Commonwealth Natural Gas Appliances, Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15797-59)

Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plomberie et chauffage, sous le nom de "Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16062-59)

**Confections Marcy's Inc.
Marcy's Ladies' Shop Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Julia Kalechman Silverberg, marchande publique, épouse séparée de biens de William Silverberg, et autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Philip Shrague Garonce et Hyman

preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Courcelles, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15672-59)

Commonwealth Natural Gas Appliances, Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1959, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, Maximilien Polak, advocate, and Margaret Johnson, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To sell, distribute and deal in gas and electric household appliances, under the name of "Commonwealth Natural Gas Appliances, Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15797-59)

Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing and heating, under the name of "Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16062-59)

**Confections Marcy's Inc.
Marcy's Ladies' Shop Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Julia Kalechman Silverberg, marchande publique, wife separate as to property of William Silverberg, and authorized by him for these presents, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnai-

Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, caoutchouc et marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements papeterie et marchandises de fantaisie et autre articles et commodités d'usage personnel, sous le nom de "Confections Marcy's Inc.—Marcy's Ladies' Shop Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16110-59)

Coronet Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Edmond Mollieur, Jean-L.-E. Archambault et Jacques Bédard, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, sous le nom de "Coronet Auto Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1290, rue Saint-Denis, Local 89, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16152-59)

Demeter Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaire, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Demeter Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15936-59)

Dodo Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Maurice Pratte, de Montréal, Guy LeBlanc, de St-Laurent, et Alphonse-L. Patenaude, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, et de placement, sous le nom de "Dodo Investment Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

berg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, india rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, stationery, and fancy goods, and other articles and commodities of personal use, under the name of "Confections Marcy's Inc.—Marcy's Ladies' Shop Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16110-59)

Coronet Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Edmond Mollieur, Jean-L.-E. Archambault and Jacques Bédard, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles under the name of "Coronet Auto Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1290 Saint-Denis Street, Local 89, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16152-59)

Demeter Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Demeter Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15936-59)

Dodo Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Maurice Pratte, of Montreal, Guy LeBlanc, of St-Laurent, and Alphonse-L. Patenaude, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To act as an investment and real estate company, under the name of "Dodo Investment Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera 284 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15884-59)

Domaine Boucherville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: René-Raoul Gervais, industriel, Suzanne Lefebvre, coiffeuse, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Duvernay, et Donatien Delage, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'immeubles et de construction, sous le nom de "Domaine Boucherville Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15165-59)

Don Gallienne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Donald Gallienne, agent, Yvette Vignault Gallienne, ménagère, épouse commune en biens dudit Donald Gallienne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Louis Paradis, avocat, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel, ainsi que de leurs sous-produits, sous le nom de "Don Gallienne Ltée", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16012-59)

Eastern Fruit Market Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Marcel Fournier, marchand, Mme Alice Moffet Fournier, marchande, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Fournier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Lévis, et Jean-Paul Dutil, marchand, de St-Henri, Lévis, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 284 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15884-59)

Domaine Boucherville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: René-Raoul Gervais, industrialist, Suzanne Lefebvre, hairdresser, spinster and in use of her rights, both of Duvernay, and Donatien Delage, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Domaine Boucherville Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15165-59)

Don Gallienne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Donald Gallienne, agent, Yvette Vignault Gallienne, housewife, wife common as to property of the said Donald Gallienne, and duly authorized by him for these presents, and Louis Paradis, advocate, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business dealing in crude oil, gasoline and natural gas, as well as their by-products, under the name of "Don Gallienne Ltée", with a capital stock divided into 400 shares without par value and into 200 preferred shares of \$100 each and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least \$4,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16012-59)

Eastern Fruit Market Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Marcel Fournier, merchant, Mrs. Alice Moffet Fournier, merchant, wife contractually separate as to property of the said Marcel Fournier, and duly authorized by him for these present purposes, both of Lévis, and Jean-Paul Dutil, merchant, of St-Henri, Lévis, for the following purposes:

Exercer les commerces de produits alimentaires et d'épicerie, sous le nom de "Eastern Fruit Market Limited", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15850-59)

Elgo Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Francis Joseph Dolan, comptable, Mildred Murphy, ménagère, célibataire, majeure, Eleanor Hart, statisticienne, célibataire, majeure, et Arthur Quesnel, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, y compris terrains et gisements d'huile et gaz, et les négocier, sous le nom de "Elgo Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15938-59)

Elizabethan Publishing Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Meta Brooker, secrétaire, célibataire, J. Austin Murphy, avocat, et Francis Joseph Dolan, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un commerce général d'imprimerie, de publicité et de réclame, sous le nom de "Elizabethan Publishing Co. Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16081-59)

Elmay Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To operate a business dealing in food products and groceries, under the name of "Eastern Fruit Market Limited", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations is \$500.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15850-59)

Elgo Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Francis Joseph Dolan, accountant, Mildred Murphy, housekeeper, unmarried woman of the full age of majority, Eleanor Hart, statistician, unmarried woman of the full age of majority, and Arthur Quesnel, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits, and to deal in same, under the name of "Elgo Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15938-59)

Elizabethan Publishing Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Meta Brooker, Secretary, unmarried, J. Austin Murphy, advocate, and Francis Joseph Dolan, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general printing, publishing and advertising business, under the name of "Elizabethan Publishing Co. Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16081-59)

Elmay Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Eliaz Kotler, agent d'immeubles, Avrom Podbere et Leonard H. Wisse, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles sous le nom de "Elmay Realty Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7179 rue Waverly, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15816-59)

Fairway Motors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Wilfrid R. Leavoy, garagistes, Joseph-René Girard, gérant, et Georges Gingras, peintre entrepreneur, tous de Malartic, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et exploiter un garage, sous le nom de "Fairway Motors Inc.", avec un capital total de \$31,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15972-59)

Fielding — Montclair Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Ben Holtzman, marchand, Helen Holtzman, épouse séparée de biens dudit Ben Holtzman, et dûment autorisée par ce dernier à toutes fins, Jacob Kalech, marchand, et Eva Kalech, épouse séparée de biens dudit Jacob Kalech et dûment autorisée par ce dernier à toutes fins, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'épiciers et restaurateurs, sous le nom de "Fielding — Montclair Provisions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15943-59)

Fine Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Eliaz Kotler, Realtor, Avrom Podbere and Leonard H. Wisse, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Elmay Realty Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7179 Waverly Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15816-59)

Fairway Motors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Wilfrid R. Leavoy, garage owner, Joseph-René Girard, manager, and Georges Gingras, painting contractor, all of Malartic, for the following purposes:

To deal in automobiles and to operate a garage business, under the name of "Fairway Motors Inc.", with a total capital stock of \$31,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15972-59)

Fielding — Montclair Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Ben Holtzman, merchant, Helen Holtzman, wife separate as to property of the said Ben Holtzman, and duly authorized by him for all purposes, Jacob Kalech, merchant, and Eva Kalech, wife separate as to property of the said Jacob Kalech, and duly authorized by him for all purposes, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers and restaurateurs, under the name of "Fielding — Montclair Provisions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15943-59)

Fine Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, tous trois avocats, et Marguerite Dadd, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs, courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de "Fine Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3853 rue Arcade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 11687-59)

Fleury Enterprises & Security Investments Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Gilles Duguay, Jean Allaire, tous deux de Montréal, et André Duceppe, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Commer ce d'immeubles, sous le nom de "Fleury Enterprises & Security Investments Co. Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15504-59)

Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, René Boutet, avocat, Lionel Forgue, Marc-André Boisclair, hommes d'affaires, et André Trudeau, commerçant, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de valeurs mobilières et de biens immobiliers, sous le nom de "Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$1 chacune et en 3,960 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 14737-59)

Fortunat Bleu & Fils (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

seventh day of October, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, all three advocates, and Marguerite Dadd, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as builders, real estate brokers and commission agents, under the name of "Fine Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3853 Arcade Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11687-59)

Fleury Enterprises & Security Investments Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Gilles Duguay, Jean Allaire, both of Montreal, and André Duceppe, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate under the name of "Fleury Enterprises & Security Investments Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15504-59)

Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, René Boutet, advocate, Lionel Forgue, Marc-André Boisclair, business-man, and André Trudeau, tradesman, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in moveable and immoveable property under the name of "Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each and into 3,960 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14737-59)

Fortunat Bleu & Fils (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh

du onze novembre 1959, constituant en corporation: Émile Pelletier, avocat, de Lachine, Fortunat Bleau, marchand, et Raymond Godin, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en détail de toutes sortes de chaussures, sacs à mains, et autres articles connexes, sous le nom de "Fortunat Bleau & Fils (Limitée)", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4559, rue Sainte-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15973-59)

Franklion Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Jack Klineberg, Gerald Ellis, notaires, et Selma Shtull, secrétaire, majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Franklion Realty Limited", avec un capital total de \$6,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16136-59)

Franton Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Jason Ruby, avocat, Marc Beaudoin, étudiant en droit, tous deux de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Franton Holdings Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15909-59)

Gardenville Nursery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Gilles Beaupré, avocat, Jeannette Mol et Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

day of November, 1959, incorporating: Émile Pelletier, advocate, of Lachine, Fortunat Bleau, merchant, and Raymond Godin, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a retail business in all kinds of shoes, handbags, and in other articles pertaining thereto under the name of "Fortunat Bleau & Fils (Limitée)", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4559 Sainte-Catherine Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15973-59)

Franklion Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Jack Klineberg, Gerald Ellis, notaries, and Selma Shtull, secretary, of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Franklion Realty Limited", with a total capital stock of \$6,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16136-59)

Franton Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Jason Ruby, advocate, Marc Beaudoin, student-at-law, both of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Franton Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15909-59)

Gardenville Nursery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Gilles Beaupré, advocate, Jeannette Mol and Lillian Lazare, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de fournitures pour les pépinières, sous le nom de "Gardenville Nursery Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15701-59)

Garoh Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Kenneth C. Mackay, Richard B. Holden, avocats, et Pauline Leith, secrétaire, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Garoh Limited", avec un capital-actions divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas inférieur à \$4,900.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16024-59)

Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Morris L. Miller, Robert N. Greenfield, administrateurs, tous deux de la cité New Rochelle, état de New York, E.U.A., Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, de Westmount, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures et accessoires de bureaux et d'écoles, sous le nom de "Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16071-59)

G. Richer Propane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corpora-

To deal in garden supplies, under the name of "Gardenville Nursery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15701-59)

Garoh Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Kenneth C. Mackay, Richard B. Holden, advocates, and Pauline Leith, secretary, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in construction materials, under the name of "Garoh Limited", with a capital stock divided into 390 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$4,900.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16024-59)

Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Morris L. Miller, Robert N. Greenfield, executives, both of the city of New Rochelle, State of New York, U.S.A., Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, of Westmount, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, of Montreal, for the following purposes:

To deal in school and office furniture and supplies, under the name of "Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16071-59)

G. Richer Propane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Bernard Taille-

tion: Bernard Taillefer, avocat, Gaëtane Richer, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jacques Guérin, avocat, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et du gaz propane, sous le nom de "G. Richer Propane Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Zotique, comté de Soulanges, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16004-59)

Guarantee Natural Gas Installation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Mont-Royal, Louis Feigenbaum, avocat, et Morris Shuter, comptable, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Gérer un commerce se rapportant à tous genres d'appareils pour le gaz, outillage et installations sous le nom de "Guarantee Natural Gas Installation Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15908-59)

Hampstead Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et de placements, sous le nom de "Hampstead Development Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Craig, chambre 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16124-59)

Herald-Woodward Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corpora-

tion: Bernard Taillefer, avocat, Gaëtane Richer, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jacques Guérin, avocat, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et du gaz propane, sous le nom de "G. Richer Propane Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Zotique, comté de Soulanges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16004-59)

Guarantee Natural Gas Installation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, and Morris Shuter, accountant, both of St-Laurent, for the following purposes:

To conduct a business in connection with all types of gas appliances, equipment and systems, under the name of "Guarantee Natural Gas Installation Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15908-59)

Hampstead Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction and investment company, under the name of "Hampstead Development Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street West, Room 350, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16124-59)

Herald-Woodward Printing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Julius Briskin,

tion: Julius Briskin, Arthur Yanofsky, Leonard Liverman et Max Shrier, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, sous le nom de "Herald-Woodward Printing Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 3,600 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16092-59)

Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Gérard Marcotte, industriel, de Pointe-aux-Trembles, Daniel Gagnon, industriel, et Claude Marcotte, assembleur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de "Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2501, rue Lacordaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16000-59)

Iberville Structural Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, avocats, Thomas Gavin, comptable, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de "Iberville Structural Steel Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16020-59)

Immeubles Mauriciens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Arthur Yanofsky, Leonard Liverman and Max Shrier, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, under the name of "Herald-Woodward Printing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 Class "A" shares of a par value of \$10 each, and 3,600 Class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16092-59)

Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Gérard Marcotte, industrialist, of Pointe-aux-Trembles, Daniel Gagnon, industrialist, and Claude Marcotte, fitter, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise and article in aluminum, enamelware, tinware, graniteware, galvanized metal, sheet metal and other articles manufactured totally or in part of metal or of wood, under the name of "Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2501 Lacordaire Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16000-59)

Iberville Structural Steel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, advocates, Thomas Gavin, accountant, and Frances Morrison, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "Iberville Structural Steel Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16020-59)

Immeubles Mauriciens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day

du trois novembre 1959, constituant en corporation: Lionel-Joseph Janna, comptable agréé, de Shawinigan, Léo-Florido Bruneau, restaurateur, et Jean-Paul Beaumier, assistant-gérant, tous deux de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Immeubles Mauriciens Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 14919-59)

Jardin Chambly Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Bernard Taillefer, avocat, Gaëtane Richer, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jacques Guérin, avocat, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Jardin Chambly Incorporé", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15048-59)

J. C. R. Lafrenière Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Charles Lafrenière, commerçant, Huguette Pellerin Lafrenière, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Charles Lafrenière, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Shawinigan, Robert Lafrenière, commerçant, et Fernande Gélinas Lafrenière, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Lafrenière, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Commerce de fruits, légumes et autres produits alimentaires, sous le nom de "J. C. R. Lafrenière Incorporée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 816, rue Lévis, Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15879-59)

Jean Lincourt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of November, 1959, incorporating: Lionel-Joseph Janna, chartered accountant, of Shawinigan, Léo-Florido Bruneau, restaurateur, and Jean-Paul Beaumier, assistant-manager, both of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Immeubles Mauriciens Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14919-59)

Jardin Chambly Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Bernard Taillefer, advocate, Gaëtane Richer, stenographer, spinster, both of Montreal, and Jacques Guérin, advocate, of Beaconsfield, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants under the name of "Jardin Chambly Incorporé", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15048-59)

J. C. R. Lafrenière Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Jean-Charles Lafrenière, tradesman, Huguette Pellerin Lafrenière, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Charles Lafrenière, and duly authorized by him for these present purposes, both of Shawinigan, Robert Lafrenière, tradesman, and Fernande Gélinas Lafrenière, housewife, wife separate as to property of the said Robert Lafrenière, and duly authorized by him for these presents, both of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fruits, vegetables and in other foodstuffs, under the name of "J. C. R. Lafrenière Incorporée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 816 Levis Street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15879-59)

Jean Lincourt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Jean Lincourt, courtier d'assurances, Suzanne Leblanc Lincourt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Lincourt, tous deux de Coaticook, et Gérard Larochelle, comptable agréé, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'assurances, sous le nom de "Jean Lincourt Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16090-59)

Jewel Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, et agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Jewel Investment Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15781-59)

Jos. L. Guay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Joseph-Louis Guay, marchand, Marcel Guay, gérant, tous deux de Saint-Isidore, Jacques Guay, commis, Charles-Henri Guay, comptable, tous deux de Lévis, et Paulin Michaud, notaire, de Bienville, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'épicerie et de quincaillerie, sous le nom de "Jos. L. Guay Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Isidore, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15878-59)

J. R. Lefebvre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre, 1959, incorporating: Jean Lincourt, insurance broker, Suzanne Leblanc Lincourt, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean Lincourt, both of Coaticook, and Gérard Larochelle, chartered accountant, of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an insurance company under the name of "Jean Lincourt Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16090-59)

Jewel Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders, and to act as an investment company, under the name of "Jewel Investment Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15781-59)

Jos. L. Guay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Joseph-Louis Guay, marchand, Marcel Guay, manager, both of Saint-Isidore, Jacques Guay, clerk, Charles-Henri Guay, accountant, both of Lévis, and Paulin Michaud, notary, of Bienville, for the following purposes:

To carry on a grocery and hardware business under the name of "Jos. L. Guay Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Isidore, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15878-59)

J. R. Lefebvre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: J.-Raymond Lefebvre, commerçant, Madeleine Dionne Lefebvre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Raymond Lefebvre, et Rhéa Gauthier, commis de magasin, tous de Coaticook, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de magasin départemental, sous le nom de "J. R. Lefebvre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15744-59)

J. R. Marcoux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: J.-Roland Marcoux, industriel, Simone Parenteau Marcoux, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Roland Marcoux, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, et Salem Vanasse, entrepreneur, tous de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs de pierre, sous le nom de "J. R. Marcoux, Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15242-59)

Laboratoire Species Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Jacques Poliquin, Pierre Gouin, Jean-Jacques Chainé, tous trois des Trois-Rivières, Fernand Lanouette, du Cap-de-la-Madeleine, tous quatre pharmaciens, et Jean Côté, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros de spécialités médicales, préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, médicaments brevetés ou autres produits similaires ou semblables, sous le nom de "Laboratoire Species Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: J.-Raymond Lefebvre, tradesman, Madeleine Dionne Lefebvre, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Raymond Lefebvre, and Rhéa Gauthier, store clerk, all of Coaticook, for the following purposes:

To operate a department store under the name of "J. R. Lefebvre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15744-59)

J. R. Marcoux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: J.-Roland Marcoux, industrialist, Simone Parenteau Marcoux, secretary, wife contractually separate as to property of the said J.-Roland Marcoux, and duly authorized by him for these presents, and Salem Vanasse, contractor, all of Rouyn, for the following purposes:

To carry on a business as stone-cutters under the name of "J. R. Marcoux Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, county of Rouyn-Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15242-59)

Laboratoire Species Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Jean-Jacques Poliquin, Pierre Gouin, Jean-Jacques Chainé, all three of Trois-Rivières, Fernand Lanouette, of Cap-de-la-Madeleine, all four pharmacists, and Jean Côté, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale business dealing in medical specialties, pharmaceutical and medical preparations of all kinds, patented medicines or other similar or like products, under the name of "Laboratoire Species Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each, 2,500 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each and into 5,000 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16319-59)

La Côte d'Azur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1959, constituant en corporation: Jacques Berthiaume, Sylvette Sylvestre, célibataire, tous deux secrétaires, de Montréal, et Louis-Rhéal Tremblay, étudiant, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "La Côte d'Azur Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 16319-59)

La Côte d'Azur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1959, incorporating: Jacques Berthiaume, Sylvette Sylvestre, spinster, both secretaries, of Montreal, and Louis-Rhéal Tremblay, student, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "La Côte d'Azur Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15638-59)

La Manufacture Canadienne de Crayons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Roger Parent, avocat, Denyse Courchesne et Marie-Rose Bourdages, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de crayons, sous le nom de "La Manufacture Canadienne de Crayons Inc.", avec un capital total de \$101,000, divisé en 1,000 actions communes de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5200, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15638-59)

La Manufacture Canadienne de Crayons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Roger Parent, advocate, Denyse Courchesne and Marie-Rose Bourdages, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in pencils under the name of "La Manufacture Canadienne de Crayons Inc.", with a total capital stock of \$101,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5200 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16063-59)

La Presse Régionale Le Gardeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Gérard-Pierre Laganière, de Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, de St-Laurent, tous deux avocats, et Louis-Rhéal Tremblay, étudiant, de Repentigny, pour les objets suivants:

Commerce d'éditeur et d'imprimeur, sous le nom de "La Presse Régionale Le Gardeur Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, comté de L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 16063-59)

La Presse Régionale Le Gardeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Gérard-Pierre Laganière, of Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, of St-Laurent, both advocates, and Louis-Rhéal Tremblay, student, of Repentigny, for the following purposes:

To operate a business as editor and printer under the name of "La Presse Régionale Le Gardeur Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, county of L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16052-59)

Lasalle House Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 16052-59)

Lasalle House Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, Jean McFarlane, teneuse de livres, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Lasalle House Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et 3,950 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15757-59)

Latreille Gaz Naturel Équipement Cie Ltée
Latreille Natural Gas Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Sylvio Latreille, courtier, de Pont-Viau, Claude Coutu, gérant, de Duvernay, et Louis Gauville, gérant général, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'appareils ou de tous systèmes de chauffage, sous le nom de "Latreille Gaz Naturel Équipement Cie Ltée—Latreille Natural Gas Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7609, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16053-59)

Laurentides-Publications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Paul Gélinas, avocat, Claire Loiseau, secrétaire, fille majeure, et Paquerette Bourret Beaudoin, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de J.-Noël Beaudoin, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Commerce d'imprimeurs, éditeurs et publicitaires, sous le nom de "Laurentides-Publications Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Claude-Armand Sheppard, advocate, of St-Laurent, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, Jean McFarlane, bookkeeper, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, all four of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Lasalle House Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value and 3,950 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$4,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15757-59)

Latreille Gaz Naturel Équipement Cie Ltée
Latreille Natural Gas Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Sylvio Latreille, broker, of Pont-Viau, Claude Coutu, manager, of Duvernay, and Louis Gauville, general manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of apparatus or any heating system under the name of "Latreille Gaz Naturel Équipement Cie Ltée—Latreille Natural Gas Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 7609 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16053-59)

Laurentides-Publications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Paul Gélinas, advocate, Claire Loiseau, secretary, spinster, and Paquerette Bourret Beaudoin, secretary, wife judicially separate as to bed and board of J.-Noël Beaudoin, all of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business as printers, editors and publicists, under the name of "Laurentides-Publications Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16184-59)

Le Domaine des Prairies Appts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de la cité de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'habitation à dividende limité, sous le nom de "Le Domaine des Prairies Appts Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165 ouest, rue Sherbrooke, suite 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16184-59)

Le Domaine des Prairies Appts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate, of the city of Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as a limited dividend housing company, under the name of "Le Domaine des Prairies Appts Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Suite 203, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16082-59)

Leduc Boulevard Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, conseil en loi de la Reine, Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson, Fraser Ronald Lindsay, tous quatre avocats, et Harold Digby Clarke, étudiant, en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Leduc Boulevard Building Corporation", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boulevard Leduc, Rivière-des-Prairies, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16082-59)

Leduc Boulevard Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Hamilton Larratt Smith, Queen's Counsel, Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson, Fraser Ronald Lindsay, all four advocates, and Harold Digby Clarke, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Leduc Boulevard Building Corporation", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Leduc Boulevard, Rivière-des-Prairies, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14623-59)

Les Constructions Bréboeuf Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Jacie Charles Horwitz, avocat, Philip Horwitz, gérant, tous deux d'Ottawa, Ontario, et Raymond Cossette, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Les Constructions Bréboeuf Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 280, rue St-Vallier, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 14623-59)

Les Constructions Bréboeuf Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Jacie Charles Horwitz, advocate, Philip Horwitz, manager, both of Ottawa, Ontario, and Raymond Cossette, notary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Les Constructions Bréboeuf Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 280 St-Vallier Street, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15985-59)

Les Distributeurs Papineau Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Roland Théorêt, Gérard-G. Langlais, notaires, et Maurice-J. Dostaler, avocat, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, de matériaux de construction et d'accessoires électriques, sous le nom de "Les Distributeurs Papineau Distributors Inc.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 2,000 actions communes de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15985-59)

Les Distributeurs Papineau Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Roland Théorêt, Gérard-G. Langlais, notaries, and Maurice-J. Dostaler, advocate, all of Gatineau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, building materials and electrical accessories, under the name of "Les Distributeurs Papineau Distributors Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15828-59)

Les Entreprises Auteuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Roland Milette, notaire, Roland Chapleau, gérant, tous deux de Montréal, et Maurice Dénommée, entrepreneur, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Entreprises Auteuil Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3780, rue Fleury, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15828-59)

Les Entreprises Auteuil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Roland Milette, notary, Roland Chapleau, manager, both of Montreal, and Maurice Dénommée, contractor, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Les Entreprises Auteuil Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3780 Fleury Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16036-59)

Les Entreprises Lamarre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Marcelle Lamarre Perrier, épouse commune en biens de Paul Perrier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Laprairie, Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, et Jean-Marc Poulin, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Entreprises Lamarre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 203, rue Ste-Catherine, Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 16036-59)

Les Entreprises Lamarre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Marcelle Lamarre Perrier, wife common as to property of Paul Perrier, and duly authorized by him for these presents, of Laprairie, Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, and Jean-Marc Poulin, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Les Entreprises Lamarre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 203 St. Catherine St., Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16091-59)

Lordex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Eva Mathies, dactylo, épouse séparée de biens d'Arthur Mathies, et Lorna Richmond, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Lordex Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune et 450 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16091-59)

Lordex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Eva Mathies, typist, wife separate as to property of Arthur Mathies, and Lorna Richmond, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Lordex Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14684-59)

Louage Guyvon Rentals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1959, constituant en corporation: Yvon Sirois, comptable agréé, Guy Cloutier, garagiste, tous deux de Sherbrooke, et Claude Joncas, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Acheter et louer à long terme des véhicules-automobiles de promenade et de livraison, sous le nom de "Louage Guyvon Rentals Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 43, rue Wellington, sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 14684-59)

Louage Guyvon Rentals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1959, incorporating: Yvon Sirois, chartered accountant, Guy Cloutier, garage-keeper, both of Sherbrooke, and Claude Joncas, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To purchase and rent on long terms motor-vehicles for pleasure and delivery, under the name of "Louage Guyvon Rentals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 43 Wellington Street, South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15949-59)

Major Steel Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Michelle Chagnon, secrétaire, fille majeure, Horace Friedman et Wolfe M. Friedman, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aucun et tous produits fabriqués ou assemblés de fer, acier, cuivre, zinc, bronze, étain, plomb et aluminium, sous le nom de "Major Steel Products Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7949 avenue Dante, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15949-59)

Major Steel Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Michelle Chagnon, secretary, spinster of the full age of majority, Horace Friedman and Wolfe M. Friedman, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in any and all products manufactured or assembled from iron, steel, brass, copper, zinc, bronze, tin, lead, and aluminium, under the name of "Major Steel Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 7949 Dante Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15423-59)

Manoir L'Épiphanie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Roger Lyonnais, comptable agréé, d'Outremont, René Senecal, comptable agréé, de Roxboro, et Jean-Paul St-Louis, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Manoir L'Épiphanie Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15578-59)

Manyan Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Lawrence Yanofsky, administrateur, de Hampstead, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, et David Litner, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie de placements et de prêts, sous le nom de "Manyan Trading Corp.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 22,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 365 chemin Dufferin, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16076-59)

Marcel Fortin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Marcel Fortin, courtier, Dame Yvette Bédard Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Fortin, tous deux de Ste-Foy, et Fernand Sirois, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en immeubles, sous le nom de "Marcel Fortin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15423-59)

Manoir L'Épiphanie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Roger Lyonnais, chartered accountant, of Outremont, René Senecal, chartered accountant, of Roxboro, and Jean-Paul St-Louis, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants under the name of "Manoir L'Épiphanie Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at L'Épiphanie, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

52559 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15578-59)

Manyan Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Lawrence Yanofsky, Executive, of Hampstead, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, of Côte-St-Luc, and David Litner, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of an investment and loan company, under the name of "Manyan Trading Corp.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and 22,200 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 365 Dufferin Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

52559-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16076-59)

Marcel Fortin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Marcel Fortin, broker, Dame Yvette Bédard Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Fortin, both of Ste-Foy, and Fernand Sirois, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To operate as real estate brokers, under the name of "Marcel Fortin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

52559 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15922-59)

Marsol Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Mark Bienstock, fourreur, Bernard Rosenbaum, décorateur, Hanka Bienstock, ménagère, épouse séparée de biens dudit Mark Bienstock, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Paula Rosenbaum, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Rosenbaum, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Marsol Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15922-59)

Marsol Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Mark Bienstock, furrier, Bernard Rosenbaum, decorator, Hanka Bienstock, housewife, wife separate as to property of the said Mark Bienstock, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Paula Rosenbaum, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Rosenbaum, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land construction and improvement company, under the name of "Marsol Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16156-59)

Maurice Dénommée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Maurice Dénommée, entrepreneur, de Montréal-Nord, Rolind Milette, notaire, et Julien Plouffe, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Maurice Dénommée Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 16156-59)

Maurice Dénommée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Maurice Dénommée, contractor, of Montreal-North, Roland Milette, notary, and Julien Plouffe, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Maurice Dénommée Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16086-59)

Mile End Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, Ernest Rashkovan, notaire, Joseph Cassar, étudiant, tous quatre de Montréal, Saul Tunis, notaire, de St-Laurent, et Hyman Rosenfeld, notaire, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mile End Realities Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 Carré Phillips, chambre 508, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 16086-59)

Mile End Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, Ernest Rashkovan, notary, Joseph Cassar, student, all four of Montreal, Saul Tunis, notary, of St-Laurent, and Hyman Rosenfeld, notary, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mile End Realities Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 2,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Room 508, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15952-59)

Miracle Water Conditioners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Sydney Sheinberg, fabricant, de Montréal, Norman N. Genser, avocat et conseil en loi de la Reine, de Hampstead, et Sydney Phillips, avocat de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils servant à l'épuration de l'eau, sous le nom de "Miracle Water Conditioners Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15939-59)

Montbec Mortgage Investors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Louis Cameron Des Bois, de Westmount, John Malcolm McDougall, de Rosemère, tous deux avocats, et Robert James Stocks, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Montbec Mortgage Investors Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15758-59)

Montreal Wood Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, Carmel Schwartz, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Joseph-A. Allard, surintendant, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de ces produits, sous le nom de "Montreal Wood Specialties Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15952-59)

Miracle Water Conditioners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Sydney Sheinberg, manufacturer, of Montreal, Norman N. Genser, advocate and Queen's Counsel, of Hampstead, and Sydney Phillips, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in Water Conditioners, under the name of "Miracle Water Conditioners Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15939-59)

Montbec Mortgage Investors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Louis Cameron Des Bois, of Westmount, John Malcolm McDougall, of Rosemère, both advocates, and Robert James Stocks, student, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Montbec Mortgage Investors Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15758-59)

Montreal Wood Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Max Coblentz, advocate, Carmel Schwartz, secretary, spinster, both of Montreal, and Joseph-A. Allard, superintendent, of Verdun, for the following purposes:

To deal in wood and wood products, under the name of "Montreal Wood Specialties Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15733-59)

Morrison Air Conditioning Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: David Abraham Schwartz, Abraham Cohen, tous deux avocats et solliciteurs et Mlle Flora Muriel Crane, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de climatisation sous toutes formes, sous le nom de "Morrison Air Conditioning Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15733-59)

Morrison Air Conditioning Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: David Abraham Schwartz, Abraham Cohen, both Barristers and solicitors, and Miss Flora Muriel Crane, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To operate the business of Air Conditioning in every aspect, under the name of "Morrison Air Conditioning Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16003-59)

Mountain Place Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaire, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Mountain Place Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16003-59)

Mountain Place Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Mountain Place Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15844-59)

Murphy Metal Lathing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Gerald E. Murphy, entrepreneur, J.-Antoine St-André, rentier, et Jean-Paul St-Louis, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur en lattage et poseurs de lattes métalliques, bois et composition, latte de gypse, "rocklatte" et autres, sous le nom de "Murphy Metal Lathing Inc.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15844-59)

Murphy Metal Lathing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Gerald E. Murphy, contractor, J.-Antoine St-André, annuitant, and Jean-Paul St-Louis, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in lathing contractor and as metallic, wood and composition thereof, gypsum, "rocklatte", and others kind of laths under the name of "Murphy Metal Lathing Inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15677-59)

Nathan Schreiber Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15677-59)

Nathan Schreiber Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

té accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, et Jean McFarlane, teneuses de livres, cédibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Nathan Schreiber Corp.", avec un capital-actions, divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 3,950 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15907-59)

Newport Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Max Teitlebaum, Lou Tannenbaum, Daniel Lazare et Sidney Cutler, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et de placements, sous le nom de "Newport Investment Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Craig, chambre 430, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15920-59)

Northern Excavation and Paving Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Solange Pesant, secrétaire, cédibataire majeure, et Guy Messier, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre toutes sortes de travaux d'excavation et de pavage, sous le nom de "Northern Excavation and Paving Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15849-59)

Ormud Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Nathan Schreiber Corp.", with a capital stock divided into 100 common shares having no nominal or par value and 3,950 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$4,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15907-59)

Newport Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Max Teitlebaum, Lou Tannenbaum, Daniel Lazare and Sidney Cutler, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction and investment company, under the name of "Newport Investment Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street West, Room 430, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15920-59)

Northern Excavation and Paving Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Solange Pesant, secretary, spinster of full age, and Guy Messier, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To undertake all kinds of excavation and paving work under the name of "Northern Excavation and Paving Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15849-59)

Ormud Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Horace Friedman, Wolfe M. Friedman, avocats, et Michelle Chagnon, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques et articles fabriqués en tout ou en partie de plastique, sous le nom de "Ormund Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7949 avenue Dante, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15954-59)

Pacific Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, de Montréal, Mark Edmund Gordon, de Westmount, tous deux avocats et solliciteurs, et Mlle Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'outils, et toutes sortes de pièces et accessoires de machinerie, et articles composés ou fabriqués en tout ou en partie de fer, acier, métal, bois ou autres substances, sous le nom de "Pacific Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 414 avenue Victoria, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16060-59)

Packaging Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire public, Georges-Auguste Prenovost, comptable agréé, Claudette Raymond, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures pour emballage, sous le nom de "Packaging Industries Limited", avec un capital total de \$30,000, divisé en 600 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Horace Friedman, Wolfe M. Friedman, advocates, and Michelle Chagnon, secretary, spinster, of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in plastic substances and articles made, in whole or in part, from plastic, under the name of "Ormund Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7949 Dante Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15954-59)

Pacific Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Edward Irving Auerback, of Montreal, Mark Edmund Gordon, of Westmount, both barristers and solicitors, and Miss Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, using her rights, of Montreal, for the following purposes:

To deal in tools, machinery, parts and accessories of all kinds, and articles composed of or manufactured in whole or in part of iron, steel, metal, wood, or other materials, under the name of "Pacific Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 414 Victoria Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16060-59)

Packaging Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Paul Archambault, notary public, Georges-Auguste Prenovost, chartered accountant, and Claudette Raymond, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in packaging material, under the name of "Packaging Industries Limited", with a total capital stock of \$30,000, divided into 600 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15950-59)

Phillip's Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Mac M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, tous deux de Montréal, et Moe Ackman, de l'Abord-à-Plouffe, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un poste de service, garage et taxis, sous le nom de "Phillip's Auto Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3745 avenue Carlton, app. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15950-59)

Phillip's Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, both of Montreal, and Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a service station, garage and taxi-cab company, under the name of "Phillip's Auto Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3745 Carlton Avenue, Apt. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15978-59)

Pinegrove Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Melvin Salmon, de la ville de Côte St-Luc, Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et Charles Brownstein, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et construction, sous le nom de "Pinegrove Construction Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15978-59)

Pinegrove Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Melvin Salmon, of the town of Côte St-Luc, Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Charles Brownstein, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Pinegrove Construction Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 1,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15959-59)

P & M Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Marlène Lacroix et Anna Mikula, secrétaires, filles majeures, et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de "P & M Auto Supply Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires et 35,000 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15959-59)

P & M Auto Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1949, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Marlène Lacroix and Anna Mikula, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and their parts and accessories, under the name of "P & M Auto Supply Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares and 35,000 preferred shares, all of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15970-59)

Pontiac Textiles Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Sam Colomay, marchand, Sybil Colomay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sam Colomay, et dûment autorisée par ce dernier, Moe Rosenberg, marchand, tous trois de Montréal, et Marjorie M. Reiffenstein, secrétaire, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de toiles, textiles et accessoires, fabriquées de toutes sortes de tissus, sous le nom de "Pontiac Textiles Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 15970-59)

Pontiac Textiles Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Sam Colomay, merchant, Sybil Colomay, housewife, wife separate as to property of the said Sam Colomay, and duly authorized by him, Moe Rosenberg, merchant, all three of Montreal, and Marjorie M. Reiffenstein, secretary, spinster of the full age of majority, of Westmount, for the following purposes:

To deal with all kinds of linen, textiles and accessories made of any kind of material, under the name of "Pontiac Textiles Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13118-59)

**Prêt Val d'Or Inc.
Val d'Or Loan Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Louis Chabot, entrepreneur forestier, Adrien Charbonneau, comptable, tous deux de Cadillac, Charles-E. Cloutier, Joseph-Wilfrid Sabourin, tous deux agents d'assurances, Joseph-Bérard, marchand, Simon Laliberté, notaire, tous quatre de Val-d'Or, et Lionel Bérubé, entrepreneur forestier, de Bourlamaque, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Prêt Val d'Or Inc.—Val d'Or Loan Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 2,250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 13118-59)

**Prêt Val d'Or Inc.
Val d'Or Loan Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Louis Chabot, lumber contractor, Adrien Charbonneau, accountant, both of Cadillac, Charles-E. Cloutier, Joseph-Wilfrid Sabourin, both insurance agents, Joseph-Eugène Bérard, merchant, Simon Laliberté, notary, all four of Val-d'Or, and Lionel Bérubé, lumber contractor, of Bourlamaque, for the following purposes:

To carry on a general business as money-lender under the name of "Prêt Val d'Or Inc.—Val d'Or Loan Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 2,250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16007-59)

**Quebec Clay Mining Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Guy Gilbert, professeur, de Montréal, Adhemar Gagnon et Guy Gagnon, tous deux prospecteurs, de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Quebec Clay Mining Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront

(A.G. 16007-59)

**Quebec Clay Mining Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Guy Gilbert, professor, of Montreal, Adhemar Gagnon and Guy Gagnon, both prospectors, of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Quebec Clay Mining Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 466, rue de la Couronne, chambre 505, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16106-59)

R. C. Amusement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: René Caza, commerçant, Yvette Caza, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Caza, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-François, et Louis-Philippe Brault, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de "R. C. Amusement Ltée", avec un capital total de \$4,000, divisé en 40 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, boulevard Masson, en la ville de Saint-François, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16087-59)

Robert Rainville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Robert Rainville, constructeur, Gisèle Éthier Rainville, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Rainville, et dûment autorisée par lui, tous deux de Montréal, et Alphonse Éthier, organisateur général, de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Robert Rainville Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7040, 1ère avenue, appartement 8, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15974-59)

Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Gerald Ryan, Marcel Cinq-Mars, avocats, et Alfred Leclerc, comptable, tous de Noranda, pour les objets suivants:

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 466 Crown Street, Room 505, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16106-59)

R. C. Amusement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: René Caza, tradesman, Yvette Caza, housewife, wife separate as to property of the said René Caza, and duly authorised by him for these presents, both of St-François, and Louis-Philippe Brault, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusement under the name of "R. C. Amusement Ltée", with a total capital stock of \$4,000, divided into 40 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 50, Masson Boulevard, in the town of Saint-François, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16087-59)

Robert Rainville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Robert Rainville, builder, Gisèle Éthier Rainville, housewife, wife separate as to property of the said Robert Rainville, and duly authorized by him, both of Montreal, and Alphonse Éthier, general organizer, of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Robert Rainville Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7040, 1st Avenue, Apartment 8, Rosemont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15974-59)

Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Gerald Ryan, Marcel Cinq-Mars, advocates, and Alfred Leclerc, accountant, all of Noranda, for the following purposes:

Promouvoir le sport en général et, en particulier, le sport du hockey, sous le nom de "Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16021-59)

S. A. B. Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "S. A. B. Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15958-59)

Segal's Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Mount Royal, Louis Feigenbaum, avocat, et Morris Shuter, comptable, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, bottines, souliers, articles de mode, meubles, vêtements d'enfants, vêtements de base, bijouterie, lainage, sous-vêtements, drap et soies, habits, manteaux, marchandises en cuir, rideaux, draperies, carpettes, porcelaine, bibelots, marchandises de fantaisie, articles de toilette de toutes sortes, sous le nom de "Segal's Distributors Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 14780-59)

Silver Promotion Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Gérard Gélinas, vendeur, Jacques Bertrand

To promote sports generally and especially, the sport of hockey, under the name of "Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16021-59)

S. A. B. Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "S. A. B. Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares having a par value of \$10 each and 500 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15958-59)

Segal's Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, and Morris Shuter, accountant, both of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, furniture, children's wear, foundation garments, jewellery, woollen wear, underwear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains drapes, carpets, china-ware, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds, under the name of "Segal's Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14780-59)

Silver Promotion Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Gérard Gélinas, salesman, Jacques Bertrand and Guy Gué-

et Guy Guérard, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de publicité, sous le nom de "Silver Promotion Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16061-59)

Slim-Mode Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Morris Lobel, Harry Erdle, marchands, et Frances S. Glick, gérant de bureau, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Slim-Mode Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 - P. FRENETTE.

(P.G. 16019-59)

**Standard Iron Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein et Harry Yohalem Garber, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations, pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Standard Iron Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$1,002, divisé en 1,002 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16002-59)

Super Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

rard, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in publicity, under the name of "Silver Promotion Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations is \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16061-59)

Slim-Mode Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Morris Lobel, Harry Erdle, merchants, and Frances S. Glick, office manager, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and children's clothing, under the name of "Slim-Mode Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 1,800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16019-59)

**Standard Iron Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein and Harry Yohalem Garber, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and to deal therein, under the name of "Standard Iron Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$1,002, divided into 1,002 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16002-59)

Super Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day

du deux novembre 1959, constituant en corporation: Milton Friefeld, comptable agréé, David Margolis, commis vérificateur, tous deux de Montréal, Isidore Greenbaum, avocat, de Côte St-Luc, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Super Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 160 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

of November, 1959, incorporating: Milton Friefeld, chartered accountant, David Margolis, audit clerk, both of Montreal, Isidore Greenbaum, advocate, of Côte St-Luc, and Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Super Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 160 common shares of a par value of \$25 each and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15986-59)

Taverne Union Tavern Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Roland Théorêt, Gérard-G. Langlais, notaires, et Maurice J. Dostaler, avocat, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tavernier, sous le nom de "Taverne Union Tavern Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 15986-59)

Taverne Union Tavern Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Roland Théorêt, Gérard-G. Langlais, notaries, and Maurice J. Dostaler, advocate, all of Gatineau, for the following purposes:

To carry on a business as tavern-keeper, under the name of "Taverne Union Tavern Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16015-59)

The A. M. Dancing Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Elmer O. Locker, administrateur d'affaires, Madeline Senecal, surveillante, célibataire, et André Bégin, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer des maisons de clubs et autres lieux d'agrément pour les membres de la corporation, favoriser la danse et autres distractions ou sports, sous le nom de "The A. M. Dancing Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100.

Le siège social de la corporation sera 1231 ouest, rue Ste-Cathrine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16015-59)

The A. M. Dancing Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Elmer O. Locker, business executive, Madeline Senecal, supervisor, single, and André Bégin, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct club-houses and other conveniences for the members of the corporation and to promote dancing and other games or sports, under the name of "The A. M. Dancing Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100.

The head office of the corporation will be at 1231 Ste Cathrine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14928-59)

The Brownsburg Curling Club Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corpora-

(A.G. 14928-59)

The Brownsburg Curling Club Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Kenneth

tion: Kenneth McGibbon, gérant de travaux, J. Dorius Lepine, entrepreneur, Sam E. Rose, ingénieur, John R. Golphin, surveillant, et Dudley R. Boal, comptable, tous de Brownsburg, pour les objets suivants:

Favoriser et promouvoir la pratique du jeu de curling, sous le nom de "The Brownsburg Curling Club Limited", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brownsburg, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15759-59)

Thomas Michaud & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Thomas Michaud, commerçant, Mariette Beaulieu Michaud, ménagère, épouse séparée de biens de Fernand Michaud, et Ange-Aimée Michaud, ménagère, fille majeure, tous de St-Épiphanie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, ainsi que le commerce des produits de la ferme et des matériaux de construction, sous le nom de "Thomas Michaud & Fils Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Épiphanie, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15942-59)

Titan Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: James Hreha, agent d'immeubles, de Mont-Royal, Egidio Gariup, vendeur, et Albert Hreha, entrepreneur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Titan Construction Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200 rue Hutchison, chambre 109, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15956-59)

Transpackaging Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum,

McGibbon, works manager, J. Dorius Lepine, contractor, Sam E. Rose, engineer, John R. Golphin, supervisor, and Dudley R. Boal, accountant, all of Brownsburg, for the following purposes:

To encourage and promote the game of curling, under the name of "The Brownsburg Curling Club Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Brownsburg, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15759-59)

Thomas Michaud & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Thomas Michaud, tradesman, Mariette Beaulieu Michaud, housewife, wife separate as to property of Fernand Michaud, and Ange-Aimée Michaud, housewife, spinster of full age, all of St-Épiphanie, for the following purposes:

To carry on a business dealing in transportation, as well as a business dealing in farm products and building materials under the name of "Thomas Michaud & Fils Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Épiphanie, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15942-59)

Titan Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: James Hreha, realtor, of Mount Royal, Egidio Gariup, salesman, and Albert Hreha, contractor, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Titan Construction Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, Room 109, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15956-59)

Transpackaging Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum, advocates,

avocats, et Milton Friefeld, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Dessiner et faire le commerce d'articles d'emballage en "polyéthylène" et cellophane et tous genres d'emballage et empaquetage, sous le nom de "Transpackaging Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

and Milton Friefeld, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To design and deal in polyethylene and cellophane packaging and any type of wrapping or packaging, under the name of "Transpackaging Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16059-59)

Transport Ste-Foy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Paul-A. Bélanger, gérant, Yvette Routhier Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-A. Bélanger, et J.-René Turgeon, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport de marchandises et objets de toutes sortes, sous le nom de "Transport Ste-Foy Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 350, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(A.G. 16059-59)

Transport Ste-Foy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Paul-A. Bélanger, manager, Yvette Routhier Bélanger, housewife, wife separate as to property of the said Paul-A. Bélanger, and J.-René Turgeon, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in the transportation of merchandise and objects of all kinds, under the name of "Transport Ste-Foy Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 350 Charest Boulevard, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16018-59)

Trevi Land Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, William Levitt, tous trois avocats, et Asher Kahn, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Trevi Land Corporation", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(A.G. 16018-59)

Trevi Land Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, William Levitt, all three advocates, and Asher Kahn, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Trevi Land Corporation", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13874-59)

Tucan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: George Beverley Puddicombe, conseil en

(A.G. 13874-59)

Tucan Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: George Beverley Puddicombe, Queen's Counsel, John

loi de la Reine, John Richard Hyde et Bernard Tellier, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Tucan Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16064-59)

Unit Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph R. Hoffman et Oscar Respitz, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Unit Associates Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 15953-59)

Vasseur Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Louis Freedman, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, Charles Vasseur, agent d'immeubles, et Irwin Aaron Frankel, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Vasseur Holding Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4877 avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16025-59)

Vatch and Barry Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: William I. Miller, Arthur I. Brownstein, avocats, Anne Martindale, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Morton Bell, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Richard Hyde and Bernard Tellier, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Tucan Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 214 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16064-59)

Unit Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph R. Hoffman and Oscar Respitz, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Unit Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15953-59)

Vasseur Holding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of Côte St-Luc, Charles Vasseur, realtor, and Irwin Aaron Frankel, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Vasseur Holding Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 39,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4877 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16025-59)

Vatch and Barry Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: William I. Miller, Arthur I. Brownstein, advocates, Anne Martindale, secretary, fille majeure, all three of Montreal, and Morton Bell, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Vatch and Barry Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16100-59)

Vermont Housing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: John Lawrence McCrory, étudiant en droit, Clifford George Meek et Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'habitations à dividende limité et en exercer le commerce, sous le nom de "Vermont Housing Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16038-59)

Victory Amusement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Alexander Biega, tous deux avocats, et Hendrik Kooiman, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de "Victory Amusement Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1887, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16093-59)

Ville d'Anjou Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Florian Gendron, commerçant, Maurice Lévesque, entrepreneur, et Yvette Lévesque, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Lévesque, tous d'Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Ville d'Anjou Construction Ltd.",

To conduct and carry on the business of builders, under the name of "Vatch and Barry Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16100-59)

Vermont Housing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: John Lawrence McCrory, law clerk, Clifford George Meek and Guy Ambrose Miller, bookkeepers, all of Montreal, for the following purposes:

To act and to carry on business as a limited dividend housing company, under the name of "Vermont Housing Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16038-59)

Victory Amusement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, Alexander Biega, both advocates, and Hendrik Kooiman, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusements under the name of "Victory Amusement Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 1887 Beaubien Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16093-59)

Ville d'Anjou Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Florian Gendron, tradesman, Maurice Lévesque, contractor and Yvette Lévesque, housewife, wife common as to property of the said Maurice Lévesque, all of Anjou, for the following purposes:

To carry on a business as builders under the name of "Ville d'Anjou Construction Ltd.",

avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7863, rue Lévesque, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15478-59)

Western Quebec Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Mary Shankland, sténographe, Monique Fortin, comptable, tous deux de Hull, et Monique Lapointe, comptable, d'Ottawa, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Western Quebec Investments Ltd.", avec un capital-actions divisé en 2,500 actions privilégiées, catégorie "A", de 5%, non-cumulatives, remboursables, d'une valeur au pair de \$100 chacune, 5,000 actions privilégiées, catégorie "B", de 5%, non-cumulatives, remboursables, d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

(P.G. 16121-59)

Yardley Hosiery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Gabriel Glazer, étudiant en droit, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas, et autres articles vestimentaires confectionnés de soie, coton, laine, nylon, rayonne et autres fibres naturelles ou artificielles, sous le nom de "Yardley Hosiery Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6660 avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559 P. FRENETTE.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10170-55)

Carrière Bernier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7863 Lévesque Street Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15478-59)

Western Quebec Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Mary Shankland, stenographer, Monique Fortin, accountant, both of Hull, and Monique Lapointe, accountant, of Ottawa, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Western Quebec Investments Ltd.", with a capital stock divided into 2,500 Class "A" 5% non-cumulative redeemable preference shares with a par value of \$100 each, 5,000 Class "B" 5% non-cumulative redeemable preference shares with a par value of \$1 each and 2,000 common shares with a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16121-59)

Yardley Hosiery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Gabriel Glazer, law student, Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montréal, and Bernard Gardner, advocate, of Rosemère, for the following purposes:

To deal in stockings, and other wearing apparel manufactured from silk, cotton, wool, nylon, rayon and other natural or artificial fibres, under the name of "Yardley Hosiery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6660 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559-o Acting Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10170-55)

Carrière Bernier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

mentaires, en date du onze novembre 1959, à la compagnie "Carrière Bernier Ltée", ratifiant son règlement numéro 16, augmentant son capital autorisé de \$40,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 12722-59)

**Centre d'Achat du Pont de Québec Inc.
Quebec Bridge Shopping Centre Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1959, à la compagnie "Centre d'Achat du Pont de Québec Inc.—Quebec Bridge Shopping Centre Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 16054-59)

Continental Electric Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq novembre 1959, à la compagnie "Continental Electric Appliances Ltd.", réduisant son capital de \$110,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune et en 500 actions communes de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15963-59)

Liberty Clothing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf octobre 1959, à la compagnie "Liberty Clothing Company Limited", modifiant les dispositions de ses lettres patentes et étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

(P.G. 15835-59)

Metropolitan Loan Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze novembre 1959, à la compagnie "Metropolitan Loan Corp.", 1° subdivisant 200 de ses actions communes de \$100 chacune en 20,000 actions communes de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52559-o P. FRENETTE.

the eleventh day of November, 1959, to the company "Carrière Bernier Ltée", ratifying its by-law number 16, increasing its authorized capital stock from \$40,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 2,100 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12722-59)

**Centre d'Achat du Pont de Québec Inc.
Quebec Bridge Shopping Centre Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October, 1959, to the company "Centre d'Achat du Pont de Québec Inc.—Quebec Bridge Shopping Centre Inc.", amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16054-59)

Continental Electric Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated fifth day of November, 1959, to the company "Continental Electric Appliances Ltd.", reducing its capital stock from \$110,000 to \$10,000, the cancelled capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$50 each and into 500 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15963-59)

Liberty Clothing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of October, 1959, to the company "Liberty Clothing Company Limited", amending the provisions of its letters patent and extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15835-59)

Metropolitan Loan Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of November, 1959, to the company "Metropolitan Loan Corp.", 1° subdividing 200 of its common shares of \$100 each into 20,000 common shares of \$1 each; 2° increasing its capital stock from \$20,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 2,300 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52559 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Avis public est présentement donné que "Dame Amélia-Renée Lesnowski", épouse de Oscar Gagnon, demeurant à ville Mont-Royal, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi la déclarant la véritable acquéreur de l'immeuble mentionné à l'acte de vente du 11 octobre 1944, sis à ville Mont-Royal, par devant Maître George-Carlyle Marler.

Montréal, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52362-49-4-o LÉONARD TRÉPANIÉ, C.R.

SUCCESSION DU DR ALYRE AUBIN

Avis public est par les présentes donné que Dame Alyre Aubin, de Ste-Thècle, dans le comté de Lavolette, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi concernant le décès et la "succession du Dr Alyre Aubin", aux fins de confirmer son décès et de prévoir l'émission et l'enregistrement d'un certificat de décès, et autres fins.

Ste-Thècle, 3 octobre 1959.

52363-49-4-o Dame ALYRE AUBIN.

ASSOCIATION DES CITOYENS
D'OUTREMONT INC.

Avis est par les présentes donné que l'"Association des Citoyens d'Outremont Inc." s'adressera à la Législature Provinciale à sa présente session, lors de la présentation du bill de la cité d'Outremont, pour y proposer les amendements suivants à l'effet de:

- a) régir et déterminer le mode d'élection des échevins de ladite cité par les locataires et les propriétaires;
- b) régir d'une façon appropriée la disposition des fonds de la municipalité par voie de budget ou autrement;
- c) déterminer et préciser les fonctions du Maire, la rédaction des agendas des assemblées du Conseil et soumettre toute autre suggestion qui aura pour effet d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de la cité, dans le meilleur intérêt de la population.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureurs,
52364-49-4-o DURANLEAU, DUPRÉ,
DURANLEAU, LETTE &
COUSINEAU.

CORPORATION DES
MAÎTRES-NETTOYEURS DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que la "Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

- a) les constituer en corporation;
- b) les autoriser à définir les obligations et les responsabilités des membres.
- c) leur accorder les pouvoirs d'administration et de réglementation usuels.

Montréal, 25 novembre 1959.

L'Avocat de la Requérante,
52366-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

Applications to Legislature

DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Public notice is hereby given that "Dame Amélia-Renée Lesnowski", wife of Oscar Gagnon, residing at the town of Mont-Royal, is petitioning the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at the present session, for the enactment of a law declaring her the true owner of the property mentioned in the Deed of Land dated October 11th, 1944, which property is situated in the town of Mont-Royal, before Mr. George Carlyle Marler, notary.

Montreal, November 24th, 1959.

LÉONARD TRÉPANIÉ, Q.C.,
52362-49-4-o Attorney for Petitioner.

ESTATE OF DR ALYRE AUBIN

Public notice is hereby given that Mrs Alyre Aubin, of St. Thecle, in the county of Lavolette, will apply to the legislature, at its present Session, to demand the adoption of a law respecting the death and the "estate of Dr Alyre Aubin", in order to confirm his death and for the purpose of allowing the issuance and registration of a death's certificate and other purposes.

St. Thecle, October 3rd, 1959.

52363-49-4-o Mrs. ALYRE AUBIN.

ASSOCIATION DES CITOYENS
D'OUTREMONT INC.

Notice is hereby given that the "Association des Citoyens d'Outremont Inc.", will apply to the Provincial Legislature at its present session, when the bill for the city of Outremont will be presented, to propose the following amendments to the effect that:

- a) to govern and determine the method for the election of aldermen of the said city by the tenants and property-owners;
- b) to govern in an appropriate way the disposal of the funds of the municipality through the budget or otherwise;
- c) to determine and specify the duties of the Mayor, the drawing-up of agendas for the meetings of the council and to submit any other suggestion which may have for effect the proper management of the city Council, in the best interests of the population.

Montreal, November 26, 1959.

DURANLEAU, DUPRÉ,
52364-49-4-o DURANLEAU, LETTE &
COUSINEAU,
Attorneys.

CORPORATION OF
MASTER-CLEANERS OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the "Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purposes:

- a) to incorporate them.
- b) to authorize them to define the obligations and responsibilities of their members.
- c) to grant them the usual powers of administration and regulation.

Montreal, November 25th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52366-49-4-o Attorney for the petitioner.

**COMMISSION DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE DORVAL**

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de la cité de Dorval", dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

- a) autoriser le paiement de frais de représentation aux commissaires d'écoles;
- b) créer un fonds de réserve, à même les surplus budgétaires non autrement appropriés pour défrayer le coût de certains travaux scolaires ou parascolaires ou de certains achats non d'usage courant;
- c) décréter que la signature du président, soit imprimée, gravée ou lithographiée sur les chèques de paie.
- d) prescrire les procédures à suivre dans le cas d'un immeuble qui a été omis du rôle d'évaluation ou du rôle de perception;
- e) décréter que les taxes scolaires porteront intérêt à raison de six pourcent (6%) par an;
- f) autoriser les commissaires d'écoles à prendre des polices d'assurance collective, tant sur la vie que sur la santé du personnel enseignant, des officiers et autres employés permanents.

Dorval, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,
52365-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

**CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE
CITY OF DORVAL**

Public notice is hereby given that the "Catholic School Commission of the city of Dorval", in the district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special Act, for the following purposes:

- a) to authorize the payment of expenses of the school commissioners for official entertainment.
- b) to create a reserve fund, from the budgetary surplus not otherwise appropriated to defray the cost of certain school works or of certain extraordinary purchases.
- c) to decree that the signature of the president be printed, engraved or lithographed on the pay cheques.
- d) to prescribe the procedure to be followed in the case of an immovable that has been omitted from the assessment or collection rolls.
- e) to decree that the school taxes will bear interest at a rate of 6% per annum.
- f) to authorize the school commissioners to take group insurance policies, on the life or the health of their teaching personnel, officers and other permanent employees.

Dorval, November 24th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52365-49-4-o Attorney for the petitioner.

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

- a) prescrire que le coût de construction des conduites privées, entrées d'eau et d'égouts et autres dépenses incidentes seront aux frais du propriétaire;
- b) augmenter les pouvoirs du conseil relativement à la construction et l'entretien de tout fossé nécessaire à l'égouttage;
- c) confirmer et ratifier la possession à titre de propriétaire d'une ruelle connue comme étant le lot 193-1 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne;
- d) régler l'enlèvement et le remorquage de tout véhicule stationné illégalement;
- e) autoriser la nomination d'experts pour fins d'évaluation;
- f) obliger le locataire de donner un avis écrit lorsqu'il quitte les lieux loués;
- g) imposer et prélever une taxe de vente;
- h) déclarer valide l'achat d'une propriété pour fins municipales, et pour toutes autres fins.

Montréal, 23 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,
52367-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

TOWN OF SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Public notice is hereby given that the "Town of Sainte-Anne-de-Bellevue" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes:

- a) prescribe that the cost for the construction of private conduits, water and sewer connections, as well as the incidental expenditures, shall be done at the expense of the owner;
- b) increase that existing powers of the council concerning the construction and the maintenance of any drainage ditch;
- c) confirm and ratify the ownership of a lane known as lot 193-1 of the official cadastre of the parish of Sainte-Anne;
- d) prescribe that any vehicle illegally parked may be removed;
- e) authorize the appointment of experts for valuation purposes;
- f) cause the tenant to give a written notice before moving away;
- g) impose and levy a sales tax;
- h) declare legal and valid the purchase of a property for municipal purposes, and for other purposes.

Montreal, November 23rd, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,
52367-49-4-o Attorney for the petitioner.

SUCCESSION DE FEU LEWIS AZEF

Le soussigné donne avis que Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, de la cité de Montréal, présentera à la présente session de la Législature de Québec, un projet de loi relativement au décès et à la "succession de feu Lewis Azef".

Le Procureur de la pétitionnaire,
52368-49-4-o (S.) LOUIS DORION, Avocat.

ESTATE OF THE LATE LEWIS AZEF

The undersigned gives notice that Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, of the city of Montreal, will present at the present session of the Legislature of Quebec, the project of an Act relative to the death and to the "estate of the late Lewis Azef".

(S.) LOUIS DORION, advocate,
52368-49-4 Attorney for the Petitioner.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION
OF QUEBEC

Avis public est par les présentes donné que "Ukrainian National Federation of Quebec", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi ou d'un amendement, amendement le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal, aux fins d'amender l'article 362 (c) de la Charte de la cité de Montréal, pour y ajouter parmi les terrains et immeubles qui jouissent d'une exemption de taxe et qui sont mentionnés à cet article, les terrains et immeubles de la corporation ci-dessus, occupés et/ou à être occupés pour fins sociales et/ou de bienfaisance, et ce avec effet rétroactif à 1958 quant à l'immeuble situé à l'angle nord-est des rues Hutchison et Fairmount ouest, à Montréal.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureur de Ukrainian National
Federation of Quebec,
RENÉ DURANLEAU.

52384-49-4-o

VILLE D'ACTON VALE

Prenez avis par les présentes que la "Ville d'Acton Vale" s'adressera à la Législature Provinciale de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ayant pour but: créer un fonds industriel pour un montant n'excédant pas \$150,000.00, afin de promouvoir la venue de nouvelles industries et pour d'autres fins.

Acton Vale, ce 1er décembre 1959.

L'avocat pour les requérants,
MAURICE ROUSSEAU.

52426-49-4-o

CITÉ DE SEPT-ILES

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la "Cité de Sept-Iles", s'adressera à la Législature à sa présente session pour les fins suivantes, à savoir, pour obtenir le pouvoir:

1° D'annexer à ses limites actuelles; (A) les rangs 7-est, 2-est, nord et 2 nord de la baie de Sept-Iles; (B) une lisière de terre de 500 pieds chaque côté de la Rivière des Rapides et du Grand Lac des Rapides.

2° De régler l'ouverture des rues et leur traces dans une nouvelle subdivision avant l'émission d'un permis de construction;

3° D'exiger l'émission d'un permis de lotissement;

4° De détourner la circulation et remorquer les véhicules contrevenant à un règlement dans certains cas;

5° De prohiber la sollicitation dans les rues, décréter ce qui constitue une nuisance publique et imposer des amendes à cet effet;

6° D'assurer l'ordre et la sécurité des écoliers.

7° De percevoir des taxes concernant les cirques, spectacles et amusements ambulants;

8° D'obliger tout propriétaire à obtenir un permis d'occupation des lieux nouvellement modifié ou construits;

9° De signifier d'une façon spéciale, certains documents de la Cour municipale;

10. D'imposer une taxe de vente sur toute transaction immobilière.

11° De légiférer en matière de consommation et possession de liqueurs alcooliques dans les endroits publics et les endroits non licenciés;

12° De modifier l'article 522 de la loi des Cités et Villes pour les territoires dont l'annexion est demandé.

Les Procureurs de la cité de Sept-Iles,
52427-49-4-o FRANCOEUR & BOUCHER.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION
OF QUEBEC

Public notice is hereby given that "Ukrainian National Federation of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law or of an amendment, amending a bill to be presented by the city of Montreal, in order to amend article 362 (c) of the Charter of the city of Montreal, by adding among the lands and immovables enjoying an exemption of tax, and which are mentioned in said article, the lands and immovables of the above corporation, occupied and/or to be occupied for social and/or charitable purposes, with retroactive effect to 1958, as far as the immovable situate at the north-east side corner of Hutchison and Fairmount West, Montreal, are concerned.

Montreal, November 26, 1959.

RENÉ DURANLEAU,
Attorney for Ukrainian National
Federation of Quebec.

52384-49-4-o

TOWN OF ACTON VALE

Take notice by these presents that the "Town of Acton Vale" will apply to the Provincial Legislature of Quebec at the present session, for the adoption of an act for the purpose of: creating an industrial fund for an amount not to exceed \$150,000.00, so as to promote the advent of new industries and for other purposes.

Acton Vale, this 1st day of December, 1959.

MAURICE ROUSSEAU,
Advocate for the petitioners.

52426-49-4

CITY OF SEPT-ILES

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Sept-Iles" will apply to the Legislature at its present session for the following purposes, to obtain the power:

1. To annex, within its present limits; (A) ranges 7-East, 2-East, 1-North and 2 North of the Sept-Iles Bay; (B) a strip of land of 500 feet on each side of the River des Rapides and of Grand Lac des Rapides.

2. To regulate the opening of streets and traces of same in a new subdivision before issuing a building permit;

3. To demand issuance of a permit for the dividing of lots;

4. To divert circulation and to tow vehicles infringing a by-law in certain cases;

5. To prohibit solicitation in the streets, to enact that which constitutes a public nuisance and to impose fines to this effect;

6. To assure order and security to school children.

7. To collect taxes concerning circuses, shows and ambulating amusements;

8. To oblige any proprietor to obtain an occupation permit of places newly modified or built;

9° To signify in a special way, certain documents of the Municipal Court;

10. To impose a sales tax on any real estate transaction.

11. To legalize the consumption and possession of alcoholic beverages in public places and in places without licences;

12. To amend article 522 of the Cities and Towns Act for the territories for which annexation is requested.

FRANCOEUR & BOUCHER,
52427-49-4 Attorneys for the city of Sept-Iles.

VILLE DE BROMPTONVILLE

Avis est par les présentes donné que la corporation de la "Ville de Bromptonville" s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte de façon à prolonger le terme d'office du maire à trois ans, à pourvoir à la division de la municipalité en quartiers représentés par deux conseillers, à changer la date d'élection du maire et des conseillers, à autoriser la dépense d'une somme de \$2,000.00 annuellement aux fins de promotions industrielles, à décréter un mode d'imposition pour le paiement de la taxe d'aqueduc, à limiter le nombre des voitures-taxi, à la perception de la taxe de locataire, à pouvoir imposer comme immeubles les fils et tuyaux conducteurs de gaz, d'électricité, de téléphone et de télévision et pour d'autres fins.

Bromptonville, ce 3 décembre 1959.

Les Procureurs de la réquérante,
(Signé) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE.
52443-50-4-o

TOWN OF BROMPTONVILLE

Notice is hereby given that the corporation of the "Town of Bromptonville" will request the Quebec Legislature, at its present session, to amend its charter, in order to prolong the term of the mayor to three years, to provide for the division of the municipality into wards represented by two councillors, to change the date of election of the mayor and councillors, to authorize the annual expense of a sum of \$2,000.00 for industrial promotion purposes, to decree a mode of taxation and payment of the water tax, to limit the number of taxis, to provide for the collection of rental taxes and to be empowered to tax as immovables the wires and pipes used for the distribution of gas, electricity, telephone and for other purposes.

Bromptonville, December 3, 1959.

(Signed) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE,
Attorneys for petitioner.
52443-50-4-o

CITÉ DE DORVAL

Avis public est présentement donné que la "Cité de Dorval", dans la circonscription électorale de Jacques Cartier, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi l'autorisant à réglementer ou à prohiber certains types d'enseignes lumineuses; autorisant une réglementation plus complète de l'industrie du taxi; abrogeant l'article 540 tel que modifié pour la cité; autorisant la cité à conclure une entente avec la Commission du Transport aux fins de prolonger dans les limites de son territoire, le service de transport en commun de ladite Commission; et autres objets complémentifs ou relatifs.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'avocat de la pétitionnaire,
52444-50-4-o GUY PAGER.

CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given that the "City of Dorval" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate or to prohibit certain types of posters, billboards, placards and signs; to authorize a more adequate legislation concerning the operation of taxis, locations of taxi stands; to abrogate article 540 of the Cities and Towns' Act as amended for the city by 14 George VI, chapter 120; to authorize both the city and the Montreal Transport Commission to enter into an agreement for the purpose of extending to the city its public transportation service and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

GUY PAGER,
The attorney of petitioner.
52444-50-4-o

VILLE DE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE

Avis public est présentement donné que la "Ville de Saint-Bruno de Montarville", dans la circonscription électorale de Chambly-Rouville, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi autorisant la ville à réglementer l'enlèvement des vidanges et à imposer une taxe spéciale à cette fin; réglementant l'usage des plages publiques; déclarant la ville propriétaire des rues et ruelles et places publiques qui apparaissent aux plan et livre de renvoi officiel ainsi qu'au plan maître sous réserve du droit d'action par les propriétaires dans un délai de 12 mois de la date de la sanction de la présente loi; modifiant l'article 494 de la Loi des cités et villes aux fins d'obliger les estimateurs à déposer au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection; autorisant l'établissement d'un bureau de revision; limitant l'imposition de la taxe, quant aux immeubles situés à l'encoignure des rues, à un côté seulement; modifiant l'article 526a de la Loi des cités et villes; modifiant le paragraphe 3 de la loi concernant la destitution de certains officiers des cités et villes.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'Avocat de la pétitionnaire,
52445-50-4-o GUY PAGER.

TOWN OF ST. BRUNO DE MONTARVILLE

Public notice is hereby given that the "Town of St. Bruno de Montarville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate of garbage collection and authorizing the town to impose and levy a special tax for this purpose; to regulate public beaches; to declare that streets, lanes, public places which are shown on the official cadastre and on the master plan are the property of the town under reserve of legal recourse by the owners; to modify article 494 of Cities and Towns' Act; to establish a permanent board of revision; to limit the taxation to one side or part of in the case of corner lots; modifying article 3 of 1941 Revised Statutes, chapter 235; modifying article 526a of Cities and Towns' Act and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

The Attorney of petitioner,
52445-50-4-o GUY PAGER.

CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Beauharnois", corporation municipale ayant son siège social dans les limites de son territoire, dans le district de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi modifiant sa charte aux fins de créer une commission des loisirs; de légiférer sur les arbres nuisibles, le déménagement d'immeubles par les rues de la cité, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 1er décembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52451-50-4-o FRANÇOIS DORVAL.

CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that the "City of Beauharnois", municipal corporation having its head office within the limits of its territory, in the district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain a bill amending its charter for the purposes of creating a recreational commission, to make regulations concerning trees considered as dangerous, the moving of buildings on city streets, and for all other purposes.

Beauharnois, December 1st, 1959.

52451-50-4 FRANÇOIS DORVAL,
Attorney for the petitioner.

VILLE DE REPENTIGNY

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Repentigny", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour prévoir et régler certains travaux de rues, pavages, égouts ou aqueduc; acquérir et construire des égouts et aqueducs dans les rues privées et ruelles; pouvoir enrayer certaines nuisances; légiférer sur le stationnement et l'établissement des roulettes dans la ville; pourvoir aux vacances dans les charges du maire et/ou d'échevins; prévoir les qualifications requises pour se porter candidat et occuper les charges de maire et d'échevin; se porter garante ou endosseur de tout montant emprunté par émission d'obligations ou autrement, pour la construction d'un hôpital, centre de loisirs, ou compagnie provinciale de téléphone, par des corporations légalement constituées; et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
52452-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE.

TOWN OF REPENTIGNY

Public notice is hereby given that the "Town of Repentigny", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to foresee and regulate certain works on streets, pavements, sewers or aqueducts; to acquire and build sewers and aqueducts in private streets and lanes; to eliminate certain public nuisances; to make regulations concerning parking and the establishment of peddlars in the town; provide replacements in the duties of the mayor and/or aldermen; to foresee that candidates running for mayor and aldermen have the required qualifications; to guarantee or endorse any amount borrowed by bond issue or otherwise, for the construction of a hospital, recreational center, or provincial telephone company, by legally incorporated corporations, and for all other purposes.

Montreal, November 26, 1959.

52452-50-4 LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE,
Attorneys for the Petitioner.

PAROISSE DE SAINT-CHARLES
DE LACHENAIE

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la "Paroisse de Saint-Charles de Lachenaie", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour fixer la date et les modalités des élections; régir les permis de construction; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; régler la subdivision des lots; régler la construction et le zonage; régler la construction des conduites d'eau et d'égout; faire des dons aux oeuvres de charité et organisations de loisirs; accorder rémunération au maire et aux échevins; et pour autres fins apparaissant au projet de loi.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
52453-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE.

PARISH OF SAINT-CHARLES
DE LACHENAIE

Public notice is hereby given that the Corporation of the "Parish of Saint-Charles de Lachenaie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to fix the date and methods of election; to govern building permits; to fix street emplacements on any land to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to regulate building and zoning; to regulate the construction of water and sewer conduits; to give gifts for charitable works and recreational organizations; to grant remuneration to the mayor and aldermen; and for other purposes appearing in the bill.

Montreal, November 26, 1959.

52453-50-4 LAGANIÈRE, BÉLANGER,
& PAGE,
Attorneys for the petitioner.

JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Avis est par les présentes, donné, que Joseph-Maurice-Antoine Miso, "Moisan", employé de Bailey Meter Co., résidant et domicilié à 1260 Boul. O'Brien, cité de St. Laurent, district de Montréal, présentera une pétition à la présente session de la Législature de Québec, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", et pour autres fins.

Montréal, le 10 décembre 1959.

52522-51-4-o Le Procureur du requérant,
ANDRÉ BÉLANGER.

JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Notice is hereby given that Joseph-Maurice-Antoine Miso "Moisan", employed at the "Bailey Meter Co.", domiciled and residing at 1260 O'Brien Blvd., in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act to change his family name to that of: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", and for other purposes.

Montreal, this 10th day of December, 1959.

52522-51-4-o ANDRÉ BÉLANGER,
Attorney for the Petitioner.

LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY-LAC-ST-JEAN ENR.

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° A acquérir de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans les comtés de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Roberval, Lac St-Jean.

2° A acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz avec toutes franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant et à les exercer et

3° A exercer dans les limites du territoire susdit les pouvoirs énoncés dans les articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de Gaz et d'eau (S.R.Q. 1941, c. 294);

4° A obtenir de toute corporation municipale comprise dans le territoire ci-dessus, sur simple résolution, sans autre formalité, une franchise n'excédant pas vingt-cinq (25) ans et comportant le droit exclusif de vendre et distribuer le gaz par tuyau ou autrement et de placer les tuyaux et autres accessoires nécessaires dans les limites de leur territoire respectif.

Chicoutimi, 4 décembre 1959.

Le Procureur des pétitionnaires,
52529-51-4 o JEAN-PAUL GRAVEL.

LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY-LAC-ST-JEAN ENR.

Notice is hereby given that "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of a bill authorizing it:

1. To acquire by mutual agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the transmission and distribution of natural gas in the counties of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Roberval, Lake St-John.

2. To acquire, by mutual agreement, any gas distributing system with all franchises, rights-of-way and servitudes thereto attached and to carry on therewith and

3. To exercise, within the limits of the above said territory, the powers stated in articles 63 to 71 and 73 to 76 inclusively of the Gas and Water Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 294);

4. To obtain from any municipal corporation comprised in the above territory, by a simple resolution, without any other formality, a franchise not to exceed twenty-five (25) years and including the exclusive right to sell and distribute gas by pipe-line or otherwise and to place pipes and other necessary accessories within the limits of their respective territories.

Chicoutimi, December 4, 1959.

JEAN-PAUL GRAVEL,
52529-51-4 Attorney for the Petitioners.

Actions en séparation de biens

LAINÉ VS BACHAND

Canada, province de Québec, district de St-François, Cour supérieure, N° 20,144. Dame Fabiola Lainé, ménagère, de Sherbrooke, district de St-François, épouse commune en biens de Guy Bachand, homme d'affaires, du même lieu, demanderesse; vs Guy Bachand, homme d'affaires, de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 octobre 1959.

Sherbrooke, ce 17 décembre 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,
(Signé) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC &
FRÉCHETTE.
52562-o

Actions for separation as to property

LAINÉ VS BACHAND

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 20,144. Dame Fabiola Lainé, housewife, of Sherbrooke, district of St. Francis, wife common as to property of Guy Bachand, businessman, of the same place, plaintiff; vs Guy Bachand businessman, of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 16th day of October 1959.

Sherbrooke, December 17th, 1959.

(Signed) LEBLANC, DELORME,
BARNARD, LEBLANC &
FRÉCHETTE.
52562-o Attorneys for plaintiff.

ROBITAILLE VS LAVALLÉE

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 491336. Dame Léonie Robitaille, couturière, épouse commune en biens de Rosaire Lavallée, journalier, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Rosaire Lavallée, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ème jour de novembre 1959.

Montréal, le 15 décembre 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,
GAMACHE & DUCHESNE.
1,597 rue St-Denis,
Montréal. 52595-o

ROBITAILLE VS LAVALLÉE

Canada, Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court No. 491336. Dame Léonie Robitaille, seamstress, wife common as to property of Rosaire Lavallée, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Rosaire Lavallée, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 27th day of November, 1959.

Montreal, December 15, 1959.

GAMACHE & DUCHESNE,
Attorneys for the plaintiff.
1,597 St-Denis Street,
Montreal. 52595

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFNuméro 1428
Section "A"

Québec, le 17 décembre 1959.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à la section 3 (industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre dans la province de Québec, rendue obligatoire par la section 3 du décret numéro 324 du 30 mars 1950 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à ladite section 3;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 novembre 1959;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section 3 dudit décret numéro 324, soit modifiée comme suit:

L'article XIII est remplacé par le suivant:

"XIII. *Vacances payées*: Deux semaines de vacances payées doivent être données à tous les salariés qui ont été à l'emploi continu du même employeur pendant une période d'un an. Toutefois, tous les salariés qui ont été au service du même employeur pour une période de moins d'un an ont droit à 4% des salaires gagnés durant leur période d'emploi.

Période de vacances: La période comprise entre Noël et l'Épiphanie est considérée comme la période durant laquelle les vacances payées doivent être données. Tout travail exécuté pendant cette période doit être rémunéré au taux de salaire double."

L. DÉSILETS,

52560-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFNuméro 1428
Section "B"

Québec, le 17 décembre 1959.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garages de la ville de Rimouski.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1255, du 10 novembre 1949 et amendements, ont présenté au

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERNumber 1428
Section "A"

Quebec, December 17, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to section 3 (marble industry) of the decree relating to building materials in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to marble industry in the province of Québec, rendered obligatory by section 3 of the decree number 324 of March 30, 1950 and amendments, relating to building materials in the province of Québec, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said section 3:

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 14, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT section 3 of the said decree, number 324, be amended as follows:

Article XIII is replaced by the following:

"XIII. *Vacations with pay*: A vacation of two weeks with pay shall be granted to all employees who have worked continuously for the same employer for a period of one year. All workers, however, who have been employed for the same employer for a period of less than a year shall be entitled to 4% of the wages earned during their period of employment.

Period of vacation: The period between Christmas and Epiphany shall be considered as the period where holidays with pay shall be given. All time worked during such period shall be remunerated at the rate of double time."

L. DÉSILETS,

52560-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERNumber 1428
Section "B"

Quebec, December 17, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to garage employees in the town of Rimouski.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree N° 1255 of November 10, 1949 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit

Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 novembre 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1255, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "c" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"c) Au cours d'une même journée, les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent.

Nonobstant l'alinéa précédent, au cours d'une même semaine, tout salarié a droit à un minimum de quarante (40) heures de salaire.

Avenant l'absence d'un salarié pour quelque raison que ce soit, la garantie reste en vigueur mais est diminuée au prorata des heures d'absence."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

52560-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1428
Section "C"

Québec, le 17 décembre 1959.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 novembre 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1010, soit modifié comme suit:

Les articles 101 et 102 sont remplacés par les suivants:

"101. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Drummond, Saint-Hyacinthe, Bagot, Bouville, Richelieu, Shefford et Chambly.

102. Aux fins d'application, cette jurisdiction est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone I: Les cités de Saint-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel, les villes de Tracy,

the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 14, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, No. 1255, be amended as follows:

Paragraph "c" of article VIII is replaced by the following:

"c) In the course of a same day, the hours of work shall include the time during which employees are at the disposal of the employer and obliged to be present.

Notwithstanding the provisions of the foregoing sub-paragraph, employees, in the course of a same week, are entitled to a minimum of forty (40) hours pay.

Should employees be absent for any reason whatever, the above guarantee remains but is reduced by the number of hours of absence."

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

52560-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1428
Section "C"

Quebec, December 17, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree No. 1010 of September 26, 1956 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 7, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 1010, be amended as follows:

Article 101 and 102 is replaced by the following:

"101. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree includes the electoral districts of Drummond, Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Richelieu, Shefford and Chambly.

102. For the purposes of enforcement, this jurisdiction is divided into three (3) zones, as follows:

Zone I: The cities of Saint-Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel, the towns of

Saint-Joseph-de-Sorel, Waterloo et Beloeil, les municipalités de McMasterville et Saint-Hilaire et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites, la ville d'Acton Vale et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Zone II: Le comté de Chambly, à l'exception des territoires compris dans la zone I, la ville de Marieville, les municipalités de Saint-Pie, Richelieu, Saint-Césaire, Saint-Mathias, Saint-Ange-Gardien, Saint-Paul d'Abbotsford, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Rougemont et Saint-Damase et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des territoires compris dans les zones I et II."

52560-o

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Tracy, Saint-Joseph-de-Sorel, Waterloo and Beloeil, the municipalities of McMasterville and Saint-Hilaire and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits, the town of Acton Vale and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits.

Zone II: The county of Chambly, with the exception of the territories comprised in zone I, the town of Marieville, the municipalities of Saint-Pie, Richelieu, Saint-Césaire, Saint-Mathias, Saint-Ange-Gardien, Saint-Paul d'Abbotsford, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Rougemont and Saint-Damase, and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits."

Zone III: The entire territorial jurisdiction, with the exception of the territories comprised in zones I and II."

52560-o

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 18 décembre 1959.

Aujourd'hui, à trois heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 2 Loi pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis.
- 4 Loi modifiant la Loi des accidents du travail.
- 5 Loi affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles.
- 6 Loi modifiant la Loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.
- 7 Loi prolongeant d'une année l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.
- 8 Loi modifiant la Loi des relations ouvrières.
- 11 Loi modifiant la Loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.
- 14 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
- 16 Loi modifiant la Loi de l'art musical.
- 17 Loi modifiant la Loi des concours littéraires ou scientifiques.
- 19 Loi pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.
- 20 Loi modifiant la Loi du secrétariat.
- 21 Loi concernant la clinique d'aide à l'enfance.

Miscellaneous notices

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 18th of December, 1959.

This day, at a quarter past three o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 2 An Act to pay tribute to the memory of the Honourable Maurice-L. Duplessis.
- 4 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.
- 5 An Act to appropriate additional sums for farm loans.
- 6 An Act to amend the Act to facilitate the establishment of municipal waterworks and sewer systems.
- 7 An Act to prolong by one year the application of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
- 8 An Act to amend the Labour Relations Act.
- 11 An Act to amend the Act respecting municipal loans with regard to unemployment.
- 14 An Act to amend the Fire Prevention Act.
- 16 An Act to amend the Music Encouragement Act.
- 17 An Act to amend the Literary or Scientific Competitions' Act.
- 19 An Act to promote the development of the Institute of Microbiology and Hygiene of Montreal University.
- 20 An Act to amend the Provincial Secretary's Department Act.
- 21 An Act respecting the Child Aid Clinic.

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 22 Loi concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec. | 22 An Act respecting housing loans to employees of Hydro-Québec. |
| 23 Loi modifiant la Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans. | 23 An Act to amend the Act to assist persons aged sixty-five to seventy years. |
| 24 Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay. | 24 An Act to amend the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay. |
| 25 Loi instituant l'Ordre du mérite forestier. | 25 An Act to establish the Order of Forestry Merit. |
| 29 Loi modifiant la Loi de l'autoroute Montréal-Laurentides. | 29 An Act to amend the Montreal-Laurentian Autoroute Act. |
| 34 Loi modifiant la Loi de la Régie des transports. | 34 An Act to amend the Transportation Board Act. |
| 35 Loi concernant les bibliothèques publiques. | 35 An Act respecting public libraries. |
| 40 Loi des écoles d'architecture et des écoles des beaux-arts. | 40 Architecture and Fine Arts Schools Act. |
| 49 Loi concernant l'administration de la justice dans les Iles-de-la-Madeleine. | 49 An Act respecting the administration of justice in the Magdalen Islands. |
| 55 Loi pour favoriser la tenue d'une exposition universelle à Montréal. | 55 An Act to promote the holding of an international exhibition at Montreal. |
| 93 Loi concernant certains pouvoirs de la cité de Montréal. | 93 An Act respecting certain powers of the city of Montreal. |
| 97 Loi concernant l'orateur de l'Assemblée législative. | 97 An Act respecting the Speaker of the Legislative Assembly. |
| 102 Loi concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel. | 102 An Act respecting a property of Dame Maria Morand Dumouchel. |
| 103 Loi concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds. | 103 An Act respecting the adoption and change of name of Elizabeth Christine Reynolds. |
| 104 Loi concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and affiliated Congregation Shaare Tefillah. | 104 An Act respecting Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and affiliated Congregation Shaare Tefillah. |
| 105 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec. | 105 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Dimitrios Hadjis to the practice of the legal profession in the Province of Quebec. |
| 106 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec. | 106 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Tadeusz Konbrat to the practice of the legal profession in the Province of Quebec. |
| 107 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat. | 107 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Anatole Lesyk and Jean-Paul Dufour to the practice of the profession of advocate. |
| 108 Loi concernant la ville d'Amos, La commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi, Inc. | 108 An Act respecting the town of Amos, The school board of Amos and Filature de l'Abitibi, Inc. |
| 111 Loi modifiant la charte de La Province Canadienne des Frères de Saint-Vincent de Paul. | 111 An Act to amend the charter of La Province Canadienne des Frères de Saint-Vincent de Paul. |
| 112 Loi concernant le contrat de mariage de feu Georges-Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture. | 112 An Act respecting the marriage contract of the late Georges-Antoine Rioux and Dame Gabrielle Couture. |
| 114 Loi modifiant la charte de Farnham. | 114 An Act to amend the charter of Farnham. |
| 115 Loi accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville. | 115 An Act to grant a charter and certain special powers to the town of Cowansville. |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 116 Loi érigeant en corporation Community Holy Association of United Jewish Congregations. | 116 An Act to incorporate Community Holy Association of United Jewish Congregations. |
| 121 Loi concernant la succession du Très Honorable Raoul Dandurand. | 121 An Act respecting the estate of the Right Honourable Raoul Dandurand. |
| 124 Loi relative à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust. | 124 An Act respecting the authorization to sell a lot belonging to Albert Daoust. |
| 127 Loi confirmant le titre de propriété de Ste-Therese Realities Ltd sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache. | 127 An Act to confirm the title of ownership of Ste-Therese Realities Ltd to certain lots of the parish of Saint-Eustache. |
| 138 Loi concernant la succession de Joseph Labrèche. | 138 An Act respecting the estate of Joseph Labrèche. |
| 139 Loi constituant en corporation Beth Zion Congregation. | 139 An Act to incorporate Beth Zion Congregation. |
| 148 Loi concernant Duvan Copper Company Ltd. | 148 An Act respecting Duvan Copper Company Ltd. |
| 153 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec. | 153 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yves Fortier to the practice of the legal profession in the Province of Quebec. |
| 154 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec. | 154 An Act to amend the Act to incorporate La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec. |
| 156 Loi concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers. | 156 An Act respecting the titles of the legal representatives of the late Elzéar Baillargeon and the late Charles J. Baillargeon to certain immovables and mining rights. |
| 157 Loi concernant les Facultés de Philosophie et de Théologie pour la Compagnie de Jésus. | 157 An Act respecting the Faculties of Philosophy and Theology for the Society of Jesus. |
| 158 Loi modifiant la Loi constituant en corporation L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal. | 158 An Act to amend the Act to incorporate the Montreal Police Benevolent and Pension Society. |
| 159 Loi constituant en corporation le "Séminaire de Sherbrooke". | 159 An Act to incorporate the "Seminary of Sherbrooke". |
| 163 Loi modifiant la charte de la cité de Westmount. | 163 An Act to amend the charter of the city of Westmount. |
| 169 Loi concernant Lakeshore Unitarian Church. | 169 An Act respecting the Lakeshore Unitarian Church. |
| 171 Loi concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie. | 171 An Act respecting the amalgamation of l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec and La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie. |
| 177 Loi concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs. | 177 An Act respecting the estate of Joseph Herbert Jacobs. |
| 180 Loi constituant le village de Pincourt en corporation de ville. | 180 An Act to incorporate as a town the village of Pincourt. |
| 192 Loi concernant Autobus Lévis-Québec Inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon. | 192 An Act respecting Autobus Lévis-Québec Inc., the city of Lévis and the city of Lauzon. |
| 195 Loi modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est. | 195 An Act to amend the charter of the town of East Beauceville. |
| 201 Loi concernant Sir George Williams College. | 201 An Act respecting Sir George Williams College. |
| 211 Loi modifiant la charte de La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital | 211 An Act to amend the charter of La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital |

Général de Montréal (communément appelées Sœurs grises).

Général de Montréal (commonly called the Grey Nuns).

214 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke.

214 An Act to grant certain powers to the corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke.

217 Loi concernant L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances.

217 An Act respecting The Canadian Union Insurance Company.

219 Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby.

219 An Act respecting l'Hôpital Saint-Joseph de Granby.

220 Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.

220 An Act respecting l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.

229 Loi changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora.

229 An Act to change the name of Jewish Congregation of St. Laurent to Congregation Beth Ora.

234 Loi concernant la Corporation d'Oka.

234 An Act respecting the Corporation of Oka.

247 Loi relative au titre de propriété de l'Hôpital Général Fleury Inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

247 An Act respecting the title of ownership of the Hôpital Général Fleury Inc. to lot 163-691 of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet in the city of Montreal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins.

48 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1960, and for other purposes.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

52559-o

52559-o

(P.G. 13062-54)

ATLANTIC PAD CO. LTD.

Règlement No "B"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie, soit augmenté de trois (3) à quatre (4)."

Vrai copie certifiée du règlement N° "B" décrété par les directeurs de "Atlantic Pad Co. Ltd.", le 14e jour de décembre 1954, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 14e jour de décembre 1954.

52563 Le Secrétaire,
Mrs LUBA BERMAN.

(A.G. 13062-54)

ATLANTIC PAD CO. LTD.

By-law No. "B"

"That the number of the directors of the company, be increased from three (3) to four (4)."

Certified true copy of By-law No. "B" enacted by the directors of "Atlantic Pad Co. Ltd.", on the 14th day of December, 1954 and unanimously approved at a special general meeting of the shareholders held on the 14th day of December, 1954.

52563-o Mrs LUBA BERMAN,
Secretary.

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES DISTRIBUTEURS DE PAIN DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Distributeurs de Pain de la Région de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES DISTRIBUTEURS DE PAIN DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Professionnelle des Distributeurs de Pain de la Région de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has

autorisée par le Secrétaire de la province le sept décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
52564-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12412-58)

LA CIE ÉLECTRIQUE DE RIVIÈRE-
BLEUE, LIMITÉE

Règlement N° 21

Réduisant le nombre des directeurs de cinq à trois

Attendu que le nombre des actionnaires détenteurs du capital-actions entièrement payé et libéré de la compagnie est maintenant réduit à huit (8) par suite de l'acquisition d'actions faite par les actionnaires actuels;

Attendu que les premiers règlements de la compagnie et la charte d'incorporation prévoient que la compagnie serait administrée par cinq (5) directeurs;

Attendu que trois (3) des actionnaires actuels résident en dehors du district judiciaire de Kamouraska et qu'il devient presque impossible d'avoir un quorum lors des assemblées des directeurs;

Il est en conséquence résolu que demande soit faite à l'Honorable Procureur Général de modifier la charte de la compagnie et de porter le nombre des directeurs à trois (3).

Le Secrétaire,
52565-o J.-ALPH. LANGLAIS, N.P.

(P.G. 11557-54)

PRODUITS DE PAPIER REX PAPER
PRODUCTS INC.

Règlement N° 1

concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Produits de Papier Rex Paper Products Inc.", est changé de sept qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du paragraphe trois, du règlement N° 1, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 3^{ème} jour de janvier 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 3^{ème} jour de janvier 1959 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentés à cette assemblée.

Le Secrétaire,
52576-o ROGER LACROIX.

(P.G. 14612-58)

INSTITUT ST-ANDRÉ INC.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a, le six novembre 1959, approuvé les règlements I, II et III de l'"Institut St-André Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 27 octobre 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52577-o RAYMOND DOUVILLE.

been authorized by the Provincial Secretary on December seventh, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
52564 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12412-58)

LA CIE ÉLECTRIQUE DE RIVIÈRE-
BLEUE, LIMITÉE

By-law No. 21

Decreasing the number of directors from five to three

Whereas the number of shareholders, holders of fully paid-up shares of the company, is presently reduced to eight (8) following the acquisition of shares made by the present shareholders;

Whereas the first by-laws of the company and the charter of incorporation provided that the company would be administrated by five (5) directors;

Whereas three (3) of the present shareholders reside outside of the judicial district of Kamouraska and that it is almost impossible to have a quorum at the directors' meetings;

It is therefore resolved that application be made to the Honourable the Attorney General, to amend the charter of the company and to carry the number of directors to three (3).

J.-ALPH. LANGLAIS, N.P.,
52565 Secretary.

(A.G. 11557-54)

PRODUITS DE PAPIER REX PAPER
PRODUCTS INC.

By-law No. 1

concerning modification in the number of directors.

The number of the directors of the company "Produits de Papier Rex Paper Products Inc.", is changed from seven that it was heretofore to that of four and by-law No. 1 of the company is therefore amended.

Certified copy of paragraph three, of by-law No. 1, duly adopted at a meeting of the directors held on the 3rd day of January, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on January third, 1959 by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

ROGER LACROIX,
52576 Secretary.

(A.G. 14612-58)

INSTITUT ST-ANDRÉ INC.

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November sixth, 1959, approved by-laws I, II and III of the "Institut St-André Inc.", as adopted at the special general meeting held on October 27, 1959 and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December eighteenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52577 Assistant-Provincial Secretary.

(P.G. 13865-58)
INSTITUT ST-MICHEL LA CHESNAIE INC.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le six novembre 1959, approuvé les règlements I, II et III de l'"Institut St-Michel La Chesnaie Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 27 octobre 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-huit décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
 52578-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 6534-41)
CANADIAN SILK MANUFACTURING COMPANY (QUEBEC) LIMITED

Le règlement N° AA, qui est un règlement pour diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à trois.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie ci-dessus, ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de cinq à trois.

2° Tous les règlements antérieurs de la compagnie sont, par les présentes, rayés et/ou amendés de manière à donner entièrement effet et validité à la précédente clause de ce règlement AA.

3° Ce règlement deviendra effectif, sera valide et en vigueur aussi tôt qu'il aura été approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer ce règlement; et aussitôt qu'une copie certifiée de ce règlement, sous le sceau de la compagnie, aura été déposé au bureau du Procureur général et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

Décrété à Montréal, P. Q., ce 18e jour de mars 1959.

Comme témoin: Le sceau corporatif de ladite compagnie sous les signatures de ses président et secrétaire dûment autorisés à cette fin.

(S. C.) Le Président,
 N. HARMER HAAC.
 Le Secrétaire,
 NORMAN M. HAAC.

Copie véritable certifiée du règlement AA de la compagnie ci-dessus, dûment décrété par les directeurs, le 18e jour de mars 1959 et dûment approuvé, ratifié et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement.

Daté ce 18e jour de novembre 1959.
 (Sceau) Le Secrétaire,
 52580 NORMAN M. HAAC.

(P.G. 15889-59)
**J. A. SIMARD & COMPAGNIE LIMITÉE
 J. A. SIMARD & COMPANY LIMITED**

Règlement N° 19

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "J. A. Simard & Compagnie Limitée—J. A. Simard & Company Limited", (ici nommée la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté

(A.G. 13865-58)
INSTITUT ST-MICHEL LA CHESNAIE INC.

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November sixth, 1959, approved by-laws I, II and III of the "Institut St-Michel La Chesnaie Inc.", as adopted at the special general meeting held on October 27, 1959 and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on December eighteenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
 Assistant-Provincial Secretary.

(A.G. 6534-41)
CANADIAN SILK MANUFACTURING COMPANY (QUEBEC) LIMITED

By-law No. AA, being a by-law to decrease the number of directors of the company from five to three.

Be and it is hereby enacted as a by-law of the above company as follows:

1. The number of directors of the company is hereby decreased from five to three.

2. All previous by-laws of the company are hereby repealed and/or amended to the extent necessary to give full effect and validity to the above clause of this by-law AA.

3. This by-law shall take effect and be valid and acted upon as soon as it has been approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering this by-law; and as soon as a copy of this by-law, certified under the seal of the company, has been deposited with the Attorney-General, and has also been published in the *Quebec Official Gazette*.

Enacted at Montreal, P. Q., this 18th day of March 1959.

As witness: The corporate seal of the said company under the hands of its president and secretary duly authorized in that regard.

(C. S.) N. HARMER HAAC,
 President.
 NORMAN M. HAAC,
 Secretary.

Certified a true copy of by-law AA of the above company duly enacted by the directors on the 18th day of March, 1959, and duly approved, ratified and confirmed by the unanimous vote of all shareholders of the company at a special general meeting of shareholders duly called and held for the purpose of considering the said by-law.

Dated this 18th day of November 1959.
 (Seal) NORMAN M. HAAC,
 52580-0 Secretary.

(A.G. 15889-59)
**J. A. SIMARD & COMPAGNIE LIMITÉE
 J. A. SIMARD & COMPANY LIMITED**

By-law No. 19

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "J. A. Simard & Compagnie Limitée—J. A. Simard & Company Limited.", (herein called the "Company") as follows:

1° The number of Directors of the company be and the same is hereby increased from four to

de quatre à six de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de six directeurs.

2° Que quatre directeurs constitueront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, Alan B. Gold, secrétaire de "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited", certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédant est une copie véritable et authentique du règlement numéro 19 de la compagnie régulièrement adopté par le conseil d'administration de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie, le 21e jour d'octobre 1959, et confirmé et sanctionné par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie, le 21e jour d'octobre 1959.

Et j'ai signé, ce 21e jour d'octobre 1959, à Montréal.

(Sceau)

52581

Le Secrétaire,
A. B. GOLD.

six to that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of six directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any Meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, Alan B. Gold, Secretary of "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true and correct copy of by-law number 19 of the company regularly adopted by the board of directors of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company, on the 21st day of October, 1959, and confirmed and sanctioned by all shareholders of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company on the 21st day of October, 1959.

And I have signed, this 21st day of October, 1959, at Montreal.

(Seal)

52581-o

A. B. GOLD,
Secretary.

L'UNION DES OUVRIERS EN CONSTRUCTION DE SHERBROOKE ET LA RÉGION

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Ouvriers en Construction de Sherbrooke et la Région", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux et ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le seize décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

52594-o

(P.G. 12478-59)

L'ASSOCIATION DES DISTRIBUTEURS DE GAZ PROPANE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC INC.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le cinq octobre 1959, approuvé les règlements Nos 1, 2 et 3 de "L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.", tels qu'adoptés le 22 septembre 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

52599-o

L'ASSOCIATION D'EMPLOYÉS DE NATIONAL HEEL

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association d'Employés de National Heel", pour l'étude, la défense et le développement des

L'UNION DES OUVRIERS EN CONSTRUCTION DE SHERBROOKE ET LA RÉGION

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Ouvriers en Construction de Sherbrooke et la Région" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December sixteenth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

52594

(A.G. 12478-59)

L'ASSOCIATION DES DISTRIBUTEURS DE GAZ PROPANE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC INC.

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on October fifth, 1959, approved by-laws Nos. 1, 2 and 3 of "L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.", such as adopted on September 22, 1959, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December twenty-first, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

52599

L'ASSOCIATION D'EMPLOYÉS DE NATIONAL HEEL

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Association d'Employés de National Heel", for the study, defence and promotion of

intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le dix-neuf décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
52600-o RAYMOND DOUVILLE.

METRO-GAS LTD

Règlement "Y"

Que la compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens et à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu des dispositions applicables de la Loi des compagnies de Québec.

(Sceau) Le Secrétaire,
52601 L. T. ELLYETT.

the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December nineteenth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
52600 Assistant Secretary of the Province.

METRO-GAS LTD

By-Law "Y"

The company be and it is hereby authorized to dispose of its property and distribute its assets ratably amongst its shareholders, and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings in virtue of the applicable provisions of the Quebec Companies Act.

(Seal) L. T. ELLYETT,
52601-o Secretary.

Chartes — Abandon de

THE WARREN H. BROWN AGENCY INC.
L'AGENCE WARREN H. BROWN INC.

Avis est donné par les présentes que "The Warren H. Brown Agency Inc.—L'Agence Warren H. Brown Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la ville de Lennoxville fera application auprès du Procureur Général de la Province de Québec pour la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Signé à Lennoxville, ce 16^{ème} jour de décembre 1959.

Le Secrétaire,
52566-o WILLIAM A. BRAND.

PARKSIDE GARDENS LTD.

Avis est par les présentes donné que "Parkside Gardens Ltd.", qui a son bureau principal dans le district de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 18 décembre, 1959.

Le Procureur des réquerants,
52582-o WILFRID DUQUETTE.

EASTERN NICKEL LTD.

Avis est par les présentes donné que "Eastern Nickel Ltd" (No Personal Liability), corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour: permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 18 décembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
52583-o RICHARD STAINES.

Charters — Surrender of

THE WARREN H. BROWN AGENCY INC.
L'AGENCE WARREN H. BROWN INC.

Notice is hereby given that "The Warren H. Brown Agency Inc.—L'Agence Warren H. Brown Inc.", a corporation constituted under The Quebec Companies Act and having its head office in the town of Lennoxville will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of The Quebec Companies Act.

Dated at Lennoxville, this 16th day of December, 1959.

WILLIAM A. BRAND,
52566-o Secretary.

PARKSIDE GARDENS LTD.

Notice is by these presents given that "Parkside Gardens Ltd." whose head office is in the district of Montreal, Province of Quebec, will apply for permission to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

Montreal, P. Q. December 18, 1959.

WILFRID DUQUETTE,
52582 Attorney for the Petitioners.

EASTERN NICKEL LTD.

Notice is hereby given that "Eastern Nickel Ltd" (No Personal Liability), constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 18th day of December, 1959.

(Seal) RICHARD STAINES,
52583-o Secretary-treasurer.

Curatelle publique

SEARLE, MARIA BRANFORD

Succession vacante de Searle, Maria Branford, en son vivant de Frelighsburg, district de Bedford, P.Q.

Public Curatorship

SEARLE, MARIA BRANFORD

Vacant Estate of Searle, Maria Branford, in her lifetime of Frelighsburg, district of Bedford, P.Q.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 11 août 1955 par un juge de la cour supérieure siégeant à Sweetsburg dans le district de Bedford, P.Q., que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18. 52584-o

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on August 11, 1955, by a judge of the Superior Court sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, P.Q., that he is, under the authority of the public curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the Address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

187, Sainte-Catherine Street, West,
Montreal 18. 52584

**Département de
l'Instruction publique**

N° 261-57.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE
DE VERCHÈRES**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Verchères, dans le comté de Verchères, en celui de la municipalité scolaire de Verchères, dans le comté de Verchères.

Québec, le 9 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52523-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1264-57.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
DU VILLAGE
DE ST-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de St-Maurice, en celui de la municipalité scolaire de St-Boniface-de-Shawinigan, même comté.

Québec, le 10 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52524-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1145-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE BEAULAC

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Garthby, dans le comté de Wolfe, à la municipalité scolaire de Beaulac, dans le même comté.

Québec, le 17 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52554-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1054-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA
PAROISSE DE ST-JOSEPH**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cranbourne, dans le comté de Dorchester, les lots 4 et 5 du rang I, 149 rang II et la partie des lots 150 et 151 du même rang, contenant une superficie de 59 acres et appartenant à Monsieur Léandre Cloutier, tous du cadastre officiel de St-Odilon-de-Cranbourne, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52555-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

**Department of
Education**

No. 261-57.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF THE
VILLAGE OF VERCHÈRES**

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères into that of the school municipality of Verchères, in the county of Verchères.

Quebec, December 9, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52523-51-2 Superintendent of Education.

No. 1264-57.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF THE
VILLAGE OF
ST-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN**

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Boniface-de-Shawinigan, in the county of St-Maurice, into that of the school municipality of St-Boniface-de-Shawinigan, same county.

Quebec, December 10, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52524-51-2 Superintendent of Education.

No. 1145-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF BEAULAC

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Garthby, in the county of Wolfe, to the school municipality of Beaulac, in the same county.

Quebec, December 17, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52554-51-2 Superintendent of Education.

No. 1054-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF THE
PARISH OF ST-JOSEPH**

Application is made to detach from the school municipality of Cranbourne, in the county of Dorchester, lots 4 and 5 of range I, 149, range II and that part of lots 150 and 151 of the same range, containing an area of 59 acres and belonging to Mr. Léandre Cloutier, all of the official cadaster of St-Odilon-de-Cranbourne, to annex them to the school municipality of the parish of St-Joseph, in the county of Beauce.

Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52555-51-2 Superintendent of Education.

N° 1054-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE
STE-GERMAINE-DU-LAC-ETCHEMIN**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cranbourne, dans le comté de Dorchester, les lots 620 et 621 du rang X du cadastre officiel de St-Odilon-de-Cranbourne, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le même comté. Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52556-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1054-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF
STE-GERMAINE-DU-LAC-ETCHEMIN**

Application is made to detach from the school municipality of Cranbourne, in the county of Dorchester, lots 620 and 621 of range X of the official cadaster of St-Odilon-de-Cranbourne, to annex them to the school municipality of Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, in the same county. Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52556-51-2 Superintendent of Education.

N° 1185-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE
ST-VINCENT-DE-PAUL**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Les Écores, dans le comté de Laval, les lots originaires nos 87 à 105 inclusivement, ainsi que toutes leurs subdivisions présentes et futures, du cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le même comté.

Québec, le 16 décembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52557-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1185-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF
ST-VINCENT-DE-PAUL**

Application is made to detach from the school municipality of Les Écores, in the county of Laval, the original lots Nos. 87 to 105 inclusively, as well as all their present and future subdivisions, in the official cadaster of the parish of St-Vincent-de-Paul, to annex them to the school municipality of St-Vincent-de-Paul, in the same county.

Quebec, December 16, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52557-51-2 Superintendent of Education.

N° 1253-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE
STE-GERTRUDE-DE-PONTIAC**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude-de-Pontiac, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude, même comté.

Québec, le 16 décembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52558-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1253-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF
STE-GERTRUDE-DE-PONTIAC**

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Gertrude-de-Pontiac, in the county of Abitibi-East, into that of the school municipality of Ste-Gertrude, same county. Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52558-51-2 Superintendent of Education.

N° 1399-55.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
DE L'ÉCHOURIE**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1382 en date du 3 décembre 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de l'Anse-à-Valeau, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de l'Échourie.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1960.

Québec, le 17 décembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52593-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1399-55.

**SCHOOL MUNICIPALITY
OF L'ÉCHOURIE**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1382, dated December 3, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of l'Anse-à-Valeau, in the county of Gaspé-North, to the school municipality of L'Échourie.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 17, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52593 Superintendent of Education.

N° 212-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
DE ST-MATHIAS**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1382 en date du 3 décembre 1959, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Mathias, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots suivants du cadastre officiel de St-Mathias: 118, 119, 120, 123, 124, 128, 129, 130, 131, 138, 141, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 158, 159, 160, 164-A, 167 à 174 inclusivement, 176 à 186 inclusivement ainsi que les lots 362 à 404 inclusivement du

No. 212-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY
OF ST-MATHIAS**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1382, dated December 3, 1959, has been pleased to detach from the school municipality of Ste-Marie-de-Monnoir, in the county of Rouville, the territory herebelow described, to annex it to the school municipality of St-Mathias, same county.

The territory in question is comprised of the following lots of the official cadaster of St-Mathias: 118, 119, 120, 123, 124, 128, 129, 130, 131, 138, 141, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 158, 159, 160, 164-A, 167 to 174 inclusively, 176 to 186 inclusively as well as lots 362 to 404 inclu-

cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1960.

Québec, le 17 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52593-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1124-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE DAVIDSON

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1412 en date du 15 décembre 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de Mansfield, dans le comté de Pontiac, en celui de Davidson, même comté.

Ce changement prendra effet le 3 janvier 1960.

Québec, le 21 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52593-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 450-58.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE DE BEDFORD

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Armand-Ouest, dans le comté de Missisquoi, les lots 1171, 2078, 2079, 2080 et 2085, tous du cadastre officiel du canton de Stanbridge, à distraire cependant dudit lot 2085, les parties détachées et vendues à MM. Rubon Jones et Joseph Maurice et les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Bedford, dans le même comté.

Québec, le 18 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52589-52-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

No. 1210-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-CLET NO 1

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Clet N° 1, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de St-Clet, même comté.

Québec, le 18 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52590-52-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1082-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE FERLAND

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de Ferland, dans le comté de Chicoutimi, de manière qu'elles comprennent à l'avenir tout le territoire du canton Ferland, tel qu'érigé par proclamation en date du 3 août 1916, moins toutefois les lots 1 à 6 des rangs est et ouest Bras Hamel, Rivière Ha! Ha!, appartenant actuellement à la municipalité scolaire de Boileau.

Québec, le 21 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52598-52-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1313-58.

ERRATUM

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
PROTESTANTE DE
MCMASTERVILLE-BELOEIL

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 5 et 12 décembre 1959, concernat la

sively of the official cadaster for the parish of Ste-Marie-de-Monnoir.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, December 17, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52593 Superintendent of Education.

No. 1124-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF DAVIDSON

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1412, dated December 15, 1959, has been pleased to change the name of the School Municipality of Mansfield, in the county of Pontiac, into that of Davidson, same county.

This change will take effect on January 3, 1960.

Quebec, December 21, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52593 Superintendent of Education.

No. 450-58.

CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY OF BEDFORD

Application is made to detach from the school municipality of St-Armand-West, in the county of Missisquoi, lots 1171, 2078, 2079, 2080 and 2085, all of the official cadaster of the township of Stanbridge, to withdraw, however, from the said lot 2085 the parts detached and sold to Messrs. Rubon Jones and Joseph Maurice and annex them, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic School of Bedford, in the same county.

Quebec, December 18, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52589-52-2 Superintendent of Education.

No. 1210-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-CLET NO 1

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Clet No. 1, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of St-Clet, same county.

Quebec, December 18, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52590-52-2 Superintendent of Education.

No. 1082-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF FERLAND

Application is made to rectify the limits of the school municipality of Ferland, in the county of Chicoutimi, so that they will comprise, in future, all the territory of the township of Ferland, as erected by proclamation dated August 3, 1916, less however, lots 1 to 6 of the east and west ranges of Bras Hamel, Ha! Ha! River, presently belonging to the school municipality of Boileau.

Quebec, December 21, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52598-52-2 Superintendent of Education.

No. 1313-58.

ERRATUM

PROTESTANT SCHOOL
MUNICIPALITY OF
MCMASTERVILLE-BELOEIL

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on December 5th and 12th, 1959, concern-

rectification des limites de la municipalité scolaire protestante ci-dessus mentionnée, il faut lire au début de la description technique, dans la 11^e ligne: "446 de la paroisse de St-Bruno" au lieu de "146 de la paroisse de St-Bruno".

De plus, dans la 47^e ligne de la même description, il faut lire: "dans une direction sud" au lieu de "dans une direction ouest".

Québec, le 21 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52597-o O.-J. DESAULNIERS.

ing the rectification of the limits of the Protestant School Municipality above mentioned, one must read at the beginning of the technical description, in the 11th line: "446 of the parish of St-Bruno" instead of "146 of the parish of St-Bruno".

Also, in, the 47th line of the same description, one must read: "in a southerly direction" instead of "in a westerly direction".

Quebec, December 21, 1959.

52597 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village du Bassin de Chambly (municipalité de ville de Chambly) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 16-103 à 16-106, 16-169 à 16-173, 16-254, 16-259, 16-262, 16-263 et une partie des lots 16-102, 16-223, 16-230, 16-238 et 16-240 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52561-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité d'Orsainville) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 399-1-18 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52561-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de Charlesbourg-ouest) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 260-2 à 260-96 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 octobre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52561-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du village de Grande-Baie, canton de Bagot (municipalité de ville de Port-Alfred), division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 169 à 181 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52561-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of village of Bassin de Chambly (Municipality of town of Chambly) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 16-103 to 16-106, 16-169 to 16-173, 16-254, 16-259, 16-262, 16-263 and a part of lots 16-102, 16-223, 16-230, 16-238 and 16-240 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 2, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
52561-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of Orsainville), registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 399-1-18 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 4, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
52561-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of Charlesbourg-Ouest) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 260-2 to 260-96 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 29, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
52561-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Official cadastre of village of Grande-Baie, township of Bagot (municipality of town of Port-Alfred), registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 169 to 181 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 5, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
52561-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (municipalité de cité de Lasalle), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 995-2867 à 995-2869, 995-2870 et 995-2871 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52561-o

Official cadastre of the parish of Lachine (municipality of city of Lasalle), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 995-2867 to 995-2869, 995-2870 and 995-2871 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 10, 1959.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52561-o

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet (municipalité de ville de St-Léonard-de-Port-Maurice), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 419-101, 419-109 à 419-114, 419-256 à 419-286, 419-289 à 419-327 et une partie des lots 419-97, 419-117 et 419-288 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52561-o

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet (municipality of town of St-Léonard-de-Port-Maurice), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 419-101, 419-109 to 419-114, 419-256 to 419-286, 419-289 to 419-327 and a part of lots 419-97, 419-117 and 419-288 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 11, 1959.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52561-o

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, quartier est (municipalité de cité de Sherbrooke) division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 899-157-46, 899-157-47, 899-157-50, 899-157-51, 899-157-54, 899-157-55, 899-157-58, 899-157-88, 899-157-89 et 899-157-90 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52561-o

Official cadastre of the city of Sherbrooke, east ward (municipality of city of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 899-157-46, 899-157-47, 899-157-50, 899-157-51, 899-157-54, 899-157-55, 899-157-58, 899-157-88, 899-157-89 and 899-157-90 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 2, 1959.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

52561-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève (municipalité de la ville de Pierrefonds) division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que les lots 91-1 à 91-3, 91-9 à 91-69 et 92-1 à 91-106 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52561-o

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève (municipality of town of Pierrefonds) registration division of Montreal

Notice is hereby given that lots 91-1 to 91-3, 91-9 to 91-69 and 92-1 to 92-106 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 11, 1959.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52561-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève (municipalité de la ville de Pierrefonds) division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que le lot 177-100 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52561-o

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève (municipality of the town of Pierrefonds) registration division of Montreal

Notice is hereby given that lot 177-100 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 16, 1959.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52561-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans les villes de Dolbeau et Mistassini et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 621 du 20 mai 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in the towns of Dolbeau and Mistassini and a radius of three (3) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 621 of May 20, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1° L'article I sera remplacé par le suivant:

1. Article I will be replaced by the following:

"I. *Définitions*: Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

"I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) Les mots "établissement commercial" désignent toute maison de commerce, comme par exemple: boucherie, épicerie, mercerie, pharmacie, ferronnerie, quincaillerie, magasin de meubles, de chaussures, d'instruments de musique, d'accessoires électriques, de chapeaux, de peinture, de papier-peint, les salles de vente, de couture, d'échantillons, ainsi que tous genres de commerce de détail qui existent et pourront exister pendant la durée du décret.

a) The words "commercial establishment" mean any trade house, such as: butcher shop, grocery, small-ware shop, drugstore, hardware store, furniture store, shoe store, musical instrument store, electrical accessories store, hat store, paint store, wall-paper store, sale room, dress-makers's workroom, sample room, including all kinds of retail trade now in existence or which may come into existence while the decree is in force.

b) Le mot "gérant" désigne toute personne qui généralement, s'occupe des achats dans le gros, qui a les commis sous sa surveillance, qui a les responsabilités de la vente et qui s'occupe, directement de la finance de l'établissement.

b) The word "manager" means any person who, generally, does the wholesale purchasing, is in charge of the clerks, of the sales and of the finance of the establishment.

c) Le terme "gérant de succursale" désigne tout salarié qui a la responsabilité d'un établissement autre que l'établissement principal ou d'une succursale de magasin.

c) The words "branch store manager" mean an employee who is in charge of an establishment other than the main establishment or of a branch store.

d) Le mot "comptable" désigne tout salarié, diplômé ou non, qui est en charge des écritures de la comptabilité, de la tenue de livres de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement, même si la tenue de livres de l'établissement ou de la partie de l'établissement dont il a la charge est contrôlée par un bureau-chef ou à un bureau de district de l'entreprise.

d) The word "accountant" means any employee, certificated or not certificated, who keeps the accounts and books of the establishment or of an important part of the establishment, even if the bookkeeping of the establishment or of part thereof is controlled by a head office or a district office of the establishment.

e) Le mot "percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des comptes dus et passés dus.

e) The word "collector" means any employee generally assigned to collect accounts due and overdue.

f) Les mots "solliciteur à commission" désignent tout salarié qui s'occupe des ventes en dehors de l'établissement soit à salaire ou à pourcentage.

f) The words "commission agent" mean employees doing sales work outside the establishment, whether they receive a percentage or a fixed salary.

g) Les mots "employé de bureau" désignent tout autre salarié faisant partie du personnel de bureau n'étant pas autrement classifié, préposé aux écritures.

g) The words "office employee" mean any other accounts employee of the office staff not otherwise classified.

h) Les mots "caissier ou caissière" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

h) The word "cashier" means any male or female employee whose main occupation is to register the daily proceeds of ordinary or extraordinary sales.

i) Le mot "boucher" désigne tout salarié qui a la charte d'un établissement ou d'un département où l'on y reçoit, débite et vend de la viande et qui a au moins, quatre (4) années d'expérience.

i) The word "butcher" means any employee in charge of an establishment or department where meat is received, cut and sold and who has at least four (4) years of experience.

j) Les mots "aide-boucher" désignent tout salarié qui assiste le boucher.

j) The words "butcher's helper" mean any employee who helps the butcher.

k) Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises.

k) The words "delivery man" mean any employee mainly committed to the delivery or storage of goods.

l) Les mots "aide-livreur" désignent tout salarié qui assiste le livreur.

l) The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man.

m) Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de seize (16) ans ou plus et employé dans un établissement régi par le présent décret faisant du travail clérical ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à la livraison de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce et dont la fonction n'est pas autrement classifiée dans le décret."

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Heure de travail*: La semaine régulière de travail pour les hommes et les femmes est répartie de la façon suivante:

Personnel masculin et féminin: 9.00 a.m. à 5.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi; 9.00 a.m. à 9.00 p.m. le vendredi et la veille des fêtes chômées.

2° Une heure doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une heure également pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

3° L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 9.00 p.m. sans rémunération supplémentaire, les trois (3) jours précédant Noël."

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *Jours des fêtes chômées*: Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et payés:

Les dimanche, le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, le 24 mai (fête de Dollard), le Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le lendemain du jour de Noël. Si la fête tombe un samedi, elle peut être remise au lundi suivant, excepté si la fête est observée le jour même dans la municipalité concernée."

4° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

| Catégorie: | Salaires hebdomadaires | |
|----------------------------------------------------|------------------------|---------|
| | hommes | femmes |
| Gérant..... | \$77.00 | \$62.00 |
| Gérant de succursale..... | 77.00 | 62.00 |
| Comptable..... | 57.00 | 42.00 |
| Comptable sans expérience: | | |
| 1er semestre..... | 42.00 | 32.00 |
| Commis: | | |
| 1er semestre..... | 24.00 | 22.00 |
| 2ème semestre..... | 27.00 | 23.00 |
| 2ème année..... | 32.00 | 25.00 |
| 3ème année..... | 37.00 | 28.00 |
| 4ème année..... | 42.00 | 32.00 |
| 5ème année..... | 47.00 | 34.00 |
| 6ème année..... | 52.00 | 37.00 |
| 7ème année..... | 57.00 | 42.00 |
| Livreur de moins de 16 ans..... | 20.00 | |
| Livreur de plus de 16 ans: | | |
| 1ère année..... | 32.00 | |
| 2ème année..... | 35.00 | |
| 3ème année..... | 39.50 | |
| 4ème année..... | 44.50 | |
| 5ème année..... | 49.50 | |
| 6ème année..... | 52.00 | |
| Aide-livreur permanent: mêmes taux que les commis. | | |
| Solliciteur, vendeur à commission: | | |
| 1ère année..... | 32.00 | |
| 2ème année..... | 37.00 | |
| 3ème année..... | 42.00 | |
| 4ème année..... | 47.00 | |
| Boucher..... | 62.00 | |

m) The word "clerk" means any employee of sixteen (16) years of age or over, employed in an establishment governed by the present decree, who does clerical work or whose work is concerned with the sale, packing, mailing, delivery, sewing, preparation, classification, purchasing, supervision, watching, displaying of all things in any way connected with commerce and is not classified otherwise in the decree."

2. Article V will be replaced by the following:

"V. *Hours of work*: The standard work week for male employees and female employees shall be distributed as follows:

Male and female employees: 9.00 a.m. to 5.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday; 9.00 a.m. to 9.00 p.m. on Friday and holiday eves.

2. One hour shall be granted to employees for the noon meal and another hour for the evening meal, when they are required to work in the evening.

3. employer may keep his employees to work until 9.00 p.m. without extra pay on the three (3) days preceding Christmas."

3. Article VII will be replaced by the following:

"VII. *Feast days kept as holidays*: The following shall be holidays with pay:

Sunday, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany, Easter Monday, Ascension Day, May 24th (Dollard Day), St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day. Should the holiday fall on a Saturday, it shall be deferred until the following Monday, (except when the holiday is observed on the very day of its occurrence in the municipality concerned).

4. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Wage rates*: The following shall be the minimum rates of wages:

| Category: | Weekly wages | |
|----------------------------------------------------------|--------------|---------|
| | male | female |
| Manager..... | \$77.00 | \$62.00 |
| Branch manager..... | 77.00 | 62.00 |
| Accountant..... | 57.00 | 42.00 |
| Accountant (unexperienced): | | |
| 1st six months..... | 42.00 | 32.00 |
| Clerk: | | |
| 1st six months..... | 24.00 | 22.00 |
| 2nd six months..... | 27.00 | 23.00 |
| 2nd year..... | 32.00 | 25.00 |
| 3rd year..... | 37.00 | 28.00 |
| 4th year..... | 42.00 | 32.00 |
| 5th year..... | 47.00 | 34.00 |
| 6th year..... | 52.00 | 37.00 |
| 7th year..... | 57.00 | 42.00 |
| Delivery man, under 16 years of age..... | 20.00 | |
| Delivery man, over 16 years of age: | | |
| 1st year..... | 32.00 | |
| 2nd year..... | 35.00 | |
| 3rd year..... | 39.50 | |
| 4th year..... | 44.50 | |
| 5th year..... | 49.50 | |
| 6th year..... | 52.00 | |
| Delivery man's helper (permanent): same rates as clerks. | | |
| Commission salesman: | | |
| 1st year..... | 32.00 | |
| 2nd year..... | 37.00 | |
| 3rd year..... | 42.00 | |
| 4th year..... | 47.00 | |
| Butcher..... | 62.00 | |

Aide-boucher: mêmes taux que les commis.
 Livreur à bicyclette..... 20.00

Butcher's helper: same rates as clerks.
 Delivery boy on bicycle..... 20.00

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations."

The bicycle (and its accessories) shall be supplied and kept in repair by the employer."

5° Le paragraphe "c" de l'article XI sera remplacé par le suivant:

5. Paragraph "c" of article XI will be replaced by the following:

"c) S'il a deux ans de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à une semaine plus un jour de congés payés; après trois ans, une semaine plus deux jours; après quatre ans, une semaine plus trois jours; après cinq ans, deux semaines, et ainsi de suite, jusqu'à concurrence de trois semaines de vacances payées après dix ans."

"c) If he has two years of service in any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to one week plus one day of vacation with pay; after three years of service, to one week plus two days; after four years, to one week plus three days; after five years, to two weeks, and so forth, to the extent of three weeks of vacation with pay after ten years of service.

6° L'article XIII sera biffé.

6. Article XIII will be deleted.

7° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

7. Article XIV will be replaced by the following:

"XIV. *Durée de décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 19 novembre 1960. Il se renouvelle alors automatiquement d'année en année à défaut d'une des parties de donner avis écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

"XIV. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force until November 19, 1960. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the parties notifies the other party in writing, to the contrary, within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
 Québec, le 26 décembre 1959. 52560-o

Department of Labour,
 Québec, December 26, 1959. 52560-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du Cercueil de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 101, du 41 janvier 1957 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1428 du 17 décembre 1959, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Casket Industry of the Province of Québec, formed under decree number 101 of January 31, 1957, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1428 of December 17, 1959, Part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter given:

1. *Cotisation*

1. *Levy*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1960 au 31 décembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from January 1, 1960 to December 31, 1960; this levy shall be established as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 101 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 101, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 101 et amendements doivent verser au Comité

b) The employees governed by the said decree, number 101, and amendments, shall pay to the

paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Cercueil de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU
CERCUEIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Siège social: 4455 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal, P. Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960.

| | |
|-------------------------------------|-------------|
| <i>Recettes:</i> | |
| Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 5,000.00 |
| Salariés..... | 5,000.00 |
| | \$10,000.00 |

| | |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <i>Déboursés:</i> | |
| Salaires: | |
| Secrétaire..... | \$ 3,100.00 |
| Sténographe..... | 1,000.00 |
| Inspecteurs..... | 2,000.00 |
| Loyer du bureau..... | 400.00 |
| Papeterie, impression, timbres, téléphone..... | 600.00 |
| Taxes d'affaires et autres..... | 100.00 |
| Vérification des livres..... | 200.00 |
| Assurances et frais de cautionnement..... | 10.00 |
| Frais de déplacement des membres..... | 800.00 |
| Frais de déplacement du secrétaire et de l'inspecteur..... | 600.00 |

Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the particulars required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Casket Industry of the Province of Quebec, for the period between January 1, 1960 and December 31, 1960.

THE JOINT COMMITTEE OF THE CASKET
INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC
Head Office: 4455 Sherbrooke St. West,
Montréal, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1960 and December 31, 1960.

| | |
|-------------------------------------|-------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 5,000.00 |
| Employees..... | 5,000.00 |
| | \$10,000.00 |

| | |
|-----------------------------------------------------|-------------|
| <i>Disbursements:</i> | |
| Salaries: | |
| Secretary..... | \$ 3,100.00 |
| Stenographer..... | 1,000.00 |
| Inspectors..... | 2,000.00 |
| Office rent..... | 400.00 |
| Stationery, printing, postage, telephone..... | 600.00 |
| Business and other taxes..... | 100.00 |
| Audition..... | 200.00 |
| Insurance — fidelity bond..... | 10.00 |
| Members travelling expenses..... | 800.00 |
| Travelling expenses of secretary and inspector..... | 600.00 |

| | |
|-------------------------|-------------|
| Jetons de présence..... | \$ 400.00 |
| Frais légaux..... | 100.00 |
| Dépenses diverses..... | 100.00 |
| Surplus..... | 590.00 |
| | \$10,000.00 |

| | |
|-----------------------|-------------|
| Meeting expenses..... | \$ 400.00 |
| Legal fees..... | 100.00 |
| Various expenses..... | 100.00 |
| Surplus..... | 590.00 |
| | \$10,000.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959. 52560-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 26, 1959. 52560-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de Richmond et Melbourne, établi en exécution du décret N° 1379, du 23 décembre 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil N° 1428 du 17 décembre 1959, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 décembre 1959 au 31 décembre 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1379 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1379 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen déterminé par le Comité, soit \$20.00 par semaine (prélèvement de \$0.10 par semaine).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1379 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Richmond and Melbourne Retailers Joint Committee, formed under decree No. 1379 of December 23, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1428 of December 17, 1959, part "D" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter given:

1. Assessments

The period of levy extends from December 31, 1959 to December 31, 1960, such levy shall be applied as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, No. 1379 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, No. 1379 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate determined by the Committee, i.e., \$20,000 per week (assessment of \$0.10 per week).

c) Employees governed by the said decree, No. 1379 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign the report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Parity Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee may have the reports sworn to whenever it deems advisable.

The said assessments shall be payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Richmond et Melbourne, pour la période comprise entre le 1er janvier 1960 et le 31 décembre 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DE RICHMOND ET MELBOURNE
Richmond, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 1er janvier 1960
et le 31 décembre 1960.

| | |
|--------------------------------|------------|
| <i>Recettes:</i> | |
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 500.00 |
| Artisans..... | 150.00 |
| Salariés..... | 500.00 |
| Recettes diverses..... | 50.00 |
| | \$1,200.00 |

| | |
|----------------------------------------------------------------|------------|
| <i>Déboursés:</i> | |
| Frais de déplacements, inspecteur, administration..... | \$ 605.00 |
| Loyer de bureau..... | 50.00 |
| Frais légaux..... | 100.00 |
| Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes..... | 100.00 |
| Vérification des livres..... | 40.00 |
| Assurance et frais de cautionnement..... | 5.00 |
| Jetons de présence aux membres du Comité..... | 100.00 |
| Divers et imprévus..... | 200.00 |
| | \$1,200.00 |

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959. 52560-o

AVIS DE MODIFICATION

*Charpentiers-doubleurs — Navigation océanique
Port de Montréal*

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux *charpentiers-doubleurs (navigation océanique) dans le port de Montréal*, rendue obligatoire par le décret numéro 843 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Les paragraphes "a", "d", "e", "g" et "h" de l'article II seront remplacés par les suivants:
"II. *Taux de salaires et durée du travail:* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

| | |
|--------------------------------------------------------|------------------------------|
| <i>Distribution des heures de travail:</i> | <i>Salaires horaires</i> |
| <i>Travail de jour:</i> | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m..... | \$2.14 |

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Richmond and Melbourne Retailers Joint Committee for the period comprised between January 1, 1960, and December 31, 1960.

THE RICHMOND AND MELBOURNE RETAILERS
JOINT COMMITTEE
Richmond, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between January 1, 1960, and De-
cember 31, 1960.

| | |
|-----------------------------|------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 500.00 |
| Artisans..... | 150.00 |
| Employees..... | 500.00 |
| Various receipts..... | 50.00 |
| | \$1,200.00 |

| | |
|---------------------------------------------------------|------------|
| <i>Disbursements:</i> | |
| Travelling expenses; Inspector; administration..... | \$ 605.00 |
| Office rent..... | 50.00 |
| Legal fees..... | 100.00 |
| Stationery, printing, stamps, telephone, telegrams..... | 100.00 |
| Audition..... | 40.00 |
| Insurance and fidelity bond..... | 5.00 |
| Committee members' attendance fees..... | 100.00 |
| Miscellaneous and unforeseen expenses..... | 200.00 |
| | \$1,200.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, Decemb r 26, 1959. 52560-o

NOTICE OF AMENDMENT

*Shipliners-Ocean Navigation Harbour
of Montreal*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments,) that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the *shipliners (ocean navigation) of the Harbour of Montreal*, rendered obligatory by the decree number 843 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

Paragraphs "a", "d", "e", "g" and "h" of article II will be replaced by the following:
"II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

| | |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <i>Distribution of the hours of labour:</i> | <i>Hourly rates</i> |
| <i>Day work:</i> | |
| From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m..... | \$2.14 |

Travail de nuit:

De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi \$ 3.21

A ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-neuf cents (\$0.29) par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10.00 a.m."

"d) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail.

Les appels pour 7.00 p.m. qui s'adressent à des hommes qui n'ont pas travaillé dans l'après-midi doivent être donnés au plus tard à 1.00 p.m.

Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils sont alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écouteille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

Les salariés appelés pour 1.00 p.m. doivent être rémunérés à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. S'il n'y avait pas de travail pour les salariés à 1.00 p.m., ils doivent recevoir alors un minimum d'une (1) heure de rémunération, excepté lorsqu'ils sont empêchés de travailler par la mauvaise température.

Les appels pour 1.00 p.m. qui s'adressent à des hommes qui n'ont pas travaillé dans l'avant-midi doivent être donnés au plus tard à 8.00 a.m."

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | | <i>Salaires horaires</i> |
|--------------------------------------------|--|--------------------------|
| <i>Travail de jour:</i> | | |
| De 8.00 a.m. à 5.00 p.m. | | \$2.24 |
| <i>Travail de nuit:</i> | | |

De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. de minuit à 5.00 a.m. ainsi que 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi . . . 3.36

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables."

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou du charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, du nitrate, du soufre, du minéral, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$2.29, de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de \$3.43½ de 5.00 p.m. à 6.00 p.m.,

Night work:

From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday . . . \$ 3.21

There shall be a contribution of twenty-nine cents (\$0.29) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10.00 a.m. the following Friday."

"d) The employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

Orders for men required for 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon shall be given on or before 1.00 p.m.

When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

Men ordered out to work at 1.00 p.m. shall be paid full time that from hour until discharged. If no work is available at 1.00 p.m. a minimum of one (1) hour shall be paid except when adverse weather conditions prevent working.

Orders for men required for 1.00 p.m. and who have not been working during the morning shall be given by 8.00 a.m."

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

| <i>Distribution of the hours of labour:</i> | | <i>Hourly rates</i> |
|---------------------------------------------|--|---------------------|
| <i>Day work:</i> | | |
| From 8.00 a.m. to 5.00 p.m. | | \$2.24 |
| <i>Night work:</i> | | |

From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m., on Saturday . . . 3.36

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in paragraph "a" of the present article.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which nitrate, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundle or losse, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$2.29 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and \$3.43½ per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m., and 11.00 p.m.,

de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage (bleeding) de sacs de grain.

h) Lorsque les salariés sont employés sur un vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, le taux de salaire est de \$2.49 l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de la journée, exception faite de celle des repas ainsi que le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le taux de salaire est de \$3.73½ l'heure.

Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port, et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement."

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une de parties contractante ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1960 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959. 52560-0

AVIS DE MODIFICATION

*Débardeurs — Navigation océanique
Port de Montréal*

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs (navigation océanique) du port de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 842 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Les paragraphes "a", "d" et "h" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaires et durée du travail*: a) Les heures de travail et les taux minima de salaires dont les suivants:

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | <i>Salaires horaires</i> |
|-------------------------------------------------|--------------------------|
| <i>Travail de Jour:</i> | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. | \$2.14 |

and midnight and 5.00 a.m. and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of grain bags.

h) Where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded, the rates of pay shall be \$2.49 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All other hours (except meal hours) and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday to be paid at the rate of \$3.73½ per hour.

The differential shall also be paid in connection with other hazardous cargo which in accordance with Government regulations, has to be loaded at a specified pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities."

2° Article V will be replaced by the following:

"V. *Duration of the decree*: The decree shall remain effective until the 31st of December 1960. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the contrary, within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to December 31st, 1960, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication of the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objection which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 26, 1959. 52560-0

NOTICE OF AMENDMENT

*Longshoremen — Ocean navigation
Harbour of Montreal*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen (ocean navigation) of the Harbour of Montreal, rendered obligatory by the decree number 842 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Paragraphs "a", "d" and "h" of article II will be replaced by the following:

"II. *Rates of wages and duration of labour*: a) The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

| <i>Distribution of hours of labour:</i> | <i>Hourly rates</i> |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <i>Day work:</i> | |
| From 8.00 a.m. to twelve (noon) and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. | \$2.14 |

Travail de Nuit:

De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi..... 3.21

Night work:

From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday..... 3.21

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.29 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer les prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

There shall be a contribution of \$0.29 per man-hour worked, by all employers concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, du phosphate de soude en sacs, du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, des cargaisons complète de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, sodium phosphate in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

| | <i>Salaires horaires</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| De 8.00 a.m. à 5.00 p.m..... | \$2.29 |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi..... | 3.43½ |

| | <i>Hourly rates</i> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| From 8.00 a.m. to 5.00 p.m..... | \$2.29 |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday.... | 3.43½ |

h) Les taux de salaires pour la manutention d'engrais ammoniacal sont de \$2.49 l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de la journée (exception faite de celle des repas) ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi, le taux de salaire est de \$3.73½ l'heure. Ces taux doivent être payés à tous les débardeurs préposés à un vaisseau prenant charge d'un tel produit ou qui en est déjà chargé.

h) The rates of pay for working on ammonium nitrate fertilizer shall be \$2.49 per hour for the period between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All other hour (except meal hours) and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday, shall be paid at the rate of 3.73½ per hour. The foregoing rates shall be paid to all longshoremen employed in loading operations on vessel on which this commodity is being or has been loaded.

Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement."

The above rates shall also be paid for handling any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a special pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities."

2° Les paragraphes "p" et "q" seront ajoutés à l'article II:

2. The following paragraphs "p" and "q" will be added to article II:

"p) La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10.00 a.m.

"p) All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10.00 a.m. the following Friday.

q) Il doit y avoir au moins six (6) hommes pour la manipulation des amarres pour accoster ou déplacer des vaisseaux de plus de 2500 tonnes nettes. Le nombre est réduit à quatre (4) s'il s'agit de vaisseaux d'un tonnage net variant de 1500 à 2500 tonnes, et à deux (2) pour les vaisseaux de moins de 1500 tonnes. La période de rémunération compte de l'heure pour laquelle les hommes sont appelés et ne doit pas être inférieure à deux (2) heures au taux simple sur semaine, et à deux (2) heures au taux double les dimanches et fêtes."

q) Not less than six (6) men to be employed for handling lines when docking or shifting ships of over 2500 net tons; not less than four (4) men for ships between 1500 and 2500 net tons, and not less than two (2) men for ships of less than 1500 net tons; men to be paid from time ordered out, but not less than two (2) hours at single rate during week days at all times, and two (2) hours double-time on Sundays and holidays."

3° L'article VI sera remplacé par le suivant: "VI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1960 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

3. Article VI will be replaced by the following: "VI. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1960. If then renews itself automatically from year to year, unless either contracting party serve written notice on the other party to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to December 31st 1960, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, le 26 décembre 1959. 52560-0

AVIS DE MODIFICATION

Débardeurs — Port de Québec

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 844 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Les paragraphes "a" et "i" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaire et durée du travail:* a) Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire de base est de \$2.04 l'heure.

Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., 7.00 p.m. et minuit et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré aux taux de salaire et demi; cependant entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. le samedi, le taux de salaire et demi doit également être payé.

Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils doivent recevoir salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. seulement. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré à raison de salaire double.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.29 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit le samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10.00 a.m."

"i) Subordonnément au paragraphe "a" ci-haut, les heures de commencement du travail sont à 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m.; les appels pour le travail de jour doivent être signifiés deux (2) heures à l'avance tandis que les appels pour 3.00 p.m., et les appels pour le travail de nuit ou dominical (avec l'exception qu'on ne peut signifier d'appel après 7.00 p.m. le samedi pour du travail à être exécuté le dimanche) doivent être signifiés trois (3) heures à l'avance. Cependant, lorsqu'il y a pénurie de groupes organisés de travailleurs et lorsqu'il y a des hommes disponibles à l'heure du commencement du travail, l'employeur a le droit de former un groupe et de le mettre au travail sans donner l'avis ci-haut mentionné.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objection which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Québec, December 26, 1959. 52560-0

NOTICE OF AMENDMENT

Longshoremen — Harbour of Québec

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to longshoremen in the Harbour of Québec, rendered obligatory by the decree number 844 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

I. Paragraphs "a" and "i" of article II will be replaced by the following:

"II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m. during which the basis wage rate shall be \$2.04 per hour.

All time worked between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and 1.00 a.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of time and one half; however, between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday, time and one half shall also be paid.

When the men are required to start work at 7.00 a.m., they shall receive double time between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. only. All time worked on Sunday shall be paid at the rate of double time.

There shall be a contribution of \$0.29 per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

All payrolls to close at twelve o'clock midnight on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10.00 a.m. the following Friday."

"i) Subject to subsection "a" above, starting times shall be 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m., and 1.00 a.m. and two hours notice shall be given for day calls and three hours notice for 3.00 p.m. as well as for night and Sunday calls except that the latest calling for Sunday work shall be 7.00 p.m. on Saturday. When there is a shortage of organized gangs and additional labour is available at the starting time, the employer shall have the right to form a gang and put it to work without giving the notice mentioned heretofore.

Le travail ne commencera à 1.00 a.m. que par exception et par entente entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés."

2° Le paragraphe "p" suivant sera ajouté à l'article II:

"p) Il doit y avoir au moins six (6) hommes pour la manipulation des amarres pour accoster ou déplacer des vaisseaux de plus de 2500 tonnes nettes. Le nombre est réduit à quatre (4) s'il s'agit de vaisseaux d'un tonnage net variant de 1500 à 2500 tonnes, et à deux (2) pour les vaisseaux de moins de 1500 tonnes. La période de rémunération compte de l'heure pour laquelle les hommes sont appelés et ne doit pas être inférieure à deux (2) heures au taux simple sur semaine, et à deux (2) heures au taux double les dimanches et fêtes."

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:
"VI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, le 26 décembre 1959.

52560-0

AVIS DE MODIFICATION

*Débardeurs — Navigation océanique
Port de Trois-Rivières*

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du Port de Trois-Rivières (*navigation océanique*), rendue obligatoire par le décret numéro 1138 du 21 novembre 1957, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

1° Les paragraphes "a", "c" et "e" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaires et durée du travail:* a) Les heures régulières de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. et le taux de salaire est de \$1.82 l'heure; entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., entre 7.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 6.00 a.m. de même qui entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. le samedi le taux de salaire est de \$2.73 l'heure.

À ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.23 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer

Work will not start at 1.00 a.m. except under unusual circumstances and by special agreement with employers' and employees' representatives."

2. The following paragraph "p" will be added to article II:

"p) Not less than six (6) men to be employed for handling lines when docking or shifting ships of over 2500 net tons; not less than four (4) men for ships between 1500 and 2500 net tons, and not less than two (2) men for ships of less than 1500 net tons; men to be paid from time ordered out, but not less than two (2) hours at single rate during week days at all times, and two (2) hours doubletime on Sundays and holidays."

3. Article VI will be replaced by the following:

"VI. *Duration of the decree:* The decree remains effective until the 31st of December, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party gives written notice to the other party to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to December 31st, 1960, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objection which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 26, 1959.

52560-0

NOTICE OF AMENDMENT

*Longshoremen — Ocean navigation
Harbour of Trois-Rivières*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1944, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to *longshoremen of the Harbour of Trois-Rivières (ocean navigation)*, rendered obligatory by the decree number 1138 of November 21, 1957, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

1. Paragraphs "a", "c" and "e" of article II will be replaced by the following:

"II. *Rates of wages and duration of labour:* a) Working hours shall be between 8.00 a.m. and 12.00 noon, and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m. during which the rate of pay shall be \$1.82, per hour; between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 12.00 midnight, between 1.00 a.m. and 6.00 a.m., and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday the rate shall be \$2.73 per hour.

There shall be a contribution of \$0.23 per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation

des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.”

“c) Les heures des repas sont les suivantes: entre 6.00 a.m. et 8.00 a.m. entre midi et 1.00 p.m. entre 6.00 p.m., et 7.00 p.m. et entre minuit et 1.00 a.m. Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double pendant la période du repas et par la suite jusqu'à ce qu'on leur permette de prendre leur repas.”

“e) Les compagnies peuvent appeler les équipes pour toute heure entre 8.00 a.m. et 10.00 p.m. excepté pendant les heures des repas. Les appels doivent être signifiés lorsque les hommes quittent le travail. Au premier appel pour le travail de jour ou de nuit, les équipes doivent attendre 15 minutes sans rémunération avant de recevoir des ordres. S'ils ne sont pas mis au travail au premier appel, les hommes peuvent être requis pour toute heure subséquente, à l'exception des heures des repas. Pour le deuxième appel, les hommes doivent recevoir, un minimum d'une heure de rémunération, s'ils ne sont pas mis au travail, à moins que les conditions atmosphériques ne rendent le travail impossible. Pour le troisième appel, les hommes doivent recevoir un minimum d'une heure de rémunération, qu'ils soient mis au travail ou non. S'ils sont mis au travail au premier appel, les hommes doivent recevoir un minimum d'une heure de rémunération.”

2° L'article VI sera remplacé par le suivant:

“VI. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'un des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.”

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959. 52560-o

benefits to eligible employees.”

“c) Meal hours shall be between 6.00 a.m. and 8.00 a.m., noon and 1.00 p.m. 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and midnight and 1.00 a.m. When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double prevailing rate for that hour and for each succeeding hour until discharged for meals.”

“e) The companies may call gangs for any hour between 8.00 a.m. and 10.00 p.m. meal hours excepted. Calls shall be given when men leave work. At the first call of the day or night, gangs will wait 15 minutes for orders without pay. If not put to work at the first call, men may be ordered for any subsequent time, meal hours excepted. For the second call, men shall receive a minimum of one hour's pay if not put to work, except if weather conditions prevent working. For the third call, men shall receive a minimum of one hour's pay, whether put to work or not. If put to work at the first call, men shall receive a minimum of one hour's pay.”

2. Article VI will be replaced by the following:

“VI. *Duration of the decree*. The decree remains effective until the 31st of December 1960. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to December 31st, 1960, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the office of the Minister of Labour.”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 26th, 1959. 52560-o

AVIS DE MODIFICATION

*Vérificateurs et tonneliers — Navigation océanique
Port de Montréal*

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux *vérificateurs et tonneliers (navigation océanique) du port de Montréal*, rendue obligatoire par le décret numéro 841 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

NOTICE OF AMENDMENT

*Checkers and cooper — Ocean navigation
Harbour of Montreal*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the *checkers and cooper (ocean navigation) of the Harbour of Montreal*, rendered obligatory by the decree number 841 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1° Le paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"II. Heures de travail et taux de salaires: a) Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | <i>Salaires horaires</i> <i>Vérificateurs</i> <i>et</i> <i>tonneliers</i> |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Travail de jour: | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m..... | \$2.01 |

Travail de nuit:

De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. lorsque requis, de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. 3.01½

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.29 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

La semaine de travail, pour fins de rémunération, se termine à minuit samedi; on doit commencer d'en effectuer le paiement au plus tard le vendredi suivant à 10.00 a.m."

2° Le paragraphe "c" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"c) Lorsque les vérificateurs et les tonneliers sont employés sur ou près d'une vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal (aeroprills et nitraprills) ou de marchandises dangereuses dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du Port, et ce, en vertu de règlements établis par le Gouvernement, ils doivent être rémunérés sur la base suivante:

| | |
|-----------------------------------------------------|--------|
| Travail de jour: | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m..... | \$2.36 |

Travail de nuit:

De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. (lorsque requis); de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. 3.54"

3° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1960 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959.

52560-0

1. Paragraph "a" of article II will be replaced by the following:

"II. *Hours of labour and rates of wages*: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

| <i>Distribution of hours of labour:</i> | <i>Hourly rates</i> <i>Checkers</i> <i>and</i> <i>Coopers</i> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Day work: | |
| From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. | \$2.01 |
| Night work: | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required), from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. | 3.01½ |

There shall be a contribution of \$0.29 per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

All payrolls shall close at 12.00 (midnight) on Saturday and payment of wages shall commence not later than 10.00 a.m. the following Friday."

2. Paragraph "c" of article IV will be replaced by the following:

"c) When checkers and coopers are working on board or at ships' side in connection with a vessel on which ammonium nitrate fertilizer (aeroprills and nitraprills) is being or has been loaded, or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a specified pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities, the rate of pay shall be as follows:

| | |
|-------------------------------------------------------------------|--------|
| Day work: | |
| From 8.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. | \$2.36 |

Night work:

From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required); from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.; from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. 3.54"

3. Article V will be replaced by the following:

"V. *Duration of the decree*: The decree remains in force until December 31, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day before December 31, 1960, or before December 31 of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objection which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 26, 1959.

52560-0

AVIS DE MODIFICATION

Vérificateurs — navigation océanique
Port de Québec

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs, navigation océanique dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 840 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:
"III. Taux de salaires: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.91 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.;

\$2.86½ l'heure entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., s'ils sont requis de travailler par l'employeur, et entre 7.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m.;

\$2.86½ l'heure le samedi entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.29 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

2° Le paragraphe "b" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a un chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (acoprills et nitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation, imposées par les autorités du Port, le taux de base est de \$2.26 l'heure entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et de \$3.39 l'heure en tout autre temps excepté pendant les heures des repas."

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:
"VII. Durée du décret: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1960 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959.

52560-o

NOTICE OF AMENDMENT

Checkers — Ocean navigation
Harbour of Quebec

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 840 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree.

1. Article III will be replaced by the following:
"III. Rates of wages: The rates of wages of checkers shall be as follows:

\$1.91 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.;

\$2.86½ per hour between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., when required to work by the employer, and between 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and between 1.00 a.m. and 7.00 a.m.;

\$2.86½ per hour on Saturday between 1.00 p.m. and 6.00 p.m.

There shall be a contribution of \$0.29 per man-hour worked, by all employees concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

2. Paragraph "b" of article VI will be replaced by the following:

"b) When checkers are working on board or at ships side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (acoprills and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a specified pier, under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities, the basic rate is increased to \$2.26 per hour between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., and \$3.39 per hour at any other time except during meal hours."

3. Article VII will be replaced by the following:
"VII. Duration of the decree: The decree remains in force until December 31, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day before December 31, 1960, or before December 31 of any subsequent year.

Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 26, 1959.

52560-o

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

L'UNION SAINT-JOSEPH
À SAINT-ROCH DE QUÉBEC

L'UNION SAINT-JOSEPH
À SAINT-ROCH DE QUÉBEC

Avis de fusion

Notice of Amalgamation

Avis est, par les présentes, donné que le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, tel qu'il est prévu à l'article 266 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941, les termes et conditions du contrat de fusion intervenu entre L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie, signé devant Me Wilfrid Bolduc, notaire, et enregistré sous le numéro 20,582 de ses minutes, dont copie authentique est déposée au Service des assurances.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has approved, as provided in section 266 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941, the terms and conditions of the contract of amalgamation entered into by L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec with La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie, signed before Me Wilfrid Bolduc, notary, and registered under number 20,582 of his minutes, an authentic copy of which is deposited with the Insurance Branch.

Donné conformément à l'article 268 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941, ce 22ème jour de décembre 1959.

Given in accordance with section 268 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941, this 22nd day of December, 1959.

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

52608-o

52608-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec
[L. S.]
O. GAGNON

Canada,
Province of Québec
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité du canton de Marchand, dans le comté municipal de Labelle, et de l'annexer à la municipalité du village de L'Annonciation, dans le même comté municipal;

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereafter described from the municipality of the township of Marchand, in the municipal county of Labelle, and annex it to the municipality of the village of L'Annonciation in the same municipal county;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 décembre 1959, portant le numéro 1391, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated December 10, 1959, bearing number 1391, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and enact;

QUE le territoire suivant, à savoir:

THAT the following territory, to wit:

"Un territoire situé dans le canton de Marchand, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, enfermés dans les limites suivantes, à savoir:

"A territory situated in the township of Marchand, comprising with reference to the official cadaster of the said township, the lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water-courses or part thereof, enclosed within the following limits, to wit:

Partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 48-C, ruzg nord-est Rivière Rouge, avec la rive gauche de la Rivière Rouge; de là, dans le rang nord-est Rivière Rouge, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes, à savoir: Ladite ligne nord-ouest du lot 48-C et du lot 48-O, cette dernière prolongée jusqu'au côté est du chemin public; ledit côté est du chemin public en allant vers le sud sur une longueur de 3.35 chaînes; puis, dans le lot 48-A, les lignes ayant les azimuts et longueurs suivantes: 83° 29'-4.30 chaînes, 356° 00'-3.93 chaînes, 52° 30'-12.97 chaînes et 142° 30'-10.60 chaînes jusqu'à un point sur la ligne sud-est du lot 48-A à une distance de 22.87 chaînes du chemin public, mesurée le long de ladite ligne; ladite ligne en allant vers le sud-ouest et son prolongement à travers le chemin public; le côté est dudit chemin public en allant vers le nord jusqu'au côté sud-est d'un autre chemin public; ledit côté sud-est du chemin public jusqu'à la rive gauche de la Rivière Rouge et son prolongement jusqu'à l'axe de ladite Rivière; ledit axe de ladite Rivière en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 48-C, et enfin, ce dernier prolongement jusqu'au point de départ"; lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du canton de Marchand, dans le comté municipal de Labelle, et sera annexé à la municipalité du village de L'Annonciation, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féraux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province, de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

52559-o

RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-

Starting from a point of intersection of the northwest line of lot 48-C, northeast range "Rivière Rouge", with the left bank of the "Rivière Rouge"; thence, in the northeast range "Rivière Rouge", passing successively by the following lines and demarcations, to wit: the said northwest line of lot 48-C and of lot 48-O, the latter prolonged to the east side of the public road; the said east side of the public road going towards the south on a length of 3.35 chains; then, in lot 48-A, the lines having the following azimuths and lengths: 83° 29'-4.30 chains, 356° 00'-3.93 chains, 52° 30'-12.97 chains and 142° 30'-10.60 chains to a point on the southeast line of lot 48-A for a distance of 22.87 chains of the public road, measured along the said line; he said line going towards the southwest and its prolongation across the public road; the east side of the said public road going towards the north to the southeast side of another public road; the said southeast side of the public road as far as the left bank of the "Rivière Rouge" and its prolongation to the axis of the said river; the said axis of the said river going towards the northwest to the prolongation of the northwest line of lot 48-C, and finally this latter prolongation to the starting point"; which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the township of Marchand, in the municipal county of Labelle, annexed to the municipality of the village of L'Annonciation, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

52559

Assistant-Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality

après décrit de la municipalité des cantons-unis de DeSalaberry et Grandison, dans le comté municipal de Terrebonne, et de l'annexer à la municipalité du village de Saint-Jovite, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 décembre 1959, portant le numéro 1391, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes;

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire, se composant, en référence au cadastre officiel du canton DeSalaberry, des lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que des chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, compris entre le périmètre extérieur et le périmètre intérieur ci-après décrits:

Périmètre extérieur: Partant d'un point sur le côté ouest d'une route appelée Montée Kavanagh et marquant le coin nord-est du lot 523; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes, à savoir: la ligne est du lot 523, le long de ladite Montée Kavanagh prolongée à travers le chemin de front entre les rangs VI et VII; le prolongement du côté sud dudit chemin de front à travers la Montée Kavanagh; la ligne ouest du lot 502 le long de ladite Montée Kavanagh jusqu'au côté sud de la nouvelle route numéro 11; ledit côté sud de ladite route jusqu'au coin nord-est du lot 219; la ligne est du lot 219; la ligne séparative des rangs IV et V en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne ouest du lot 409; cette dernière ligne; la ligne ouest du lot 438 et du lot 544 et enfin, la ligne séparative des rangs VI et VII en allant vers l'est jusqu'au point de départ.

Périmètre intérieur: constituant la limite actuelle de la municipalité du village de Saint-Jovite:

Partant du coin nord-est du lot 229; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est du lot 229 jusqu'au coin nord-est du lot 232; la ligne nord du lot 232; la ligne est et la ligne sud du lot 231; une ligne droite traversant les lots 233, 245, 267 et 300 jusqu'au coin sud-est du lot 299; la ligne sud du lot 299 et son prolongement à travers un chemin public, le lot 300, le lot 397 et la rivière Diable jusqu'à l'axe de ladite rivière; ledit axe de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 397; cette dernière ligne traversant un chemin public et la rivière Diable; la ligne nord du lot 397 traversant la rivière Diable; la ligne ouest du lot 468 traversant le Ruisseau Noir et le droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien; la ligne ouest des lots 459 et 458 jusqu'à un point dans le prolongement de la ligne nord du lot de subdivision 469-73; ledit prolongement à travers le lot 458; ladite ligne nord du lot 469-73 et son prolongement vers l'est jusqu'à la ligne est du lot 469; ladite ligne est du lot 469 jusqu'au coin nord-ouest du lot 245 et enfin, la ligne nord des lots 245 et 229 jusqu'au point de départ"; lequel territoire sera, à compte, du premier janvier suivant la date de la publication de la

of the United townships of DeSalaberry and Grandison, in the municipal county of Terrebonne and annex it to the municipality of the village of Saint-Jovite, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated December 10, 1959, bearing number 1391, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

"A territory, being comprised, with reference to the official cadaster of the township DeSalaberry, lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, lakes, water courses, or parts thereof, comprised between the exterior perimeter and the interior perimeter hereinafter described:

Exterior perimeter: Starting from a point on the west side of a route called "Montée Kavanagh" and marking the northeast corner of lot 523; thence, successively, the following lines and demarcations, to wit: the east line of lot 523, along the said "Montée Kavanagh", prolonged across the front road between ranges VI and VII; the prolongation of the south side of the said front road across the "Montée Kavanagh"; the west line of lot 502 along the said "Montée Kavanagh" to the south side of the new route number 11; the said south side of the said route to the northeast corner of lot 219; the east line of lot 219; the dividing line of ranges IV and V going towards the west to the west line of lot 409; this latter line; the line west of lot 438 and of lot 544 and finally, the dividing line of ranges VI and VII going towards the east to the starting point.

Interior perimeter: constituting the present limit of the municipality of the village of Saint-Jovite:

Starting from the northeast corner of lot 229; thence, successively, the following lines and demarcations: the east line of lot 229 to the northeast corner of lot 232; the north line of lot 232; the east line and the south line of lot 231; a straight line crossing lots 233, 245, 267 and 300 to the southeast corner of lot 299; the South line of lot 299 and its prolongation across a public road, lot 300, lot 397 and Diable River to the axis of the said river; the said axis of the said river to the prolongation of the west line of lot 397; this latter line crossing a public road and the Diable River; the north line of lot 397 crossing the Diable River; the west line of lot 468 crossing the "Ruisseau Noir" and the right-of-way of the Canadian Pacific Railway; the west line of lots 459 and 458 to a point in the prolongation of the north line of 1 subdivision lot 469-73; the said prolongation across lot 458; the said north line of lot 469-73 and its prolongation towards the east to the line east of lot 469; the said east line of lot 469 to the northwest corner of lot 245 and finally, the north line of lots 245 and 229 to the starting point"; which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Pro-

présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité des cantons-unis de DeSalaberry et Grandison, dans le comté municipal de Terrebonne, et sera annexé à la municipalité du village de Saint-Jovite, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
52559-0 RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,

C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste, dans le comté municipal de Mégantic, et de l'annexer à la municipalité de Sainte-Julie, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 décembre 1959, portant le numéro 1391, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire situé dans le canton d'Inverness, comprenant, en référence au cadastre officiel du dit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne extérieure nord-ouest du canton

clamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from municipality of the United townships of DeSalaberry and Grandison, in the municipal county of Terrebonne, and shall be annexed, to the municipality of the village of Saint-Jovite, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and in the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
52559 Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General,

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described of the municipality of the parish of Saint-Pierre-Baptiste, in the municipal county of Mégantic, and to annex it to the municipality of Sainte-Julie, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated October 10, 1959, bearing number 1391, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by the presents:

THAT the following territory, to wit:

"A territory situated in the township of Inverness comprising, with reference to the official cadaster of the said township, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, water-courses, or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the exterior line north-

d'Inverness avec la ligne séparative des rangs IV et V dudit canton; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparative des lots 267 et 268; cette dernière ligne prolongée à travers le chemin entre les rangs III et IV; le côté sud-ouest dudit chemin jusqu'au coin est du lot 191; la ligne sud-est du lot 191; la ligne séparative des rangs II et III en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne estérieure nord-ouest du canton d'Inverness, et enfin, cette dite ligne en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste, dans le comté municipal de Mégantic, et sera annexé à la municipalité de Sainte-Julie, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

52559-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes, lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité du canton de Lambton, dans le comté municipal de Frontenac, et de l'annexer à la municipalité du village de Lambton, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

west of the township of Inverness with the dividing line of ranges IV and V of the said township; thence, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of ranges IV and V to the dividing line of lots 267 and 268; this latter line prolonged across the road between ranges III and IV; the southwest side of the said road to the east corner of lot 191; the southeast line of lot 191; the dividing line of ranges II and III going towards the northwest to the exterior northwest line of the township of Inverness, and finally this said line going towards the northeast to the starting point; which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint-Pierre-Baptiste, municipality county of Mégantic, and shall be annexed to the municipality of Sainte-Julie, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and in the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

52559 Assistant-Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the township of Lambton in the municipal county of Frontenac, and to annex it to the municipality of the village of Lambton, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 10 décembre 1959, portant le numéro 1391, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire situé dans le canton de Lambton, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant d'un point sur la ligne sud-ouest du lot originaire 7-A, rang A, à une distance de 2 arpens du côté nord-ouest du chemin de front entre les rangs A et B (route N° 28), mesurée le long de ladite ligne; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne sud-ouest du lot originaire 7-A en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 3 arpens ou 8.73 chaînes; une ligne parallèle au chemin entre les rangs A et B traversant le lot originaire 7-A, la route du Lac, les lots originaires 7-B, 8-B, 8-A, 8-C, 8-D, 9-A, 9-J et 9-B jusqu'à la ligne nord-est du lot originaire 9-B; ladite ligne nord-est du lot originaire 9-B et la ligne nord-est du lot originaire 9-I en allant vers le sud-est, sur une longueur de 3 arpens ou 8.73 chaînes, jusqu'à un point à une distance de 2 arpens du côté nord-ouest du chemin entre les rangs A et B; puis, suivant les limites actuelles de la municipalité du village de Lambton, une ligne droite traversant les lots originaires 9-I, 9-G, 9-A, 8-D, 8-C, 8-A, 8-B, 7-B, la route du Lac et les lot originaire 7-A jusqu'au point de départ"; lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du canton de Lambton, dans le comté municipal de Frontenac, et sera annexé à la municipalité du village de Lambton, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
52559-o RAYMOND DOUVILLE.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expresses in a decree dated December 10, 1959, bearing number 1391, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby given declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

"A territory situated in the township of Lambton, comprising with reference to the official cadaster for the said township, lots or parts of lots and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof, enclosed within the following limits, to wit:

Starting from a point on the southwest line of original lot 7-A range A, at a distance of 2 arpents on the northwest side of the front road between ranges A and B (route No. 28), measured along the said line; thence, successively, the following lines and demarcations: the said southwest line of the original lot 7-A going towards the northwest along a length of 3 arpents or 8.73 chains; a line parallel to the road between ranges A and B crossing the original lot 7-A, the route of the Lake, original lots 7-B, 8-B, 8-A, 8-C, 8-D, 9-A, 9-J and 9-B to the northeast line of the original lot 9-B; the said northeast line of the original lot 9-B and the northeast line of original lot 9-I going towards the southeast on a length of 3 arpents or 8.73 chains, to a point at a distance of 2 arpents of the northwest side of the road between ranges A and B; then, by following the present limits of the municipality of the village of Lambton, a straight line crossing the original lots 9-I, 9-G, 9-A, 8-D, 8-C, 8-A, 8-B, 7-B, the road to the lake and the original lot 7-A to the starting point"; which territory shall, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipal county of the township of Lambton, in the municipal county of Frontenac, and shall be annexed to the municipality of the village of Lambton, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C. Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and in the year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
52559 Assistant-Secretary of the Province.

Sièges sociaux

HOKO LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hoko Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première

Head Offices

HOKO LIMITED

Notice is hereby given that "Hoko Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd of Sep-

partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 502, 1449 rue St-Alexandre, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de décembre 1959.

Le Président,
52567 JACK BECKER.

LABORATOIRE SPECIES INC.

Avis est donné que la compagnie "Laboratoire Species Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1959 et ayant son bureau principal en la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 1332 de la rue Notre-Dame à Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 1er jour de décembre 1959.

Le Secrétaire,
52568-o PIERRE GOUIN.

LASALLE HOUSE LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lasalle House Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le dixième jour de novembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2081 rue Aylmer, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de décembre 1959.

Le Président,
52569 NATHAN SCHREIBER.

PROVINCEWIDE INVESTMENTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Provincewide Investments Limited", constituée en corporation, par lettres patentes de Québec, le 12e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 507 Place d'Armes, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour de décembre 1959.

Le Secrétaire,
52570 J. W. SANCTON.

CATARACTES AUTO INC.

Avis est donné que la compagnie "Cataractes Auto Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour d'octobre 1959, et ayant son bureau principal dans la ville de Shawinigan, a établi son bureau au numéro 682 de la 5ième Rue de cette ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Shawinigan, ce 15e jour d'octobre 1959.

52572-o J. E. ÉMILE LEDUC.

tember, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 502, 1449 St. Alexander Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice; the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1959.

JACK BECKER,
52567-o President.

LABORATOIRE SPECIES INC.

Notice is hereby given that "Laboratoire Species Inc.", incorporated under part one of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 4th, 1959 has established its head office at 1332 Notre-Dame Street in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Trois-Rivières, this 1st day of December, 1959.

52568-o PIERRE GOUIN,
Secretary.

LASALLE HOUSE LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Lasalle House Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the tenth day of November, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 2081 Aylmer Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of December, 1959.

52569-o NATHAN SCHREIBER,
President.

PROVINCEWIDE INVESTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that "Provincewide Investments Limited", incorporated by Quebec letters patent on the 12th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 507 Place d'Armes, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of December, 1959.

52570-o J. W. SANCTON,
Secretary.

CATARACTES AUTO INC.

Notice is given that the company "Cataractes Auto Inc.", incorporated by letters patent, dated the 15th day of October 1959, and having its head office in the town of Shawinigan, has established its office at 682, 5th Street, of this town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Shawinigan, this 15th day of October, 1959.

52572 J. E. ÉMILE LEDUC.

TITAN CONSTRUCTION LTD.

Avis est donné que "Titan Construction Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 6 novembre 1959, et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 7200 rue Hutchison, suite 109, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20ème jour de novembre 1959.
Le Président,
52571-0 JAMES HREHA.

TITAN CONSTRUCTION LTD.

Notice is hereby given that "Titan Construction Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the 6th day of November 1959, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 7200 Hutchison Street, Room 109, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of November 1959.
JAMES HREHA,
52571-0 President.

MAESTRO DEVELOPMENT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Maestro Development Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464 rue St-Jean.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 20e jour d'octobre 1959.
Le Secrétaire,
52573 GODFROY MARIN.

MAESTRO DEVELOPMENT INC.

Notice is hereby given that "Maestro Development Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 26th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of October, 1959.
GODFROY MARIN,
52573-0 Secretary.

MAGNOLIA DEVELOPMENT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Magnolia Development Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464 rue St-Jean.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 20e jour d'octobre 1959.
Le Secrétaire,
52574 GODFROY MARIN.

MAGNOLIA DEVELOPMENT INC.

Notice is hereby given that "Magnolia Development Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 26th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of October, 1959.
GODFROY MARIN,
52574-0 Secretary.

NORTH ATLANTIC DEVELOPMENT CO.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "North Atlantic Development Co.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour de mai 1959 et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464 rue St-Jean.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 20e jour d'octobre 1959.
Le Secrétaire,
52575 GODFROY MARIN.

NORTH ATLANTIC DEVELOPMENT CO.

Notice is hereby given that "North Atlantic Development Co.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 26th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of October, 1959.
GODFROY MARIN,
52575-0 Secretary.

GAYLORD DEVELOPMENT CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Gaylord Development Corp.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 2e jour d'avril 1959, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, a établi son siège social à 1410 rue Stanley, suite 618.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1959.
Le Secrétaire,
52602 JACK RICHER.

GAYLORD DEVELOPMENT CORP.

Notice is hereby given that "Gaylord Development Corp.", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 2nd day of April 1959, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established its head office at 1410 Stanley Street, Suite 618.

Dated at Montreal, this 30th may of November, 1959.
JACK RICHER,
52602-0 Secretary.

Soumissions

VILLAGE DE LA STATION-DU-COTEAU
(Comté de Soulanges)

Correction

On est prié de noter, dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 19 décembre 1959, à la page 5595, les changements suivants se rapportant à la vente d'une émission de \$170,000 d'obligations du village de La Station-du-Coteau:

Les obligations seront datées du 1er février 1960. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Les dates d'échéances apparaissant au tableau d'amortissement doivent se lire du 1er février 1961 au 1er février 1980. Le mot "janvier" est remplacé par "février" dans la clause de rachat par anticipation, aux trois endroits où il est mentionné.

52603-0

MUNICIPALITÉ DE ST-DONAT
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné J. St-Georges, secrétaire-trésorier, St-Donat, comté de Montcalm, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 13 janvier 1960, pour l'achat de \$313,000.00 d'obligations de la municipalité de St-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 51 — \$195,000.00, travaux d'aqueduc; et règlement d'emprunt numéro 52 — \$118,000.00, travaux d'égoûts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$313,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|------------------|-------------|
| 1er février 1961 | \$ 5,000.00 |
| 1er février 1962 | 5,000.00 |
| 1er février 1963 | 5,000.00 |
| 1er février 1964 | 5,500.00 |
| 1er février 1965 | 5,500.00 |
| 1er février 1966 | 6,000.00 |
| 1er février 1967 | 6,500.00 |
| 1er février 1968 | 6,500.00 |
| 1er février 1969 | 7,000.00 |
| 1er février 1970 | 7,000.00 |
| 1er février 1971 | 8,000.00 |
| 1er février 1972 | 8,000.00 |
| 1er février 1973 | 8,500.00 |
| 1er février 1974 | 9,000.00 |
| 1er février 1975 | 9,500.00 |
| 1er février 1976 | 9,500.00 |
| 1er février 1977 | 10,500.00 |
| 1er février 1978 | 10,500.00 |
| 1er février 1979 | 11,500.00 |
| 1er février 1980 | 169,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance

Tenders

VILLAGE OF COTEAU-STATION
(County of Soulanges)

Correction

Please note, in the *Quebec Official Gazette*, under date of December 19th, 1959, at page 5595, the following changes relative to the sale of \$170,000 of bonds of the village of Coteau-Station:

The bonds shall be dated February 1st, 1960. The interest shall be payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The maturity dates appearing on the table of redemption should read from February 1st, 1961 to February 1st, 1980. The word "January" is replaced by "February" in the redemption clause, at the three places where it is mentioned.

52603-0

MUNICIPALITY OF ST-DONAT
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. St-Georges, Secretary-Treasurer, St-Donat, county of Montcalm, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, January 13, 1960, for the purchase of an issue of \$313,000.00 bonds for the municipality of St-Donat, county of Montcalm, dated February 1st, 1960, and redeemable serially from February 1st, 1961 to February 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 51 — \$195,000.00, work on aqueduct; and loan by-law number 52 — \$118,000.00, work on sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$313,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------|-------------|
| February 1st, 1961 | \$ 5,000.00 |
| February 1st, 1962 | 5,000.00 |
| February 1st, 1963 | 5,000.00 |
| February 1st, 1964 | 5,500.00 |
| February 1st, 1965 | 5,500.00 |
| February 1st, 1966 | 6,000.00 |
| February 1st, 1967 | 6,500.00 |
| February 1st, 1968 | 6,500.00 |
| February 1st, 1969 | 7,000.00 |
| February 1st, 1970 | 7,000.00 |
| February 1st, 1971 | 8,000.00 |
| February 1st, 1972 | 8,000.00 |
| February 1st, 1973 | 8,500.00 |
| February 1st, 1974 | 9,000.00 |
| February 1st, 1975 | 9,500.00 |
| February 1st, 1976 | 9,500.00 |
| February 1st, 1977 | 10,500.00 |
| February 1st, 1978 | 10,500.00 |
| February 1st, 1979 | 11,500.00 |
| February 1st, 1980 | 169,000.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tend

quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Donat, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, St-Donat, comté de Montcalm.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Donat, (Comté de Montcalm), ce 21 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J. ST-GEORGES.

Adresse postale:

Casier postal 28,

St-Donat, (Montcalm), P.Q.

Téléphone: 35.

52604-0

VILLE DE DELSON

(Comté de Laprairie)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. Théberge, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Delson, comté de Laprairie, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 12 janvier 1960, pour l'achat de \$291,000.00 d'obligations de la ville de Delson, comté de Laprairie, datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

2ème et dernière tranche du règlement N° 8, au total de \$20,000.00; \$10,000.00, travaux d'égouts; 2ème et dernière tranche du règlement N° 11, au total de \$15,000.00; \$7,500.00, travaux d'égouts; 2ème et dernière tranche du règlement N° 12, au total de \$16,240.00; \$8,240.00, construction de trottoirs; 2ème et dernière tranche du règlement N° 13, au total de \$50,000.00; \$25,000.00, travaux d'égouts; et 2ème et dernière tranche du règlement N° 15, au total de \$450,000.00; \$240,500.00, construction d'un système d'aqueduc.

ers shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Donat, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, January 13, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the municipal Hall, St-Donat, county of Montcalm.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Donat, (County of Montcalm), December 21, 1959.

J. ST-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

P.O.B. 28,

St-Donat, (Montcalm), P.Q.

Telephone: 35.

52604

TOWN OF DELSON

(County of Laprairie)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. Théberge, Secretary-Treasurer, Town Hall, Delson, county of Laprairie, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, January 12, 1960, for the purchase of an issue of \$291,000.00 of bonds for the town of Delson, county of Laprairie, dated February 1st, 1960, and redeemable serially from February 1st, 1961 to February 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

2nd and last instalment of by-law No. 8, for a total of \$20,000.00; \$10,000.00, work on sewers; 2nd and last instalment on by-law No. 11, for a total of \$15,000.00; \$7,500.00, work on sewers; 2nd and last instalment of by-law No. 12, for a total of \$16,240.00; \$8,240.00, construction of sidewalks; 2nd and last instalment of by-law No. 13, for a total of \$50,000.00; \$25,000.00, work on sewers; and 2nd and last instalment of by-law No. 15, for a total of \$450,000.00; \$240,500.00, construction of a waterworks system.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$291,000.00 — 20 ans
Année Capital

| | |
|-----------------------|-------------|
| 1er février 1961..... | \$ 5,000.00 |
| 1er février 1962..... | 5,000.00 |
| 1er février 1963..... | 5,500.00 |
| 1er février 1964..... | 5,500.00 |
| 1er février 1965..... | 5,500.00 |
| 1er février 1966..... | 6,000.00 |
| 1er février 1967..... | 6,500.00 |
| 1er février 1968..... | 6,500.00 |
| 1er février 1969..... | 7,500.00 |
| 1er février 1970..... | 8,000.00 |
| 1er février 1971..... | 9,000.00 |
| 1er février 1972..... | 9,000.00 |
| 1er février 1973..... | 9,500.00 |
| 1er février 1974..... | 10,000.00 |
| 1er février 1975..... | 10,000.00 |
| 1er février 1976..... | 11,000.00 |
| 1er février 1977..... | 11,500.00 |
| 1er février 1978..... | 12,000.00 |
| 1er février 1979..... | 12,500.00 |
| 1er février 1980..... | 135,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Delson, comté de Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Delson, comté de Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Delson, (Comté de Laprairie), ce 21 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
W. THÉBERGE.

Hôtel de Ville,
Delson, (Laprairie), P.Q.
Téléphone: Nelson 2-1520. 52605-0

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$291,000.00 — 20 years
Year Capital

| | |
|-------------------------|-------------|
| February 1st, 1961..... | \$ 5,000.00 |
| February 1st, 1962..... | 5,000.00 |
| February 1st, 1963..... | 5,500.00 |
| February 1st, 1964..... | 5,500.00 |
| February 1st, 1965..... | 5,500.00 |
| February 1st, 1966..... | 6,000.00 |
| February 1st, 1967..... | 6,500.00 |
| February 1st, 1968..... | 6,500.00 |
| February 1st, 1969..... | 7,500.00 |
| February 1st, 1970..... | 8,000.00 |
| February 1st, 1971..... | 9,000.00 |
| February 1st, 1972..... | 9,000.00 |
| February 1st, 1973..... | 9,500.00 |
| February 1st, 1974..... | 10,000.00 |
| February 1st, 1975..... | 10,000.00 |
| February 1st, 1976..... | 11,000.00 |
| February 1st, 1977..... | 11,500.00 |
| February 1st, 1978..... | 12,000.00 |
| February 1st, 1979..... | 12,500.00 |
| February 1st, 1980..... | 135,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Delson, county of Laprairie.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, January 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall Delson, county of Laprairie.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Delson, (County of Laprairie), December 21, 1959.

W. THÉBERGE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Delson, (Laprairie), P.Q.
Telephone: Nelson 2-1520. 52605

LE BUREAU DES COMMISSAIRES
D'ÉCOLES CATHOLIQUES
DE LA CITÉ DE MAGOG
(Comté de Stanstead)

THE OFFICE OF THE CATHOLIC
SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE CITY OF MAGOG
(County of Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Ovila Bergeron, secrétaire-trésorier, 374 ouest, rue St-Patrice, Magog, comté de Stanstead, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 12 janvier 1960, pour l'achat de \$385,000.00 d'obligations du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er janvier 1960 et remboursables par séries du 1er janvier 1961 au 1er janvier 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 novembre 1959, telle que modifiée — agrandissement de l'école secondaire St-Patrice.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$385,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|------------------|-------------|
| 1er janvier 1961 | \$51,000.00 |
| 1er janvier 1962 | 54,500.00 |
| 1er janvier 1963 | 57,500.00 |
| 1er janvier 1964 | 61,000.00 |
| 1er janvier 1965 | 6,500.00 |
| 1er janvier 1966 | 6,500.00 |
| 1er janvier 1967 | 7,000.00 |
| 1er janvier 1968 | 7,500.00 |
| 1er janvier 1969 | 8,000.00 |
| 1er janvier 1970 | 8,500.00 |
| 1er janvier 1971 | 9,000.00 |
| 1er janvier 1972 | 9,500.00 |
| 1er janvier 1973 | 10,000.00 |
| 1er janvier 1974 | 10,500.00 |
| 1er janvier 1975 | 11,000.00 |
| 1er janvier 1976 | 12,000.00 |
| 1er janvier 1977 | 12,500.00 |
| 1er janvier 1978 | 13,500.00 |
| 1er janvier 1979 | 14,000.00 |
| 1er janvier 1980 | 15,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$233,625.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$58,406.25 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans,

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ovila Bergeron, Secretary-Treasurer, 374 St-Patrice Street, West, Magog, county of Stanstead, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, January 12, 1960, for the purchase of an issue of \$385,000.00 of bonds for the office of the Catholic school commissioners for the city of Magog, county of Stanstead, dated January 1st, 1960, and redeemable serially from January 1st, 1961 to January 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 17, 1959, as amended — enlargement of St-Patrick's High School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$385,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|-------------------|-------------|
| January 1st, 1961 | \$51,000.00 |
| January 1st, 1962 | 54,500.00 |
| January 1st, 1963 | 57,500.00 |
| January 1st, 1964 | 61,000.00 |
| January 1st, 1965 | 6,500.00 |
| January 1st, 1966 | 6,500.00 |
| January 1st, 1967 | 7,000.00 |
| January 1st, 1968 | 7,500.00 |
| January 1st, 1969 | 8,000.00 |
| January 1st, 1970 | 8,500.00 |
| January 1st, 1971 | 9,000.00 |
| January 1st, 1972 | 9,500.00 |
| January 1st, 1973 | 10,000.00 |
| January 1st, 1974 | 10,500.00 |
| January 1st, 1975 | 11,000.00 |
| January 1st, 1976 | 12,000.00 |
| January 1st, 1977 | 12,500.00 |
| January 1st, 1978 | 13,500.00 |
| January 1st, 1979 | 14,000.00 |
| January 1st, 1980 | 15,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$233,625.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$58,406.25 each from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Magog, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to

ou avant le 1er janvier 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 12 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, à 374 ouest, rue St-Patrice, Magog, comté de Stanstead.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (Comté de Stanstead), ce 21 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA BERGERON.

Adresse postale: 374 ouest, rue St-Patrice,
C.P. 8,
Magog, (Stanstead), P.Q.,
Téléphone: VI-3-4742. 52606-o

VILLE DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Émile Rivest, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 9229 Boulevard Omer Gaucher, Rivière-des-Prairies, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 11 janvier 1960, pour l'achat de \$62,000.00 d'obligations de la ville de Rivière-des-Prairies, comté de Laval, datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Règlement N° 23 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$62,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|------------------|------------|
| 1er février 1961 | \$1,500.00 |
| 1er février 1962 | 2,000.00 |
| 1er février 1963 | 2,000.00 |
| 1er février 1964 | 2,000.00 |
| 1er février 1965 | 2,000.00 |
| 1er février 1966 | 2,000.00 |
| 1er février 1967 | 2,500.00 |
| 1er février 1968 | 2,500.00 |
| 1er février 1969 | 2,500.00 |
| 1er février 1970 | 3,000.00 |
| 1er février 1971 | 3,000.00 |
| 1er février 1972 | 3,000.00 |
| 1er février 1973 | 3,500.00 |
| 1er février 1974 | 3,500.00 |
| 1er février 1975 | 4,000.00 |
| 1er février 1976 | 4,000.00 |
| 1er février 1977 | 4,500.00 |
| 1er février 1978 | 4,500.00 |
| 1er février 1979 | 5,000.00 |
| 1er février 1980 | 5,000.00 |

January 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at 374 St-Patrice Street, West, Magog, county of Stanstead.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead), December 21, 1959.

OVILA BERGERON,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: 374 St-Patrice Street, West,
P.O.B. 8,
Magog, (Stanstead), P.Q.,
Téléphone: VI-3-4742. 52606

TOWN OF RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-Émile Rivest, Secretary-Treasurer, Town Hall, 9229 Omer Gaucher, Rivière-des-Prairies, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Monday, January 11, 1960, for the purchase of an issue of \$62,000.00 of bonds for the town of Rivière-des-Prairies, county of Laval, dated February 1st, 1960, and redeemable serially from February 1st 1961 to February 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 23 — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$62,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------|------------|
| February 1st, 1961 | \$1,500.00 |
| February 1st, 1962 | 2,000.00 |
| February 1st, 1963 | 2,000.00 |
| February 1st, 1964 | 2,000.00 |
| February 1st, 1965 | 2,000.00 |
| February 1st, 1966 | 2,000.00 |
| February 1st, 1967 | 2,500.00 |
| February 1st, 1968 | 2,500.00 |
| February 1st, 1969 | 2,500.00 |
| February 1st, 1970 | 3,000.00 |
| February 1st, 1971 | 3,000.00 |
| February 1st, 1972 | 3,000.00 |
| February 1st, 1973 | 3,500.00 |
| February 1st, 1974 | 3,500.00 |
| February 1st, 1975 | 4,000.00 |
| February 1st, 1976 | 4,000.00 |
| February 1st, 1977 | 4,500.00 |
| February 1st, 1978 | 4,500.00 |
| February 1st, 1979 | 5,000.00 |
| February 1st, 1980 | 5,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville St-Michel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 9229 Boulevard Omer Gaucher, Rivière-des-Prairies, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-des-Prairies, (Comté de Laval), ce 21 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ÉMILE RIVEST.

Hôtel de Ville,
9229 Boulevard Omer Gaucher,
Rivière-des-Prairies, (Laval), P.Q.
Téléphone: MONument 5-3845. 52607-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Town St-Michel.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday January 11, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 9229 Omer Gaucher, Boulevard, Rivière-des-Prairies, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-des-Prairies, (County of Laval), December 21, 1959.

J.-ÉMILE RIVEST,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
9229 Omer Gaucher Boulevard,
Rivière-des-Prairies, (Laval), P.Q.
Telephone: MONument 5-3845. 52607

Ventes pour taxes

VILLE DE VAL D'OR

Avis public est par les présentes donné aux contribuables de la susdite municipalité, par le soussigné, Albert Philibert, Greffier de la susdite municipalité, Que:

Le Conseil de Ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 6846 en date du 21 décembre 1959, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, MERCREDI, le VINGT-SEPT JANVIER 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 30 novembre 1959 auront été payées avant le moment de la vente.

Sales for Taxes

TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given to the ratepayers of the aforesaid municipality by the undersigned, Albert Philibert, Town Clerk of the aforesaid municipality, that:

The Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 6846 dated December 21st, 1959, have ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immovables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in interest and costs, and that, consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Chambers, City Hall, Val d'Or, Que., on WEDNESDAY, JANUARY TWENTY-SEVENTH, 1960 at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the municipal taxes falling due on or before November 30th, 1959, shall have been paid before the sale.

| Noms Names | Numéro du cadastre Cadastral number | Taxes munic. Munic. taxes | Taxes scol. School taxes | Intérêts et frais Interest and costs | Total |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------|-----------|
| W. Sikora | Subdivision 123, lot 60, canton-township Dubuisson (60-123) | \$278.56 | \$ 32.40 | \$ 48.30 | \$ 359.26 |
| Mme-Mrs Alice Kozicki | Subdivision 120, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-120) | 544.31 | 499.00 | 79.03 | 1,122.34 |
| Donat Lavallée | Subdivision 257, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-257) | 434.95 | 197.85 | 72.37 | 705.17 |
| Donat Lavallée | Subdivision 258-P, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-258-P) | 173.85 | 248.60 | 59.31 | 481.76 |
| La Curatelle Publique de la Province de Québec | Subdivision 338, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-338) | 91.18 | 19.20 | 31.15 | 141.53 |
| Morris Moscovich | Subdivision 213, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-213) | 462.46 | 158.40 | 70.34 | 691.20 |
| Morris Moscovich | Subdivision 259, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-259) | 332.88 | 124.82 | 58.35 | 516.05 |
| Morris Moscovich | Subdivision 92, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-92) | 403.78 | 113.20 | 55.25 | 572.23 |

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, P.Q., ce 21^{ème} jour de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

(Sceau)
52592-52-2-o

Le Greffier,
ALBERT PHILBERT.

The sale of the above described immoveables is made, as the case may be, subject to the conditions of emphythotic leases which may effect the said immoveables.

The purchase price of each of the said immoveables, will be payable immediately.

Given at Val d'Or, P.Q., this 21st day of December one thousand nine hundred and fifty-nine.

(Seal)
52592-52-2-o

ALBERT PHILBERT,
Town Clerk.

Province de Québec — District de Montréal

CITÉ DE LAFLÈCHE

Avis public est donné que les immeubles ci-après décrits faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, seront vendus aux enchères à l'Hôtel de Ville de la cité de Laflèche, au numéro 3.350 rue Grande Allée, le DIX-HUIT JANVIER 1960, à DIX heures (10.00 a.m.) de l'avant-midi, à moins que les taxes et cotisations municipales, scolaires et d'église dues pour tels immeubles, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant cette date, savoir:

Province of Quebec — District of Montreal

CITY OF LAFLÈCHE

Public notice is hereby given that the immoveables hereafter describes, all forming part of the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, shall be sold by auction, at the City Hall of the city of Laflèche, number 3.350 Grande Allée Street, on the EIGHTEENTH of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon (10.00 a.m.), unless municipal, school and church taxes due, together with costs, be paid before that date, namely:

| Cadastre | Subdivisions | Propriétaires Owners | Taxes munic. Mun. taxes | Taxes scol. School taxes | Taxes d'église Church taxes | Total |
|----------|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------------|----------|
| 198/199 | 21-22/23-24 | C. A. Geoffrion <i>et al</i> , 1200 St-Alexandre, Montréal, (Mme-Mrs. Vve-wid. Anatole Chadronnet, 157 Bourget, Montréal) | \$104.34 | \$ 78.95 | | \$183.29 |
| 200 | 103-104 | Miss Helen Harrison, (C. F. Foulsham, 799-40e ave. (Riverside Ville LaSalle) | 349.80 | 117.63 | | 467.43 |
| 202 | 13-14 | Bernard Gendron, 1241 St-Denis, Montréal | 286.83 | 77.95 | | 364.78 |
| 204 | 28 | A. L. Caron, 620 Cathcart, Montréal, (A. Germain, 1376 Albert, Laflèche) | 97.93 | 88.44 | 25.54 | 211.91 |
| 204 | 34-35 | J. L. St-Pierre, 1432 Albert, Laflèche | 217.17 | 228.57 | | 445.74 |
| 204 | 225-226 | Rosaire Sénéchal, 8885 St-Denis, Montréal | 117.87 | 12.30 | 11.97 | 142.14 |
| 204 | 253 | Mrs. Rose Mahaffey <i>et al</i> , 147 Arrowhead Crescent, Pointe-Claire | 159.87 | 58.80 | | 218.67 |
| 204 | 271 | Frank Kevins, 1744 Georges, Laflèche | 193.76 | 73.80 | | 267.56 |
| 204 | 338 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal | 150.50 | 48.72 | 86.73 | 285.95 |
| 204 | 353 | Emery Théorêt, 171 Côte Noire, Croydon, St-Hubert, P.Q. | 70.28 | 26.47 | | 96.75 |
| 204 | 506-507 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal | 234.89 | 57.12 | | 292.01 |

| Cadastre | Subdivisions | Propriétaires — Owners | Taxes | Taxes | Taxes | Total |
|----------|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|----------|
| | | | munic. — Mun. taxes | seol. — School taxes | d'église — Church taxes | |
| 204 | 630 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 176.15 | | 83.60 | 259.75 |
| 205 | 249 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 83.15 | 26.88 | 21.91 | 131.94 |
| 205 | 396 à-at 399 | O. T. Davis, Cuernavaca, Morelos, Mexico. | 213.49 | 54.70p 206.93c | 0.97 | 476.15 |
| 205 | 420 à-at 423 | Miss Bell Mirthe Murray, Stellarton, Pictou County, N.V. | 178.65 | 45.36 | | 224.01 |
| 205 | 424 à-at 426 | Daniel O'Donnell, 1413 Stratton, Lafèche | 165.34 | 135.65 | | 300.99 |
| 206 | 81.1 | John S. Stewart, 1807 Nielsen, Lafèche. | 136.49 | 125.31 | | 261.80 |
| 206 | 178-179 | Etienne Leblanc, 1389 Holmes, Lafèche. | 174.43 | 165.80 | | 340.23 |
| 206 | 289 | Thomas Bogan, 1539 Nielsen, Lafèche | 268.62 | 490.33 | | 758.95 |
| 206 | 386-387 | Mr. & Mrs. Warren Gallant, 1330 Nielsen, Lafèche | 314.51 | 134.40 | | 448.91 |
| 207 | 191 à-at 194 | Philippe Marehand, 1695 De Gaulle, Lafèche | 471.00 | 489.08 | 91.53 | 1,051.61 |
| 207 | 220 | Roger Papy, 2104 Ch. Chambly, Cité Jacques-Cartier City. | 122.10 | 149.41 | | 271.51 |
| 207 | 249 | Joseph N. Potvin, adresse inconnue-address unknown | 120.80 | 44.57 | | 165.37 |
| 207 | 292 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 117.15 | 37.80 | | 154.95 |
| 208 | 16-17 | Jean-Louis Beauvilliers, adresse inconnue-address unknown | 205.39 | 214.88 | | 420.27 |
| 208 | 206-207 | A. L. Caron, 620 Cathcart, Montréal. | 122.20 | 33.69 | | 155.89 |
| 208 | 208 à-at 211 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 105.30 | 8.40 | | 113.70 |
| 208 | 630 | Eastern Trust Co., 134 St-Jacques ouest-west, Montréal. | 23.24 | | | 23.24 |
| 212 | 29 | R. Prinrose, c/o Mrs H. Stewart, 1969 Grand Tronc, Montréal. | 56.62 | 12.80 | | 69.42 |
| 212 | 38 | Edouard Jodoin, 1802 Murray, Lafèche | 59.01 | 39.40 | | 98.41 |
| 212 | 52 | Marcel Imbeau, adresse inconnue-address unknown | 49.63 | 4.31 | | 53.94 |
| 212 | 231 | Claude Clermont, 1714 Robillard, Lafèche | 117.50 | 91.09 | | 208.59 |
| 212 | 282-283 | Arsène Trudeau, adresse inconnue-address unknown | 117.68 | 12.80 | | 130.48 |
| 212 | 452 à-at 455 | Mme-Mrs. Fevronija Dickmanis, 1709 Balmoral, Lafèche | 151.72 | 33.59 | | 185.31 |
| 212 | 463-464 | Léopold Frédette, adresse inconnue-address unknown | 64.43 | 41.19 | | 105.62 |
| 212 | 465 à-at 468 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 198.91 | | | 198.91 |
| 212 | 559-560 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 276.50 | | | 276.50 |
| 212 | 851 à-at 853 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 77.32 | 6.72 | | 84.04 |
| 212 | 875 à-at 878 | Dart Wo Hun, adresse inconnue-address unknown | 102.58 | 16.28 | | 118.86 |
| 212 | 1266 à-at 1269 | William Necklia, Lancaster, Ont. | 87.74 | | | 87.74 |
| 233 | 22 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. (Amable Messier, 3734 Grande Allée, Lafèche) | 270.85 | 61.48 | | 332.33 |
| 233 | 98 | Réal Lazure, 3599 Mance, Lafèche, P.Q. | 314.93 | 241.45 | | 556.38 |
| 233 | 109 | Achille Ainsley, 3687 Mance, Lafèche. | 394.73 | 347.25 | | 741.98 |
| 233 | 215 | Walter Clark, 3799 Mackay, Lafèche. | 152.34 | 36.02 | | 188.36 |
| 233 | 256-257 | G. Laurendeau & J. P. Nadeau, 2249 St-Roch, Cité Jacques-Cartier City | 500.92 | 316.15 | | 817.07 |
| 233 | 358 | Mme-Mrs C. L. Hickey Morton, 3952 Grande Allée, Lafèche. | 61.76 | 92.25 | | 154.01 |
| 233 | 359 | Mme-Mrs C. L. Hickey Morton, 3952 Grande Allée, Lafèche. | 140.04 | 69.95 | | 209.99 |
| 233 | 420-421 | Mlle-Miss Patricia Bernier, St-Philippe de Laprairie | 215.41 | 93.74 112.23 | | 421.38 |
| 233 | 432 | Dame Agnes Thompkins, veuve-widow de-of John Connors | 135.34 | 68.47 | | 203.81 |
| 233 | 450 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 287.07 | | | 287.07 |
| 233 | 488 | Camille Prévost, 3871 Blvd Tasche-reau, Lafèche | 204.31 | 90.20 | | 294.51 |
| 233 | 495 | C. E. Philip, 649 Ave Miller, Green-field Park, P. Q. | 197.48 | | | 197.48 |
| 234 | 326-327 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 417.91 | 84.00 | | 501.91 |
| 234 | P699-700 | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal. | 227.27 | 72.91 | | 300.18 |

234 moitié nord-ouest 699 — mesurant 12.5 pi. de largeur par 90 de profondeur et bornée en front au sud-ouest par la rue Mackay, en arrière au nord-est par une ruelle d'un côté au nord-ouest par le lot 234-700 et de l'autre côté au sud-est par le résidu du lot 234-699.

234 the north-east half 699 — measuring 12.5 feet in width by 90 in depth and bounded in front on south-west by the Mackay street, in rear on north-east by a lane on one side on north-west by lot 234-700 and on the other side on southeast by the residue of lot 234-699.

| Cadastre | Subdivisions | Propriétaires — Owners | Taxes munic. — Mun. taxes | Taxes scol. — School taxes | Taxes d'église — Church taxes | Total |
|----------|-------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------|----------|
| 235..... | 144-145..... | J. Johnstone jr, P.O. Box 102, St-Henri, Montréal..... | 305.27 | 152.26 | | 457.53 |
| 235..... | 146 à-at 149..... | Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal..... | 480.47 | | | 480.47 |
| 235..... | 473-474..... | Osius Lamothe, 6345, Se Ave, Rosemont, Montréal..... | 622.13 | 474.49 | | 1,096.62 |

Lafèche, le 17 décembre 1959.
Cité de Lafèche,
Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT BOIVIN.

Lafèche, December 17th, 1959.
ALBERT BOIVIN,
Secretary-Treasurer,
City of Lafèche.

Ventes par shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Cour Supérieure, N° 14,433. { CHARLES ÉDOUARD LEMAIRE, industriel, de Drummondville-Sud, district d'Arthabaska, demandeur; vs ROGER HAMEL, du canton de Grantham ouest, district d'Arthabaska, défendeurs; et LE REGISTRA-TEUR DU COMTÉ DE DRUMMOND, mis-en-cause.

Superior Court, No. 14,433. { CHARLES ÉDOUARD LEMAIRE, industria-list, of Drummondville-South, district of Arthabaska, plaintiff; vs ROGER HAMEL, of the township of Grantham-West, district of Arthabaska, defendant, and THE REGISTRAR OF THE COUNTY OF DRUM-MOND, mis-en-cause.

"Un terrain, avec maison dessus construite, mesurant cent pieds de front par trois cents pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro deux cent soixante et cinq (P. 265) du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond, borné en front au nord-est par le chemin du quatrième rang et des trois autres côtés par le résidu du lot numéro 265, et délimité par une clôture sur ces trois côtés."

"A lot of land, with house thereon erected, measuring one hundred feet in frontage by three hundred feet in depth, forming part of lot number two hundred and sixty-five (P. 265) of the cadaster of the township of Grantham, county of Drummond, bounded in front on the northeast by road of the fourth range and on the three other sides by the residue of lot number 265, and delimited by a fence on these three sides."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Frédéric de Drummondville, JEUDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the door of the parish church of St-Frederic of Drummondville, THURSDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Arthabaska, 1er décembre 1959. 52400-49-2-0

Sheriff's Office, Court House, Arthabaska, December 1st, 1959. 52400-49-2

BEAUCE

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
St-Joseph de Beauce
District de Beauce

Fieri Facias de Terris
St-Joseph de Beauce,
District of Beauce

Cour de Magistrat, N° 28,511. { NAPOLÉON DENIS VEILLEUX, com-merçant, St-Benjamin, comté de Dorchester, contre VALÈRE BILO-DEAU, St-Louis de Ravignan, comté de Dor-chester, à savoir: les droits, prétentions et inté-rêts de Valère Bilodeau, sur le lot 31, du rang 11 nord-est, canton de Watford.

Magistrate's Court, No. 28,511. { NAPOLÉON DENIS VEILLEUX, trades-man, St-Benjamin, county of Dorchester, against VALÈRE BILODEAU, St-Louis de Ravignan, county of Dorchester, to wit: the rights, pretentions and interests of Valère Bilodeau, on lot 31 of range 11, northeast, township of Watford.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan,

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Louis de Ravignan, county of Dor-

comté de Dorchester, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
9 décembre 1959. 52464-50-2-o
[Première insertion: 12 décembre 1959]
[Seconde insertion: 26 décembre 1959]

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

chester, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
December 9, 1959. 52464-50-2-o
[First insertion: December 12, 1959]
[Second insertion: December 26, 1959]

J. S. POULIOT,
Sheriff.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { EXIMER BOURDEAU,
N° 4384. { bourgeois, du village de
Saint-Chrysostôme, district de
Beauharnois, demandeur, contre Dame MADE-
LEINE BOUCHARD, de Saint-Polycarpe, dis-
trict de Beauharnois, épouse séparée de biens
de Ulric Dupuis, hôtelier, du même lieu, dit dis-
trict, ce dernier pour autoriser son épouse, en
autant besoin est, et ALBERT FARAND, de
Coteau Landing, district de Beauharnois, en sa
qualité de régistrateur, pour le comté de Soulan-
ges, mis-en-cause.

A savoir: "Un emplacement avec bâtisses y
érigées, situé sur le côté ouest de la rue condui-
sant à la gare de Saint-Polycarpe, et composé de
tout ce qui suit, savoir:

a) Un terrain situé au nord de la Rivière De-
lisle, près de la station du chemin de fer, le Grand
Tronc, aujourd'hui le Canadian National, connu
et désigné comme faisant parti du lot numéro
six cent trois (N° P. de 603) des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe,
comté de Soulanges, contenant soixante pieds
de front, sur cent pieds de profondeur, le tout
en mesure anglaise et plus ou moins, tenant
devant, au chemin public conduisant à la Station
du chemin de fer, derrière et d'un côté, aux repré-
sentants de Jean Baptiste Léon Lanthier, et
James W. Bain, et de l'autre côté, à une rue pro-
jetée de trente pieds de largeur, voisine de la
clôture dudit chemin de fer;

b) Un autre terrain situé en ladite paroisse,
dit comté, près de la station dudit chemin de
fer, connu et désigné comme faisant partie du
lot numéro six cent trois (P. de 603) des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Polycarpe, comté de Soulanges, contenant cent
quatre-vingt pieds de front, sur cent quatre-
vingt pieds de profondeur, le tout mesure anglaise
et plus ou moins, la largeur à ladite profondeur,
étant un peu moindre, comme formée par la
ligne sud tirée à angle droit avec le chemin pu-
blic, qui est en front, est borné vers l'est en
front, par le chemin public conduisant à la gare
du chemin de fer, en arrière et d'un côté, par le
reste de la terre portant le numéro 603, dont ledit
terrain fait partie, et du côté nord par une rue
projetée de trente pieds de largeur, voisine de
la clôture du chemin de fer, à distraire néanmoins
de ce terrain, l'emplacement ci-dessus en premier
lieu décrit et en faisant partie, et situé au coin
nord-est d'icelui;

c) Un autre emplacement connu et désigné
comme faisant partie dudit lot numéro six cent
trois (N° P. de 603), des plan et livre de renvoi
officiels susdits, dit comté, contenant ledit em-
placement soixante pieds de front, sur soixante-
cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise
et plus ou moins, tenant devant à l'extrémité nord

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Superior Court, { EXIMER BOURDEAU,
No. 4384. { gentlemen of the village
of Saint-Chrysostôme, district
of Beauharnois, plaintiff, against Dame MADE-
LEINE BOUCHARD, of Saint-Polycarpe, dis-
trict of Beauharnois, wife separate as to property
of Ulric Dupuis, hotel-keeper of the same place,
said district, the latter to authorize his wife,
inasmuch as need be, and ALBERT FARAND,
of Coteau Landing; district of Beauharnois, in
his quality of registrar, for the county of Soulan-
ges, mis-en-cause.

To wit: "An emplacement with buildings
thereon erected, situated on the west side of
the street leading to the station of Saint-Polycar-
pe, and composed of all of the following, to wit:

a) A lot of land situated on the north of the
Delisle River, close to the Grand Trunk Railway
Station, today the Canadian National, known
and designated as forming part of lot number
six hundred and three (No. Pt. 603) on the official
plan and in the book of reference of the parish of
Saint-Polycarpe, county of Soulanges, containing
sixty feet in frontage by one hundred feet in
depth, the whole English measure and more or
less, touching in front the public road leading to
the Railway Station, in rear and on one side, by
the representatives of Jean Baptiste Léon Lan-
thier, and James W. Bain, and on the other side,
by a projected street of thirty feet in width,
neighboring the fence of the said railroad;

b) Another lot of land situated on the said
parish, said county, close to the said Railway
Station, known and designated as forming part
of lot number six hundred and three (603) on
the official plan and in the book of reference of
the parish of Saint-Polycarpe, county of Soulan-
ges, containing one hundred and eighty feet in
frontage, by one hundred and eighty feet in
depth, the whole English measure, and more or
less, the width, in accordance to the depth, being
a little less, as formed by the south line drawn
to a straight angle with the public highway, which
is in front, is bounded on the east in front, by
the public road leading to the Railway Station,
in rear and on one side, by the remainder of the
farm bearing number 603, of which the said land
forms part, and on the north side, by a projected
street of thirty feet in width, neighboring the
railroad fence, to withdraw, however, from this
lot of land, the emplacement hereinabove in
first place described and forming part thereof,
and situated on the northeast corner of same;

c) Another emplacement known and designat-
ed as forming part of the said lot number six
hundred and three (No. Pt. of 603), on the official
plan and in the book of reference abovesaid, said
county, containing the said emplacement sixty
feet in frontage, by sixty-five feet in depth, the
whole English measure and more or less, touching

du terrain ci-dessus décrit, à l'est, à une rue projetée de trente-six pieds, avoisinant le terrain de la compagnie du chemin de fer, le Grand Tronc, aujourd'hui le Canadien National, au nord à une allée de vingt pieds réservée pour l'usage des Révérendes Soeurs de Sainte-Anne, et à l'ouest au reste dudit lot N° six cent trois; Avec une maison servant de résidence et de local audit fonds de commerce d'hôtellerie, avec toutes les bâtisses y érigées et dépendances;

A distraire dudit emplacement la partie cédée par Edgar et Rolland Lalonde à Dame Joséphine Ekimberg, le 14 août 1944, enregistré à Soulanges sous le N° 37639; ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, sans rien excepter ni réserver."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, dit district, JEUDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER, 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, Québec.
ce 1er décembre 1959. 52405-49-2-0
[Première insertion: le 5 décembre 1959]

on the extremity north of the lot above described, on the east, by a projected street of thirty-six feet, neighboring the land of the Railway Company, the Grand Trunk, today the Canadian National, on the north, by a lane of twenty feet reserved for the use of the Reverend Sisters of Sainte-Anne, and on the west, by the remainder of the said lot No. six hundred and three; with a house serving as residence and premises for the said hotel business establishment, with all the buildings thereon erected and dependencies;

To withdraw from the said emplacement that part ceded by Edgar and Rolland Lalonde to Dame Joséphine Ekimberg, on August 14, 1944, registered at Soulanges under No. 37639; as the whole is presently to be found, with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent attached to the said emplacement, without exception nor reserve."

To be sold at the parochial church door of Saint-Polycarpe, county of Soulanges, said district, on THURSDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
Sheriff's Office, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, Que.
December 1st, 1959. 52405-49-2
[First insertion: December 5, 1959]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

District de Roberval, { EUGÈNE SASSEVILLE,
Cour de Magistrat, { LE, marchand de
N° 24,292. { Mistassini; demandeur;
vs LUDGER SASSEVILLE, rang 4, St-Léon, défendeur;

Contre le défendeur;
"La demi-sud des lots 16 et 17, du rang 4, du canton Labrecque, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Léon de Labrecque, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 18 décembre 1959. 52585-52-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, { PAQUETTE AUTOMOBILE,
N° 14,260. { LE LTÉE, corporation
légalement constituée, ayant
sa principale place d'affaires à l'Assomption,
district de Joliette, demandeur, vs JEAN DUGAS,
de Notre-Dame de Lourdes, comté de Joliette,
district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Un emplacement situé à Notre-Dame de Lourdes, faisant partie des lots 403 et 402, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Elisabeth".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, comté de Joliette, JEUDI, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Palais de Justice, ROLAND PERRAULT.
Bureau du Shérif, Joliette, 1er décembre 1959. 52401-49-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

District of Roberval, { EUGÈNE SASSEVILLE,
Magistrate's Court, { LE, merchant of Mis-
No. 24,292. { tassini; plaintiff, vs LUD-
GER SASSEVILLE, ran-
ge 4, St-Léon, defendant;

Against the defendant:
"The south-half of lots 16 and 17, of range 4, of the Labrecque township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Léon de Labrecque, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
Sheriff's Office, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, December 18, 1959. 52585-52-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Joliette

Superior Court, { PAQUETTE AUTOMOBILE,
No. 14,260. { LE LTÉE, legally incor-
porated corporation, having
ist head office at l'Assomption, district of Joliet-
te, plaintiff vs JEAN DUGAS, of Notre-Dame
de Lourdes, county of Joliette, district of Joliet-
te, defendant.

As belonging to the defendant:
"An emplacement situated at Notre-Dame de Lourdes, forming part of lots 403 and 402, on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Elisabeth".

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes, county of Joliette, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of JANUARY, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif de Joliette,
Sheriff's Office, ROLAND PERRAULT,
Court House, Joliette, December 1, 1959. 52401-49-2

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { GÉRARD LAROSE, ins-
N° 5387. { pecteur, domicilié à
Montréal, dans le district de
Montréal, demandeur; vs ALBERT PARÉ,
de L'Annonciation, district de Labelle, défendeur.

AVIS DE VENTE

“Un lopin de terre faisant partie du lot numéro trente-neuf (39) du rang nord-est, Rivière Rouge, canton Marchand, étant toute l'étendue de terrain situé entre le chemin public et la rive de la Rivière Rouge, par toute la largeur dudit lot 39 et 2- la demie sud-est du lot numéro quarante (40) du rang nord-est, Rivière Rouge, dans ledit canton Marchand.”

Pour être vendu “en bloc” à la porte de l'église paroissiale de L'Annonciation, le HUITIÈME jour de JANVIER 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, 30 novembre 1959. 52402-49-2-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour de Magistrat, { M. LÉTOURNEAU
N° 18-815. { INC., corporation
légalement constituée
ayant son siège social à l'Islet-Ville, P.Q., deman-
deur vs Dame GERMAINE MATTE, épouse
contractuellement séparée de biens de Étienne
Caouette, marchande publique faisant affaire à
Cap St-Ignace sous le nom de E. Caouette Enrg.
défenderesse.

“Un terrain situé en la paroisse de Cap St-Ignace étant connu aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace sous partie du lot numéro cent vingt-neuf (ptie 129) du susdit cadastre et borné au nord au terrain du chemin de fer, à l'est au terrain d'Henri Guimond, Dame Fortunat Thibault et M. Étienne Caouette, au sud au chemin public et à l'ouest à celui de Jérémie Bédard et Alphonse Gaudreau avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.”

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap St-Ignace, comté de Montmagny, VENDREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny, le 21 décembre 1959. 52579-52-2-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DOMINION ACOUS-
No. 471 888. { TIC TILE LTD., de-
mandeur, vs R. D. NA-
DEAU INC., défendeur.

“Un emplacement ayant front sur la rue Durham, en la cité de Montréal, mesurant vingt-

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { GÉRARD LAROSE, ins-
No. 5387. { pecteur, domiciled in
Montreal, in the district of
Montreal, plaintiff; vs ALBERT PARÉ, of
L'Annonciation, district of Labelle, defendant.

NOTICE OF SALE

“A plot of land forming part of lot number thirty-nine (39) of range north-east, Red River, township of Marchand, being the whole area of land situate between the public highway and the bank of the Red River, by the whole width of said lot 39 and 2- the southeasterly half of lot number forty (40) of range north-east, Red River, in said township of Marchand.”

To be sold “en bloc” at the door of the parochial church of L'Annonciation, the EIGHTH day of JANUARY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, November 30, 1959. 52402-49-2/

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Magistrate's Court, { M. LÉTOURNEAU
No. 18-815. { INC., corporation
legally incorporated having
its head office at L'Islet-Ville, P.Q., plaintiff,
vs Dame GERMAINE MATTE, wife contrac-
tually separate as to property of Étienne Caouette,
public merchant, carrying on business at
Cap St-Ignace, under the name of E. Caouette
Enrg., defendant.

“A lot of land in the parish of Cap St-Ignace being known on the official plan and in the book of reference of the parish of Cap St-Ignace under part of lot number one hundred and twenty-nine (pt. 129) of the above said cadaster and bounded on the north by the railroad, on the east, by the lot of Henri Guimond, Dame Fortunat Thibault, and Mr. Étienne Caouette, on the south, by the public road, and on the west, by that of Jérémie Bédard and Alphonse Gaudreau, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold at the church door of Cap St-Ignace, county of Montmagny, FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, December 21, 1959. 52579-52-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { DOMINION ACOUSTIC
No. 471 888. { TILE LTD., plaintiff,
vs R. D. NADEAU INC.,
defendant.

“An emplacement fronting on Durham Street, in the city of Montreal, measuring a width of

vingt-cinq (25) pieds de largeur sur une profondeur de cent (100) mesure anglaise et plus ou moins et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent comme étant la subdivision numéro deux cent trente-quatre du lot numéro deux cent soixante-neuf (269-234).

Avec la résidence dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens avec les propriétés adjacentes respectives les dépendances dessus érigées avec ensemble et sujettes à :

1° Une servitude réciproque de droit de vue en faveur de et sur la propriété présentement vendue et en faveur de et sur la propriété y adjacente au nord-ouest qui est composée du lot numéro 269-235 sur lesdits plan et livre de renvoi officiels, afin de légaliser une porte sur la façade de la propriété vendue présentement et une porte qui peut être percée sur les constructions devant être érigées sur la propriété adjacente au nord-ouest à une distance de la ligne séparative entre lesdites deux propriétés, laquelle est moindre que celle prescrite par la Loi, de manière que lesdites ouvertures demeurent comme elles sont actuellement sur la propriété vendue présentement et comme elles peuvent être sur les constructions érigées sur la propriété adjacente au nord-ouest, aussi longtemps que les constructions, dont elles forment respectivement partie et pourront former partie, subsisteront.

2° Une servitude réciproque de droit de vue en faveur de et sur la propriété présentement vendue et en faveur de et sur la propriété y adjacente au sud-est et composée du lot numéro 269-233 desdits plan et livre de renvoi officiels, afin de légaliser certaines ouvertures qui sont percées sur les constructions érigées sur chacune desdites deux propriétés à une distance de la ligne séparative entre lesdites deux propriétés, laquelle est moindre que celle prescrite par la Loi, de manière que lesdites ouvertures demeurent comme elles sont présentement aussi longtemps que les constructions desquelles elles forment respectivement partie, subsisteront.

Telle que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte et avec tels droits de passage qui peuvent exister vers la ruelle en arrière de ladite propriété et dans toutes ruelles y conduisant."

"Un emplacement ayant front sur la rue Durham, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur sur une profondeur de cent (100') pieds, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent comme étant la subdivision numéro deux cent trente du lot numéro deux cent soixante-neuf (269-230).

Avec la résidence semie détachée dont le mur nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente et les dépendances dessus érigées:

Avec ensemble et sujette à une servitude réciproque de droit de vue en faveur de et sur la propriété vendue présentement et en faveur de et sur la propriété y adjacente au nord-ouest et est composée du lot numéro 269-231 auxdits plan et livre de renvoi officiels, afin de légaliser certaines ouvertures qui sont percées sur les constructions érigées sur chacune desdites deux propriétés à une distance de la ligne séparative entre lesdites deux propriétés, laquelle est moindre que celle prescrite par la Loi, de manière que lesdites ouvertures demeurent comme elles sont actuellement, aussi longtemps que les constructions desquelles elles forment respectivement partie, subsisteront."

twenty-five feet (25') by a depth of one hundred feet (100') English measure and more or less and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent as subdivision number two hundred and thirty-four of lot number two hundred and sixty-nine (269-234).

With the dwelling house whereof the north-westerly and southeasterly walls are mitoyen with the respective adjoining properties and outbuildings thereon erected together with and subject to:

1. A reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the northwest and is composed of lot number 269-235 on the said official plan and book of reference, in order to legalize one door in the front wall of the property presently sold and one door which may be placed on the buildings which may be erected on the property adjoining to the northwest at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as is at present on the property presently sold and as it may be on the buildings to be erected on the adjacent property to the northwest as long as the buildings of which they respectively form part and may form part shall subsist.

2. A reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the southeast and is composed of lot number 269-233 of the said official plan and book of reference, in order to legalize certain openings which are placed on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind and with such rights of passage as may exist leading to lane in the rear of the said property and in any lanes leading thereto."

"An emplacement fronting on Durham Street, in the city of Montreal, measuring a width of twenty-five feet (25') by a depth of one hundred feet (100') English measure and more or less and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent as subdivision number two hundred and thirty of lot number two hundred and sixty-nine (269-230).

With the semi-detached dwelling house where of the northwesterly wall is mitoyen with the adjoining property and outbuildings thereon erected.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the northwest and is composed of lot number 269-231 on the said official plan and book of reference in order to legalize certain openings which are placed on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.
Bureau du Shérif, 52586-52-2
Montréal, 16 décembre 1959.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December, 16th, 1959. 52596-52-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LES COMMISSAIRES
N° 237-542. { D'ÉCOLES DE LA CI-
TÉ DE LÉVIS, corporation
légale ayant leur principal bureau d'affaires dans la cité de Lévis, contre Dame ROLLANDE RICHARD, de la cité de Lévis, épouse commune en biens de Harry Grant, tant personnellement que mis-en-cause pour autoriser et assister sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes.

Le lot numéro quatre cent trois (N° 403) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon dans la cité de Lévis, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro civique, 13 Côte Fréchette, Lévis.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Dr. J. R. GOBEL.
Bureau du Shérif, Québec, le 18 décembre 1959. 52587-52-2-o

[Première insertion: 26 décembre 1959]

[Deuxième insertion: 16 janvier 1960]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JOSEPH G. LIRETTE, cul-
N° 88,425. { tivateur de St-Gérard
Magella, comté de Québec,
contre ROMÉO SAVARD, de St-Gérard Ma-
gella, comté de Québec.

Une partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quatorze (N° 114) sur le plan et dans le livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant un (1) arpent de largeur sur vingt-deux (22) arpents de profondeur, borné au nord par la concession de Ste-Catherine, au sud-ouest par la terre de Joseph Lirette, au nord-est par les représentants ou ayant-droits de Wilfrid Auclair, et au sud par une partie non subdivisée de la partie sud du lot cent quatorze (114) appartenant au demandeur, avec tous les terrains, bâtisses et dépendances construites sur la partie du lot ci-dessus décrite et tous les édifices, bâtisses et dépendances construits sur la partie sud dudit lot appartenant au demandeur, lesquels bâtiments, dépendances sont encore en la possession du défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Dr. J. R. GOBEL.
Bureau du Shérif, Québec, le 18 décembre 1959. 52588-52-2-o

[Première insertion: 26 décembre 1959]

[Deuxième insertion: 16 janvier 1960]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE SCHOOL COMMIS-
No. 237-542. { SIONERS FOR THE
CITY OF LÉVIS, a legal
corporation having its head office in the city of Lévis, against Dame ROLLANDE RICHARD, of the city of Lévis, wife common as to property of Harry Grant, as much personally as mis-en-cause to authorize his said wife to appear in court for these presents.

Lot number four hundred and three (No. 403) of the official cadaster for the Lauzon Ward in the city of Lévis, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bearing civic number 13 Fréchette Côte, Lévis.

To be sold at the door of the parochial church of St-Joseph of Lauzon, county of Lévis, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Dr. J. R. GOBEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 18, 1959. 52587-52-2

[First insertion: December 26, 1959]

[Second insertion: January 16, 1960]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JOSEPH G. LIRETTE, far-
No. 88,425. { mer of St-Gérard Magel-
la, county of Québec, against
ROMÉO SAVARD, of St-Gérard Magella, coun-
ty of Québec.

A part of lot known and designated under the number one hundred and fourteen (No. 114) on the official plan and in the book of reference in the cadaster for the parish of St-Ambroise, measuring one (1) arpent in width by twenty-two (22) arpents in depth, bounded on the north by the concession of Ste-Catherine, on the southwest by the farm of Joseph Lirette, on the northeast by the representatives or entitled parties of Wilfrid Auclair, and on the south by an unsubdivided part of the south part of lot one hundred and fourteen (114) belonging to the plaintiff with all the lands, buildings and dependencies erected on that part of the lot above described and all the edifices, buildings and dependencies constructed on the south part of the said lot belonging to the plaintiff, which buildings, dependencies are still in the possession of the defendant.

To be sold at the door of the parochial church of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 18, 1959. 52588-52-2

[First insertion: December 26, 1959]

[Second insertion: January 16, 1960]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 22,600. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à Québec, demande-
resse; vs DAME ANNA MORISSETTE, domi-
ciliée à Roberval, P. Q., veuve de feu Henri
Girard, de son vivant cultivateur, domicilié à
St-François de Sales, comté de Roberval, P. Q.,
tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice
à ses enfants mineurs, Ludger et Jean-Marie;
et ÉMILE GIRARD et JACQUES GIRARD,
tous deux domiciliés à Dequen-Nord, comté de
Roberval, défendeurs; et ARTHUR GAGNON,
cultivateur, domicilié à St-François de Sales,
comté de Roberval, mis-en-cause.

AVIS DE VENTE

"1° Le lot de terre connu et désigné sous le
numéro un-B (N° 1-B) du septième rang, aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
canton Charlevoix;

2° La demi-est du lot de terre connu et désigné
sous le numéro douze (½ E. N° 12) du septième
rang, aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre du canton Charlevoix, bornée ladite
demi-est, comme suit:

Au nord, par la ligne entre le sixième et le
septième rang, canton Charlevoix, au sud, par
l'arrière ligne sud dudit canton, à l'est, par le
lot numéro onze du même rang et canton et à
l'ouest à la demi-ouest du même lot.

Le tout avec les bâtisses érigées sur lesdits
immeubles, appartenances et dépendances.

3° Les lots de terre connus et désignés sous les
numéros deux-A et deux-B (Nos 2-A et 2-B) du
septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels
du cadastre du canton Charlevoix, avec les
bâtisses dessus construites, appartenances et
dépendances;

4° Le lot de terre connu et désigné sous le
numéro onze (N° XI) du premier rang, aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
canton Dablon, sans bâtisses."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église
de la paroisse de St-François de Sales, dans le
comté de Roberval, le SEPTIÈME jour de
JANVIER, 1960, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif, Palais de Justice,
Roberval, le 30 novembre 1959. 52404-49-2
[Première insertion: le 5 décembre 1959.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DAME CORINE DELOR-
N° 29395. { ME, de Carillon, comté
d'Argenteuil, district de Ter-
rebonne, veuve en première noce et non remariée
de feu Camille Roy, de son vivant du même lieu,

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 22,600. { BUREAU, a body po-
litical and incorporated having
its head office at Quebec, plaintiff; vs DAME
ANNA MORISSETTE, domiciled at Roberval,
P. Q., widow of the late Henri Girard, in his
lifetime, farmer, domiciled at St-François de
Sales, county of Roberval, P. Q., as much per-
sonally as in his quality of tutor to his minor
children, Ludger and Jean-Marie, and ÉMILE
GIRARD and JACQUES GIRARD, both
domiciled at Dequen-North, county of Roberval,
defendants, and ARTHUR GAGNON, farmer,
domiciled at St-François de Sales, county of
Roberval, mis-en-cause.

NOTICE OF SALE

"1. Lot of land known and designated under
number un-B (No. 1-B) of the seventh range,
on the official plan and in the book of reference
of the cadaster for the township of Charlevoix;

2. The east-half of lot of land known and
designated under number twelve (½ E. No. 12)
of the seventh range on the official plan and in
the book of reference for the cadaster of the
township of Charlevoix, bounded the said east-
half, as follows:

On the north, by the line between the sixth
and seventh range, township of Charlevoix, on
the south, by the rear south line of the said
township, on the east, by lot number eleven of
the same range and township and on the west,
by the west-half of the same lot.

The whole with the buildings erected on the
said immoveables, appartenances and depen-
dencies.

3. Lots of land known and designated under
two-A and two-B (Nos. 2-A and 2-B) of the
seventh range on the official plan and in the book
of reference of the cadaster of the township of
Charlevoix, with the buildings thereon erected,
appurtenances and dependencies;

4. Lot of land known and designated under
number eleven (No. XI) of the first range, on the
official plan and in the book of reference of the
cadaster of the township Dablon, without build-
ings."

To be sold in block at the door of the parish
church of St-François de Sales, in the county
of Roberval, on the SEVENTH day of JA-
NUARY, 1960, at TWO o'clock in the after-
noon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

Sheriff Office, Court House,
Roberval, November 30, 1959. 52404-49-2
[First insertion: December 5, 1959.]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DAME CORINE DELOR-
No. 29395. { ME, of Carillon, county
of Argenteuil, district of Ter-
rebonne, widow by a first marriage and unremar-
ried of the late Camille Roy, in his lifetime of the

demanderesse; vs GÉRARD LOUIS SEIZE, résidant et domicilié à Lachute, R. R. #5, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur; et VERMETTE, MASSE & OUELLETTE, syndics autorisés des cité et district de Montréal, mis-en-cause.

AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné en la possession du défendeur;

"Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt (P^{tie} 580), situé sur le côté sud de la route Montréal-Hull numéro "8" mesurant cinquante pieds de large par cent pieds de profond (50' x 100'); borné au nord par ladite route Montréal-Hull numéro 8 à l'est, au sud et à l'ouest par la propriété de Roméo Foucault; la ligne est du terrain de l'ancienne école; avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Philippe, comté d'Argenteuil, VENDREDI, le HUITIÈME jour de JANVIER 1960 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi (vendredi 8 janvier 1960 à 2.30 p.m.)

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme,
le 27 novembre 1959.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.
52374-49-2-o

same place, plaintiff; vs GÉRARD LOUIS SEIZE, residing and domiciled at Lachute, R. R. #5, county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendant; and VERMETTE, MASSE & OUELLETTE, authorized trustees of the city and district of Montreal, mise-en-cause.

NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated in possession of the defendant;

"A certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham, as being a part of lot number five hundred and eighty (P. 580) situated on the south side of the Montréal-Hull route, number "8", measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth (50' x 100'); bounded on the north by the said Montréal-Hull route number 8 on the east, on the south and on the west, by the property of Roméo Foucault; the east line of the land of the old school; with all the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Saint-Philippe, county of Argenteuil, FRIDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1960, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon (Friday, January 8, 1960 at 2.30 p.m.)

Sheriff's Office,
St-Jérôme,
November 27, 1959.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
52374-49-2

Commission du Salaire Minimum

AVIS

(Ordonnances 4, 1957-39, 1958-40, 1957-41, 1958-
Commission du Salaire Minimum)

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que les ordonnances d'amendement dont le texte suit, adoptées par la Commission du Salaire Minimum en date du 15 décembre 1959, ont été approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1453 du 23 décembre 1959.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 décembre 1959. 52596-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1957

Ordonnance générale
Ordonnance d'amendement

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

ORDONNE ET DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

1. Ordonnance N° 4, 1957 amendée: L'ordonnance N° 4, 1957 de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 27 mars 1957, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 avril 1957 par arrêté portant le numéro 384, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 avril 1957 et postérieurement amendée et renouvelée, est de nouveau amendée comme suit:

Minimum Wage Commission

NOTICE

(Ordonnances 4, 1957-39, 1958-40, 1957-41, 1958-
Minimum Wage Commission)

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, that the following ordinances of amendment, adopted by the Minimum Wage Commission on December 15, 1959, have been approved by Order-in-Council number 1453 of December 23, 1959.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 26, 1959. 52596-o

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1957

General Ordinance
Ordinance of amendment

THE MINIMUM WAGE COMMISSION, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

ORDERS AND DECREES by the present Ordinance of amendment, the following, to wit:

1. Ordinance No. 4, 1957 amended: Ordinance No. 4, 1957 of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on March 27, 1957, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 10, 1957 by Order in Council number 384, published in the *Quebec Official Gazette* of April 20, 1957 and subsequently amended and reviewed, is again amended as follows:

A) L'article 25 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

B) L'article 28 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

C) Les paragraphes a et b de l'article 33 sont abrogés et remplacés par les suivants:

| | "Zones" | | |
|--------------------------------------------------------|---------|-----|------|
| | I | II | III |
| a) Tous salariés sauf ceux ci-après énumérés | 68c | 64c | 60c |
| b) inexpérimentés | 56c | 52c | 48c" |

D) L'article 35 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres 40c, 35c et 30c par les chiffres 52c, 48c et 44c.

E) L'article 36 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres \$30.00, \$25.00 et \$20.00 par les chiffres \$40.00, \$35.00 et \$30.00.

F) L'article 44 est amendé en remplaçant dans la sixième ligne du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

FAITE ET PASSÉE en la cité de Québec, ce quinzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.
Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.,
Le Secrétaire-général.
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.
(Sceau)
Copie conforme,
Le Secrétaire-général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 52596-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 39, 1958

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

Ordonnance d'amendement

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

ORDONNE ET DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnance N° 39, 1958 amendée:* L'ordonnance N° 39, 1958 concernant les exploitations forestières, adoptée le 12 février 1958, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 avril 1958 par arrêté portant le numéro 341, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 avril 1958 et postérieurement renouvelée, est amendée comme suit:

A) L'article 13 est amendé en remplaçant dans la sixième ligne du dernier paragraphe dudit article, le chiffre \$54.00 par le chiffre \$62.00.

B) L'article 17 est amendé en remplaçant dans la dernière ligne du dernier paragraphe dudit article, le chiffre \$54.00 par le chiffre \$62.00.

C) L'article 20 est amendé en remplaçant dans la dernière ligne du dernier paragraphe dudit article, le chiffre \$54.00 par le chiffre \$62.00.

D) Les paragraphes "a", "b", "c" et "d" de l'article 25 sont abrogés et remplacés par les suivants:

A) Section 25 is amended by replacing in the first before the last line of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

B) Section 28 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

C) Paragraphs a and b of section 33 are repealed and replaced by the following:

| | "Zones" | | |
|---------------------------------------------------------------|---------|-----|------|
| | I | II | III |
| a) all employees except those hereinafter mentioned | 68c | 64c | 60c |
| b) inexperienced employees | 56c | 52c | 48c" |

D) Section 35 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers 40c, 35c and 30c by the numbers 52c, 48c and 44c.

E) Section 36 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers \$30.00, \$25.00 and \$20.00 by the numbers \$40.00, \$35.00 and \$30.00.

F) Section 44 is amended by replacing in the sixth line of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the 1st of January, 1960.

SIGNED AND DATED at the city of Québec, this fifteenth day of the month of December in the year one thousand nine hundred and fifty-nine.

MINIMUM WAGE COMMISSION.
(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,
President.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary-General.
(Seal)
True copy,
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary-General. 52596-o

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 39, 1958

FOREST OPERATIONS

Ordinance of amendment

THE MINIMUM WAGE COMMISSION, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

ORDERS AND DECREES by the present Ordinance of amendment the following, to wit:

1. *Ordinance No. 39, 1958 amended:* Ordinance No. 39, 1958 relating to forest operations, adopted by the Minimum Wage Commission on February 12, 1958, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 17, 1958, by Order in Council number 341, published in the *Quebec Official Gazette* on April 26, 1958 and subsequently renewed, is amended as follows:

A) Section 13 is amended by replacing in the sixth line of the last paragraph of said section, the number \$54.00 by the number \$62.00.

B) Section 17 is amended by replacing in the last line of the last paragraph of said section, the number \$54.00 by the number \$62.00.

C) Section 20 is amended by replacing in the last line of the last paragraph of said section, the number \$54.00 by the number \$62.00.

D) Paragraphs "a", "b", "c" and "d" of section 25 are repealed and replaced by the following:

"a) Salariés dont les heures de travail sont vérifiables \$0.90 de l'heure
 b) Salariés dont les heures de travail sont invérifiables. 8.00 par jour
 c) Salariés sans semaine normale. 48.00 par semaine
 d) Salariés engagés aux pièces. Taux mentionnés à l'article 27."

E) Les paragraphes a et b de l'article 26 sont abrogés et remplacés par les suivants:

"a) Salariés dont les heures sont vérifiables. \$0.60 de l'heure
 b) Salariés dont les heures sont invérifiables ou n'ayant pas de semaine normales. 5.75 par jour".

F) L'article 27 est abrogé et remplacé par le suivant:

"27. Salariés engagés à forfait à la coupe du bois:

a) Exploitation de bois à pulpe: Les salariés engagés aux pièces ou à taux forfaitaire, occupés à la coupe et au façonnage du bois, à la construction des petits chemins de halage au grand chemin et à l'empilement du bois, ont droit aux taux de salaire suivants:

| | Pour tout bois autre que le tremble et le peuplier | Pour le tremble et le peuplier |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------|
| Mesuré à la corde, par corde. | \$5.30 | \$4.10 |
| Mesuré au pied cube solide, par cent pieds. | 6.20 | 4.80 |

Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, le salarié a droit pour ce travail, en plus des taux ci-haut mentionnés, aux taux suivants:

| | Pour tout bois autre que le tremble et le peuplier | Pour le tremble et le peuplier |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------|
| Mesuré à la corde, par corde. | \$2.65 | \$2.10 |
| Mesuré au pied cube solide, par cent pieds. | 3.05 | 2.35 |

Si le salarié ne fait pas l'empilement des billes, la construction des petits chemins ou quelque autre travail mentionné au présent article, il peut être rémunéré à un taux de salaire inférieur à ceux ci-haut fixés, pourvu que le taux convenu soit stipulé au contrat d'engagement et qu'il ne soit pas inférieur à \$8.00 par jour.

b) Bois de chauffage: Les salariés engagés aux pièces ou à taux forfaitaire, occupés à la coupe du bois, ce qui comprend l'empilement sur le chantier, ont droit aux taux de salaire suivants:

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| a) pour le bois d'une longueur de 4 pieds, par corde. | \$5.30 |
| b) pour le bois de toute autre longueur, par 32 pieds carrés (4' x 8') de surface d'empilement | |
| Longueur des billes: | |
| 36 pouces. | \$4.30 |
| 24 pouces. | 3.15 |
| 18 pouces. | 2.50 |
| 15 pouces. | 1.95 |

c) Bois de sciage et autres bois: Les salariés engagés aux pièces ou à taux forfaitaire, occupés à la coupe et au façonnage du bois, ce qui comprend la construction des petits chemins de

"a) Employees whose hours of work are verifiable. \$0.90 per hour
 b) Employees whose hours of work are unverifiable. 8.00 per day

c) Employees without regular workweek. 48.00 per week
 d) Pieceworkers. Rates mentioned in section 27."

E) Paragraphs a and b of section 26 are repealed and replaced by the following:

"a) Employees whose hours of work are verifiable. \$0.60 per hour
 b) Employees whose hours of work are unverifiable or having no regular workweek. 5.75 per day".

F) Section 27 is repealed and replaced by the following:

"27. Pieceworkers engaged in cutting:

a) Pulpwood Operations: Pieceworkers or jobworkers engaged in the cutting and making of wood, the construction of small hauling roads to the main road and the piling of the wood, are entitled to the following rates of wages:

| | For all wood except aspen and poplar | For aspen and poplar |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Measured by the cord, per cord. | \$5.30 | \$4.10 |
| Measured in solid cubic feet, per 100 s.c.f. | 6.20 | 4.80 |

When peeling is included in the making of the wood, the employee is entitled for this work, in addition to the rates of wages hereinabove mentioned, to the following rates of wages:

| | For all wood except aspen and poplar | For aspen and poplar |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Measured by the cord, per cord. | \$2.65 | \$2.10 |
| Measured in solid cubic feet, per 100 s.c.f. | 3.05 | 2.35 |

If the employee does not do the piling of logs the construction of small hauling roads or other work mentioned in the present section, he may be remunerated at a rate of wage inferior to those hereinabove fixed, provided that the agreed rate is stipulated in the engagement contract and that such rate is not less than \$8.00 per day.

b) Firewood: Pieceworkers or job-workers engaged in the cutting of wood, that which includes the piling of wood within the cutting area, are entitled to the following rates of wages:

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------|--------|
| a) For four-foot bolts, per cord. | \$5.30 |
| b) For bolts of any other length, per 32 square feet (4' x 8') of piling surface | |
| Length of logs: | |
| 36 inches. | \$4.30 |
| 24 inches. | 3.15 |
| 18 inches. | 2.50 |
| 15 inches. | 1.95 |

c) Sawlogs and other kinds of wood: Pieceworkers and jobworkers engaged in the cutting and making of wood, that which includes the construction of small hauling roads to the main

halage au grand chemin et au débroussaillage (swamping) nécessaire pour que les billes soient facilement enlevées par les chevaux, ont droit aux taux de salaire suivants:

- a) Pour le bois mesuré au pied, mesure de planche, par mille pieds. \$8.55
- b) Pour le bois mesuré à la corde, par corde. 5.30
- c) Pour le bois mesuré au pied cube solide, par cent pieds. 6.20

Lorsque l'écorçage est compris dans le façonnage du bois, le salarié a droit pour ce travail en plus des taux ci-haut mentionnés, aux taux suivants:

- a) Pour le bois mesuré au pied mesure de planche, par mille pieds. \$6.55
- b) Pour le bois mesuré à la corde, par corde. 2.65
- c) Pour le bois mesuré au pied cube solide, par cent pieds. 3.05

Si le salarié ne fait pas la construction de petits chemins ou quelque autre travail mentionné au présent article, il peut être rémunéré à un taux de salaire inférieur à ceux ci-haut fixés pourvu que le taux convenu soit stipulé au contrat d'engagement et qu'il ne soit pas inférieur à \$8.00 par jour."

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

FAITE ET PASSÉE en la cité de Québec, ce quinzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM,
Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.
Le Secrétaire général,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme.
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 52596-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 40, 1957

HÔTELS, RESTAURANTS, HÔPITAUX ET
EXPLOITATION FONCIÈRES
Ordonnance d'amendement

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du Salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

ORDONNE ET DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnance N° 40, 1957 amendée:* L'ordonnance N° 40, 1957 de la Commission du salaire minimum, concernant les hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières, adoptée le 27 mars 1957, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 avril 1957 par arrêté portant le numéro 384, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 avril 1957 et postérieurement renouvelée, est amendée comme suit:

- A) L'article 27 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.
- B) L'article 31 est amendé en remplaçant dans les septième et huitième lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

road and the swamping necessary so that the logs may easily be taken out by horses, are entitled to the following rates of wages:

- a) For wood measured in board feet, per 1,000 feet. \$8.55
- b) For wood measured by the cord, per cord. 5.30
- c) For wood measured in solid cubic feet, per 100 s.c.f. 6.20

When peeling is included in the making of wood, the employee is entitled for this work, in addition to the rates of wages hereinabove mentioned, to the following rates of wages:

- a) For wood measured in board feet, per 1,000 feet. \$6.55
- b) For wood measured by the cord, per cord. 2.65
- c) For wood measured in solid cubic feet, per 100 s.c.f. 3.05

If the employee does not do the construction of small hauling roads or other work mentioned in the present section, he may be remunerated at a rate of wages inferior to those hereinabove fixed provided that the agreed rate is stipulated in the engagement contract and that such rate is not less than \$8.00 per day."

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the 1st of January, 1960.

SIGNED AND DATED at the city of Quebec, this fifteenth day of the month of December in the year one thousand nine hundred and fifty-nine.

MINIMUM WAGE COMMISSION,
(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,
President.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General.

(Seal)
True copy,
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General. 52596-o

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 40, 1957

HÔTELS, RESTAURANTS, HOSPITALS AND
REAL ESTATE UNDERTAKINGS
Ordonnance of amendment

THE MINIMUM WAGE COMMISSION, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

ORDERS AND DECREES by the present Ordinance of amendment the following, to wit:

1. *Ordinance No. 40, 1957 amended:* Ordinance No. 40, 1957 of the Minimum Wage Commission, relating to hotels, restaurants, hospitals and real estate undertakings, adopted on March 27, 1957, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 10, 1957 by Order in Council number 384, published in the *Quebec Official Gazette* of April 20, 1957, and subsequently renewed, is amended as follows:

- A) Section 27 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.
- B) Section 31 is amended by replacing in the seventh and eighth lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

C) Les paragraphes "a", "b", "c" et "d" de l'article 36 sont abrogés et remplacés par les suivants:

| | "Zones" | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-----|-------|
| | I | II | III |
| a) Tous salariés, sauf ceux ci-après énumérés | 64c | 60c | 56c |
| b) chasseurs | 48c | 44c | 40c |
| c) salariés des maisons de logement ayant au moins cinq chambres à louer | 56c | 52c | 48c |
| d) chauffeurs de véhicules automobiles, gardiens, mécaniciens de machines fixes et chauffeurs de ces machines | 68c | 64c | 60c". |

D) L'article 37 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes du premier paragraphe dudit article, les chiffres 40c, 35c et 30c par les chiffres 52c, 48c et 44c.

E) L'article 38 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes du premier paragraphe dudit article, les chiffres 40c, 35c et 30c par les chiffres 52c, 48c et 44c.

F) L'article 39 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres \$30.00, \$25.00 et \$20.00 par les chiffres \$40.00, \$35.00 et \$30.00.

G) Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article 40 sont abrogés et remplacés par les suivants:

| | "Zones" | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------|--------|
| | I | II | III |
| a) s'ils sont logés gratuitement sur les lieux avec leur famille, dans un appartement chauffé | \$85 | \$85 | \$70 |
| b) s'ils sont logés sur les lieux avec leur famille, dans un appartement non chauffé | 95 | 95 | 80 |
| c) s'ils ne sont pas logés | 105 | 105 | \$90". |

H) L'article 46 est amendé en remplaçant dans les sixième et septième lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

FAITE ET PASSÉ EN LA CITÉ DE QUÉBEC, ce quinzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

COMMISSION DE SALAIRE MINIMUM,

Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)

Copie conforme,

Le Secrétaire-général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 52596-0

C) Paragraphs "a", "b", "c" and "d" of section 36 are replaced and replaced by the following:

| | "Zones" | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------|-----|-------|
| | I | II | III |
| a) all employees except those hereinafter mentioned | 64c | 60c | 56c |
| b) bell boys | 48c | 44c | 40c |
| c) employees of lodging houses having at least five bedrooms to let | 56c | 52c | 48c |
| d) motor vehicle chauffeurs, watchmen, stationary enginemen and firemen | 68c | 64c | 60c". |

D) Section 37 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of the first paragraph of said section, the numbers 40c, 35c and 30c by the numbers 52c, 48c and 44c.

E) Section 38 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of the first paragraph of said section, the numbers 40c, 35c and 30c by the numbers 52c, 48c and 44c.

F) Section 39 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers \$30.00, \$25.00 and \$20.00 by the numbers \$40.00, \$35.00 and \$30.00.

G) Paragraphs "a", "b" and "c" of section 40 are replaced and replaced by the following:

| | "Zones" | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------|--------|
| | I | II | III |
| a) when provided on the premises with free heated lodgings for themselves and their families | \$85 | \$85 | \$70 |
| b) when provided on the premises with free not heated lodgings for themselves and their families | 95 | 95 | 80 |
| c) when not provided with lodgings | 105 | 105 | \$90". |

H) Section 46 is amended by replacing in the sixth and seventh lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the 1st of January, 1960.

SIGNED AND DATED at the city of Quebec, this fifteenth day of the month of December in the year one thousand nine hundred and fifty-nine.

MINIMUM WAGE COMMISSION,

(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,
President.

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary-General.

(Seal)

True copy,

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary-General. 52596-0

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 41, 1958

CORPORATIONS MUNICIPALES ET
CORPORATIONS SCOLAIRES

Ordonnance d'amendement

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

ORDONNE ET DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnance N° 41, 1958 amendée*: L'ordonnance N° 41, 1958 de la Commission du salaire minimum, concernant les corporations municipales et les corporations scolaires, adoptée le 20 mars 1958, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 avril 1958 par arrêté portant le numéro 341, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 avril 1958 et postérieurement amendée et renouvelée, est de nouveau amendée comme suit:

A) L'article 27 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

B) L'article 28 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

C) Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article 34 sont abrogés et remplacés par les suivants:

"Zones
I II III

- | | | | |
|-------------------------------------------------------|-----|-----|-------|
| a) tous salariés, sauf ceux ci-après énumérés..... | 68c | 64c | 60c |
| b) gardiens..... | 68c | 64c | 60c |
| c) inexpérimentés..... | 56c | 52c | 48c". |

D) L'article 34A est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres 40c, 35c et 30c par les chiffres 52c, 48c et 44c.

E) L'article 36 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres \$30.00, \$25.00 et \$20.00 par les chiffres \$40.00, \$35.00 et \$30.00.

F) L'article 37 est amendé en abrogeant les taux actuels et en les remplaçant par les suivants:

| "Zones | | |
|--------|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I | II | III |
| \$175. | \$140. | Corporations de 300 âmes et moins \$40. 301 à 600 âmes 55. 601 à 1500 âmes 70. 1501 à 6000 âmes 90." |

G) L'article 38 est amendé en remplaçant dans la dernière ligne dudit article, le chiffre \$60 par le chiffre \$70.00.

H) L'article 44 est amendé en remplaçant dans les sixième et septième lignes du deuxième paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

I) Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article 51 sont abrogés et remplacés par les suivants:

"Zones
I II III

- | | | | |
|-------------------------------------------------------|-----|-----|-------|
| a) Tous salariés, sauf ceux ci-après énumérés..... | 68c | 64c | 60c |
| b) gardiens..... | 68c | 64c | 60c |
| c) inexpérimentés..... | 56c | 52c | 48c". |

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 41, 1958

MUNICIPAL CORPORATIONS AND
SCHOOL CORPORATIONS

Ordinance of amendment

THE MINIMUM WAGE COMMISSION, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

ORDERS AND DECREES by the present Ordinance of amendment the following, to wit:

1. *Ordinance No. 41, 1958 amended*: Ordinance No. 41, 1958 of the Minimum Wage Commission, relating to municipal corporations and school corporations, adopted on March 20, 1958, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 17, 1958 by Order in Council number 341, published in the *Quebec Official Gazette* of April 26, 1958 and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

A) Section 27 is amended by replacing in the first before the last line of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

B) Section 28 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

C) Paragraphs "a", "b" and "c" of section 34 are repealed and replaced by the following:

"Zones
I II III

- | | | | |
|----------------------------------------------------------|-----|-----|-------|
| a) All employees except those hereinafter mentioned..... | 68c | 64c | 60c |
| b) Watchmen..... | 68c | 64c | 60c |
| c) Inexperienced employees..... | 56c | 52c | 48c". |

D) Section 34A is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers 40c, 35c and 30c by the numbers 52c, 48c and 44c.

E) Section 36 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers \$30.00, \$25.00 and \$20.00 by the numbers \$40.00, \$35.00 and \$30.00.

F) Section 37 is amended by repealing the ruling rates and replacing them by the following:

| "Zones | | |
|--------|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I | II | III |
| \$175. | \$140. | Corporations of 300 souls or less.. \$40. 301 to 600 souls.. 55. 601 to 1,500 souls 70. 1,501 to 6,000 souls 90." |

G) Section 38 is amended by replacing in the last line of said section, the number \$60.00 by the number \$70.00.

H) Section 44 is amended by replacing in the sixth and seventh lines of the second paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

I) Paragraphs "a", "b" and "c" of section 51 are repealed and replaced by the following:

"Zones
I II III

- | | | | |
|----------------------------------------------------------|-----|-----|-------|
| a) All employees except those hereinafter mentioned..... | 68c | 64c | 60c |
| b) Watchmen..... | 68c | 64c | 60c |
| c) Inexperienced employees..... | 56c | 52c | 48c". |

J) L'article 51A est amendé en remplaçant dans la troisième et avant-dernière lignes dudit article, les chiffres 40c, 35c et 30c par les chiffres 52c, 48c, et 44c.

K) L'article 53 est amendé en remplaçant dans l'avant-dernière et dernière lignes dudit article, les chiffres \$30.00, \$25.00 et \$20.00 par les chiffres \$40.00, \$35.00 et \$30.00.

L) L'article 54 est amendé en abrogeant les taux actuels et en les remplaçant par les suivants:

| Nombre de propriétaires d'immeubles situés sur le territoire d'une corporation scolaire | Taux mensuel minimum de salaire |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| 1,201 et plus | \$110.00 |
| 601 à 1,200 | 85.00 |
| 301 à 600 | 75.00 |
| 101 à 300 | 60.00 |
| 51 à 100 | 40.00 |
| 50 et moins | 30.00" |

M) L'article 62 est amendé en remplaçant dans les sixième et septième lignes du dernier paragraphe dudit article, les chiffres \$50.00 et \$45.00 par les chiffres \$55.00 et \$50.00.

2° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

FAITE ET PASSÉE en la cité de Québec, ce quinzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM,
Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.
Le Secrétaire général,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme,
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 52596-0

J) Section 51A is amended by replacing in the third and first before the last lines of said section, the numbers 40c, 35c and 30c by the numbers 52c, 48c and 44c.

K) Section 53 is amended by replacing in the first before the last and the last lines of said section, the numbers \$30.00, \$25.00 and \$20.00 by the numbers \$40.00, \$35.00 and \$30.00.

L) Section 54 is amended by repealing the ruling rates and replacing them by the following:

| Number of property owners whose property is situated in the territory of a school corporation | Monthly minimum wage rate |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| 1,201 and more | \$110.00 |
| 601 to 1,200 | 85.00 |
| 301 to 600 | 75.00 |
| 101 to 300 | 60.00 |
| 51 to 100 | 40.00 |
| 50 and less | 30.00" |

M) Section 62 is amended by replacing in the sixth and seventh lines of the last paragraph of said section, the numbers \$50.00 and \$45.00 by the numbers \$55.00 and \$50.00.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force on the 1st of January, 1960.

SIGNED AND DATED at the city of Quebec, this fifteenth day of the month of Deceml er in the year one thousand nine hundred and fifty-nine.

MINIMUM WAGE COMMISSION,
(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,
President,
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General.

(Seal)
True copy,
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General. 52596-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 52

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ACTIONS EN SÉPARATIONS DE BIENS:

| | |
|-----------------------------|------|
| Laine vs Bachand..... | 5661 |
| Robitaille vs Lavallée..... | 5661 |

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

| | |
|-----------------------------|------|
| Laire vs Bacland..... | 5661 |
| Robitaille vs Lavallée..... | 5661 |

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

| | |
|----------------------------------------------------------------|------|
| 1428-A — Matériaux de construction, Province..... | 5662 |
| 1428-B — Employés de garages, ville de Rimouski..... | 5662 |
| 1428-C — Coiffeurs pour hommes, région de Saint-Hyacinthe..... | 5663 |

ORDERS IN COUNCIL:

| | |
|-------------------------------------------------------------------|------|
| 1428-A — Building materials, Province..... | 5662 |
| 1428-B — Garage employees, town of Rimouski..... | 5662 |
| 1428-C — Barbering and hairdressing, region of St. Hyacinthe..... | 5663 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

| | |
|--|------|
| | 5613 |
|--|------|

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

| | |
|--|------|
| | 5613 |
|--|------|

AVIS DIVERS:

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Atlantic Pad Co. Ltd. (Directeurs).... | 5667 |
| Bills sanctionnés..... | 5664 |
| Canadian Silk Manufacturing Company (Quebec) Limited (Directeurs).... | 5669 |
| Institut St-André, Inc. (Règlements)... | 5668 |
| Institut St-Michel la Chenaie, Inc. (Règlements)..... | 5669 |
| J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited (Directeurs)..... | 5669 |
| La Cie Électrique de Rivière-Bleue, Limitée (Directeurs)..... | 5668 |

MISCELLANEOUS NOTICES:

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Atlantic Pad Co. Ltd. (Directors)..... | 5667 |
| Bills sanctioned..... | 5664 |
| Canadian Silk Manufacturing Company (Quebec) Limited (Directors).... | 5669 |
| Institut St-André, Inc. (By-Laws)..... | 5668 |
| Institut St-Michel la Chenaie, Inc. (By-Laws)..... | 5669 |
| J. A. Simard & Company Limited — J. A. Simard & Compagnie Limitée (Directeurs)..... | 5669 |
| La Cie Électrique de Rivière-Bleue, Limitée (Directors)..... | 5668 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| L'Association d'Employés de National Heel (Formation)..... | 5670 |
| L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec (Règlements)..... | 5670 |
| L'Association Professionnelle des Distributeurs de Pain de la région de Montréal (Formation)..... | 5667 |
| L'Union des Ouvriers en Construction de Sherbrooke et la Région (Formation)..... | 5670 |
| Metro-Gas Ltd. (Dist. de l'actif)..... | 5671 |
| Produits de Papier Rex Paper Products Inc. (Directeurs)..... | 5668 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| L'Association d'Employés de National Hell (Formation)..... | 5670 |
| L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec (By-Laws)..... | 5670 |
| L'Association Professionnelle des Distributeurs de Pain de la région de Montréal (Formation)..... | 5667 |
| L'Union des Ouvriers en Construction de Sherbrooke et la Région (Formation)..... | 5670 |
| Metro-Gas Ltd. (Dist. of assets)..... | 5671 |
| Produits de Papier Rex Paper Products Inc. (Directors)..... | 5668 |

CHARTES — ABANDON DE:

| | |
|-------------------------------------|------|
| Eastern Nickel Ltd..... | 5671 |
| Parkside Gardens Ltd..... | 5671 |
| The Warren H. Brown Agency Inc..... | 5671 |

CHARTERS — SURRENDER OF:

| | |
|-------------------------------------|------|
| Eastern Nickel Ltd..... | 5671 |
| Parkside Gardens Ltd..... | 5671 |
| The Warren H. Brown Agency Inc..... | 5671 |

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

| | |
|-----------------------------------------------------------|------|
| Ordonnances 4, 1957 — 39, 1958 — 40, 1957 — 41, 1958..... | 5674 |
|-----------------------------------------------------------|------|

MINIMUM WAGE COMMISSION:

| | |
|----------------------------------------------------------|------|
| Ordinances 4, 1957 — 39, 1958 — 40, 1957 — 41, 1958..... | 5674 |
|----------------------------------------------------------|------|

CURATELLE PUBLIQUE:

| | |
|----------------------------------------|------|
| Searl, sucesion Maurice Brandford..... | 5671 |
|----------------------------------------|------|

PUBLIC CURATORSHIP:

| | |
|----------------------------------------|------|
| Searle, estate of Maria Brandford..... | 5671 |
|----------------------------------------|------|

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

| | |
|------------------------------------------------------------------|------|
| Acton Vale, ville..... | 5658 |
| Association des Citoyens d'Outremont Inc..... | 5656 |
| Beauharnois, cité..... | 5660 |
| Bromptonville, ville..... | 5659 |
| Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec..... | 5656 |
| Dorval, cité..... | 5659 |
| Dorval, ville, comm. des écoles cath..... | 5657 |
| Griggs, Joseph Maurice Antoine..... | 5660 |
| La Corporation de Gaz Saguenay Lac-St-Jean Enr..... | 5661 |
| Lesnowski, Dame Amelia-Renée..... | 5656 |
| Repentigny, ville..... | 5660 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue, ville..... | 5657 |
| St-Bruno de Montarville, ville..... | 5659 |
| St-Charles-de-Lachenaie, paroisse..... | 5660 |
| Sept-Iles, cité..... | 5658 |
| Succession du Dr Alyre Aubin..... | 5656 |
| Succession Lewis Azef..... | 5657 |
| Ukrainian National Federation of Quebec..... | 5658 |

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

| | |
|---------------------------------------------------------------|------|
| Acton Vale, town..... | 5658 |
| Association des Citoyens d'Outremont Inc..... | 5656 |
| Beauharnois, city..... | 5660 |
| Bromptonville, town..... | 5659 |
| Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec..... | 5656 |
| Dorval, city..... | 5659 |
| Dorval, town, Cath. school comm..... | 5657 |
| Griggs, Joseph Maurice Antoine..... | 5660 |
| La Corporation de Gaz Saguenay Lac-St-Jean Enr..... | 5661 |
| Lesnowski, Dame Amelia-Renée..... | 5656 |
| Repentigny, town..... | 5660 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue, town..... | 5657 |
| St-Bruno de Montarville, town..... | 5659 |
| St-Charles-de-Lachenaie, parish..... | 5660 |
| Sept-Iles, city..... | 5658 |
| Estate of Dr. Alyre Aubin..... | 5656 |
| Estate of Lewis Azef..... | 5657 |
| Ukrainian National Federation of Quebec..... | 5658 |

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

| | |
|-----------------------------------------|------|
| Beaulac..... | 5672 |
| Bedford, cath..... | 5674 |
| Davidson..... | 5674 |
| Ferland..... | 5674 |
| L'Échaurie..... | 5673 |
| McMasterville-Belœil, protestante..... | 5674 |
| St-Boniface-de-Shawinigan, village..... | 5672 |
| St-Clet N° 1..... | 5674 |
| Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin..... | 5673 |
| Ste-Gertrude-de-Pontiac..... | 5673 |
| St-Joseph, paroisse..... | 5672 |
| St-Mathias..... | 5673 |
| St-Vincent-de-Paul..... | 5673 |
| Verchères..... | 5672 |

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

| | |
|-----------------------------------------|------|
| Beaulac..... | 5672 |
| Bedford, cath..... | 5674 |
| Davidson..... | 5674 |
| Ferland..... | 5674 |
| L'Échaurie..... | 5673 |
| McMasterville-Belœil, protestant..... | 5674 |
| St-Boniface-de-Shawinigan, village..... | 5672 |
| St-Clet No 1..... | 5674 |
| Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin..... | 5673 |
| Ste-Gertrude-de-Pontiac..... | 5673 |
| St-Joseph, parish..... | 5672 |
| St-Mathias..... | 5673 |
| St-Vincent-de-Paul..... | 5673 |
| Verchères..... | 5672 |

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

| | |
|----------------------------------------|------|
| Bassin de Chambly, village..... | 5675 |
| Charlesbourg, paroisse..... | 5675 |
| Charlesbourg, paroisse..... | 5675 |
| Grande-Baie, village, canton Bagot.... | 5675 |
| Lachine, paroisse..... | 5676 |
| Sault-au-Récollet, paroisse..... | 5676 |
| Sherbrooke, cité, quartier Est..... | 5676 |
| Ste-Geneviève, paroisse..... | 5676 |
| Ste-Geneviève, paroisse..... | 5676 |

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Cercueil, Province (Prélèvement)..... | 5679 |
| Charpentiers-doubleurs (navigation océanique), Port de Montréal (Modi- fication)..... | 5682 |
| Commerce de détail, Richmond et Mel- bourne (Prélèvement)..... | 5681 |
| Débardeurs, navigation océanique, Port de Montréal (Modification)..... | 5684 |
| Débardeurs, Port de Québec (Modifi- cation)..... | 5686 |
| Débardeurs, navigation océanique, Port de Trois-Rivières (Modification).... | 5687 |
| Établissements commerciaux, ville de Dolbeau et Mitassini (Modification).... | 5677 |
| Vérificateurs et tonneliers, navigation océanique, Port de Montréal (Modi- fication)..... | 5688 |
| Vérificateurs, navigation océanique, Port de Québec (Modification)..... | 5690 |

LETTRES PATENTES:

| | |
|-------------------------------------------------------------------|------|
| Ab. Structures Limitée — Ab. Structu- res Limited..... | 5614 |
| Acadia Importing Co. Ltd..... | 5615 |
| Airport Center Inc..... | 5615 |
| Alsho Corporation..... | 5615 |
| A. Martin & Fils, Ltée..... | 5616 |
| Autobus de Coaticook Inc..... | 5616 |
| A. Wurm Inc..... | 5616 |
| Belair Development Corp..... | 5617 |
| Bel-Bro Aluminum Products Ltd..... | 5617 |
| Betts Realty Ltd..... | 5617 |
| Bilodeau Électrique Limitée..... | 5618 |
| Capitol Steel Products Inc..... | 5618 |
| Carpet Broadloom Importers Ltd..... | 5618 |
| Centacruz Gardens Inc..... | 5619 |
| Cercle des Arts de Québec..... | 5619 |
| Chaussure Courcelles Inc. — Courcelles Shoe Inc..... | 5619 |
| Commonwealth Natural Gas Applian- ces, Co..... | 5620 |
| Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co..... | 5620 |
| Confections Marcy's Inc. — Marcy's Ladies' Shop Inc..... | 5620 |
| Coronet Auto Inc..... | 5621 |
| Demeter Corp..... | 5621 |
| Dodo Investment Corp..... | 5621 |
| Domaine Boucherville Ltée..... | 5622 |
| Don Gallienne Ltée..... | 5622 |
| Eastern Fruit Market Limited..... | 5622 |
| Elgo Mines Limited..... | 5623 |
| Elizabethan Publishing Co. Limited.... | 5623 |
| Elmay Realty Corp..... | 5623 |
| Fairway Motors Inc..... | 5624 |
| Fielding — Montclair Provisions Inc.... | 5624 |
| Fine Construction Ltd..... | 5624 |
| Fleury Enterprises & Security Invest- ments Co. Ltd..... | 5625 |
| Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée..... | 5625 |

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

| | |
|----------------------------------------|------|
| Bassin de Chambly, village..... | 5675 |
| Charlesbourg, parish..... | 5675 |
| Charlesbourg, parish..... | 5675 |
| Grande-Baie, village, Bagot township.. | 5675 |
| Lachine, parish..... | 5676 |
| Sault-au-Récollet, parish..... | 5676 |
| Sherbrooke, city, East Ward..... | 5676 |
| Ste-Geneviève, parish..... | 5676 |
| Ste-Geneviève, parish..... | 5676 |

LABOUR:

Industry or Trades of:

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|------|
| Casket, Province (Levy)..... | 5679 |
| Shipliners (ocean navigation) Harbour of Montreal (Amendment)..... | 5682 |
| Retailers, Richmond and Melbourne (Levy)..... | 5681 |
| Longshoremen, ocean navigation, Har- bour of Montreal (Amendment).... | 5684 |
| Longshoremen, Harbour of Quebec (Amendment)..... | 5686 |
| Longshoremen, ocean navigation, Har- bour of Trois-Rivières (Amendment).... | 5687 |
| Commercial establishments, towns of Dolbeau and Mistassini (Amendment) | 5677 |
| Checkers and cooper, ocean navigation, Harbour of Montreal (Amendment).... | 5688 |
| Checkers, ocean navigation, Harbour of Quebec (Amendment)..... | 5690 |

LETTERS PATENTS:

| | |
|-------------------------------------------------------------------|------|
| Ab. Structures Limitée — Ab. Structu- res Limited..... | 5614 |
| Acadia Importing Co. Ltd..... | 5615 |
| Airport Center Inc..... | 5615 |
| Alsho Corporation..... | 5615 |
| A. Martin & Fils, Ltée..... | 5616 |
| Autobus de Coaticook Inc..... | 5616 |
| A. Wurm Inc..... | 5616 |
| Belair Development Corp..... | 5617 |
| Bel-Bro Aluminum Products Ltd..... | 5617 |
| Betts Realty Ltd..... | 5617 |
| Bilodeau Électrique Limitée..... | 5618 |
| Capitol Steel Products Inc..... | 5618 |
| Carpet Broadloom Importers Ltd..... | 5618 |
| Centacruz Gardens Inc..... | 5619 |
| Cercle des Arts de Québec..... | 5619 |
| Courcelles Shoe Inc. — Chaussure Cour- celles Inc..... | 5619 |
| Commonwealth Natural Gas Applian- ces, Co..... | 5620 |
| Commonwealth Plumbing Heating & Mechanical Contracting Co..... | 5620 |
| Marcy's Ladies' Shop Inc. — Confec- tion Marcy's Inc..... | 5620 |
| Coronet Auto Inc..... | 5621 |
| Demeter Corp..... | 5621 |
| Dodo Investment Corp..... | 5621 |
| Domaine Boucherville Ltée..... | 5622 |
| Don Gallienne Ltée..... | 5622 |
| Eastern Fruit Market Limited..... | 5622 |
| Elgo Mines Limited..... | 5623 |
| Elizabethan Publishing Co. Limited.... | 5623 |
| Elmay Realty Corp..... | 5623 |
| Fairway Motors Inc..... | 5624 |
| Fielding — Montclair Provisions Inc.... | 5624 |
| Fine Construction Ltd..... | 5624 |
| Fleury Enterprises & Security Invest- ments Co. Ltd..... | 5625 |
| Fonds d'Intérêt Mutuel Ltée..... | 5625 |

| | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Fortunat Bleu & Fils (Limitée)..... | 5625 | Fortunat Bleu & Fils (Limitée)..... | 5625 |
| Franklion Realty Limited..... | 5626 | Franklion Realty Limited..... | 5626 |
| Franton Holdings Ltd..... | 5626 | Franton Holdings Ltd..... | 5626 |
| Gardenville Nursery Inc..... | 5626 | Gardenville Nursery Inc..... | 5626 |
| Garoh Limited..... | 5627 | Garoh Limited..... | 5627 |
| Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.. | 5627 | Gotham Chalkboard & Trim Co. Ltd.. | 5627 |
| G. Richer Propane Inc..... | 5627 | G. Richer Propane Inc..... | 5627 |
| Guarantee Natural Gas Installation Ltd..... | 5628 | Guarantee Natural Gas Installation Ltd..... | 5628 |
| Hampstead Development Ltd..... | 5628 | Hampstead Development Ltd..... | 5628 |
| Herald-Woodward Printing Ltd..... | 5628 | Herald-Woodward Printing Ltd..... | 5628 |
| Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd. | 5629 | Hochelaga Ornamental Works Co. Ltd. | 5629 |
| Iberville Structural Steel Corporation. | 5629 | Iberville Structural Steel Corporation. | 5629 |
| Immeubles Mauriciens Inc..... | 5629 | Immeubles Mauriciens Inc..... | 5629 |
| Jardin Chambly Incorporé..... | 5630 | Jardin Chambly Incorporé..... | 5630 |
| J.C.R. Lafrenière Incorporée..... | 5630 | J.C.R. Lafrenière Incorporée..... | 5630 |
| Jean Lincourt Inc..... | 5630 | Jean Lincourt Inc..... | 5630 |
| Jewel Investment Inc..... | 5631 | Jewel Investment Inc..... | 5631 |
| Jos. L. Guay Ltée..... | 5631 | Jos. L. Guay Ltée..... | 5631 |
| J. R. Lefebvre Inc..... | 5631 | J. R. Lefebvre Inc..... | 5631 |
| J. R. Marcoux Ltée..... | 5632 | J. R. Marcoux Ltée..... | 5632 |
| Laboratoire Species Inc..... | 5632 | Laboratoire Species Inc..... | 5632 |
| La Côte d'Azur Inc..... | 5633 | La Côte d'Azur Inc..... | 5633 |
| La Manufacture Canadienne de Crayons Inc..... | 5633 | La Manufacture Canadienne de Crayons Inc..... | 5633 |
| La Presse Régionale Le Gardeur Inc... | 5633 | La Presse Régionale Le Gardeur Inc... | 5633 |
| Lasalle House Ltd..... | 5633 | Lasalle House Ltd..... | 5633 |
| Latreille Gaz Naturel Équipement Cie Ltée — Latreille Natural Gas Equip- ment Co. Ltd..... | 5634 | Latreille Natural Gas Equipment Co. Ltd. — Latreille Natural Equip- ment Cie Ltée..... | 5634 |
| Laurentides-Publications Inc..... | 5634 | Laurentides-Publications Inc..... | 5634 |
| Le Domaine des Prairies Appts Inc... | 5635 | Le Domaine des Prairies Appts Inc... | 5635 |
| Leduc Boulevard Building Corporation. | 5635 | Leduc Boulevard Building Corporation. | 5635 |
| Les Constructions Bréboeuf Ltée..... | 5635 | Les Constructions Bréboeuf Ltée..... | 5635 |
| Les Distributeurs Papineau Distributors Inc..... | 5636 | Les Distributeurs Papineau Distributors Inc..... | 5636 |
| Les Entreprises Auteuil Inc..... | 5636 | Les Entreprises Auteuil Inc..... | 5636 |
| Les Entreprises Lamarre Inc..... | 5636 | Les Entreprises Lamarre Inc..... | 5636 |
| Lordex Inc..... | 5637 | Lordex Inc..... | 5637 |
| Louage Guyvon Rentals Inc..... | 5637 | Louage Guyvon Rentals Inc..... | 5637 |
| Major Steel Products Ltd..... | 5637 | Major Steel Products Ltd..... | 5637 |
| Manoir L'Épiphanie Inc..... | 5638 | Manoir L'Épiphanie Inc..... | 5638 |
| Manyan Trading Corp..... | 5638 | Manyan Trading Corp..... | 5638 |
| Marcel Fortin Inc..... | 5638 | Marcel Fortin Inc..... | 5638 |
| Marsol Development Corp..... | 5639 | Marsol Development Corp..... | 5639 |
| Maurice Dénommée Inc..... | 5639 | Maurice Dénommée Inc..... | 5639 |
| Mile End Realities Inc..... | 5639 | Mile End Realities Inc..... | 5639 |
| Miracle Water Conditioners Ltd..... | 5640 | Miracle Water Conditioners Ltd..... | 5640 |
| Montbec Mortgage Investors Ltd..... | 5640 | Montbec Mortgage Investors Ltd..... | 5640 |
| Montreal Wood Specialties Inc..... | 5640 | Montreal Wood Specialties Inc..... | 5640 |
| Morrison Air Conditioning Ltd..... | 5641 | Morrison Air Conditioning Ltd..... | 5641 |
| Mountain Place Ltd..... | 5641 | Mountain Place Ltd..... | 5641 |
| Murphy Metal Lathing Inc..... | 5641 | Murphy Metal Lathing Inc..... | 5641 |
| Nathan Schreiber Corp..... | 5641 | Nathan Schreiber Corp..... | 5641 |
| Newport Investment Ltd..... | 5642 | Newport Investment Ltd..... | 5642 |
| Northern Excavation and Paving Co. Ltd..... | 5642 | Northern Excavation and Paving Co. Ltd..... | 5642 |
| Ormund Enterprises Ltd..... | 5442 | Ormund Enterprises Ltd..... | 5442 |
| Pacific Equipment Co. Ltd..... | 5643 | Pacific Equipment Co. Ltd..... | 5643 |
| Packaging Industries Limited..... | 5643 | Packaging Industries Limited..... | 5643 |
| Phillip's Auto Inc..... | 5644 | Phillip's Auto Inc..... | 5644 |
| Pinegrove Construction Corp..... | 5644 | Pinegrove Construction Corp..... | 5644 |
| P & M Auto Supply Inc..... | 5644 | P & M Auto Supply Inc..... | 5644 |
| Pontiac Textiles Co. Ltd..... | 5645 | Pontiac Textiles Co. Ltd..... | 5645 |
| Prêt Val d'Or Inc. — Val d'Or Loan Inc. | 5645 | Prêt Val d'Or Inc. — Val d'Or Loan Inc. | 5645 |
| Quebec Clay Mining Ltd..... | 5645 | Quebec Clay Mining Ltd..... | 5645 |
| R.C. Amusement Ltée..... | 5646 | R.C. Amusement Ltée..... | 5646 |
| Robert Rainville Inc..... | 5646 | Robert Rainville Inc..... | 5646 |
| Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc..... | 5646 | Rouyn-Noranda Senior Hockey Club Inc..... | 5646 |
| S.A.B. Investment Co..... | 5647 | S.A.B. Investment Co..... | 5647 |
| Segal's Distributors Ltd..... | 5647 | Segal's Distributors Ltd..... | 5647 |
| Silver Promotion Ltd..... | 5647 | Silver Promotion Ltd..... | 5647 |
| Slim-Mode Inc..... | 5648 | Slim-Mode Inc..... | 5648 |
| Standard Iron Mining Co. Ltd..... | 5648 | Standard Iron Mining Co. Ltd..... | 5648 |
| Super Development Corp..... | 5648 | Super Development Corp..... | 5648 |
| Taverne Union Tavern Inc..... | 5649 | Taverne Union Tavern Inc..... | 5649 |
| The A. M. Dancing Club Inc..... | 5649 | The A. M. Dancing Club Inc..... | 5649 |

| | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| The Brownsburg Curling Club Limited. | 5649 | The Brownsburg Curling Club Limited. | 5649 |
| Thomas Michaud & Fils Ltée | 5650 | Thomas Michaud & Fils Ltée | 5650 |
| Titan Construction Ltd. | 5650 | Titan Construction Ltd. | 5650 |
| Transpackaging Mfg. Co. Ltd. | 5650 | Transpackaging Mfg. Co. Ltd. | 5650 |
| Transport Ste-Foy Inc. | 5651 | Transport Ste-Foy Inc. | 5651 |
| Trevi Land Corporation | 5651 | Trevi Land Corporation | 5651 |
| Tucan Ltd. | 5651 | Tucan Ltd. | 5651 |
| Unit Associates Inc. | 5652 | Unit Associates Inc. | 5652 |
| Vasseur Holding Inc. | 5652 | Vasseur Holding Inc. | 5652 |
| Vatch and Barry Construction Co. Ltd. | 5652 | Vatch and Barry Construction Co. Ltd. | 5652 |
| Vermont Housing Corp. | 5653 | Vermont Housing Corp. | 5653 |
| Victory Amusement Inc. | 5653 | Victory Amusement Inc. | 5653 |
| Ville d'Anjou Construction Ltd. | 5653 | Ville d'Anjou Construction Ltd. | 5653 |
| Western Quebec Investments Ltd. | 5654 | Western Quebec Investments Ltd. | 5654 |
| Yardley Hosiery Ltd. | 5654 | Yardley Hosiery Ltd. | 5654 |
| LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES: | | SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT: | |
| Carrière Bernier Ltée | 5654 | Carrière Bernier Ltée | 5654 |
| Centre d'Achat du Pont de Québec Inc. — Quebec Bridge Shopping Centre Inc. | 5655 | Quebec Bridge Shopping Centre Inc. — Centre d'Achat du Pont de Québec Inc. | 5655 |
| Continental Electric Appliances Ltd. | 5655 | Continental Electric Appliances Ltd. | 5655 |
| Liberty Clothing Company Limited | 5655 | Liberty Clothing Company Limited | 5655 |
| Metropolitan Loan Corp. | 5655 | Metropolitan Loan Corp. | 5655 |
| MINISTÈRE DES FINANCES: | | DEPARTMENT OF FINANCE: | |
| <i>Assurances:</i> | | <i>Insurance:</i> | |
| L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec (fusion) | 5691 | L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec (fusion) | 5691 |
| PROCLAMATIONS: | | PROCLAMATIONS: | |
| Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité des can- tons unis de De Salaberry et Grandi- son à la municipalité du village de Sainte-Jovite | 5692 | Concerning the annexation of a certain territory of the municipality united townships of De Salaberry and Grandi- son to the municipality of the villa- ge of Ste-Jovite | 5692 |
| Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire du canton de Lambton à la municipalité du village de Lambton | 5695 | Concerning the annexation of a certain territory of the township of Lambton to the village of Lambton | 5695 |
| Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire de la municipalité du canton Marchand à la municipalité du village de L'Annonciation | 5691 | Concerning the annexation of a certain territory of the municipality of the township of Marchand to the village of L'Annonciation | 5691 |
| Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de Saint- Pierre-Baptiste à la municipalité du village de Ste-Julie | 5694 | Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Saint-Pierre- Baptiste to the municipality of the village of Ste-Julie | 5694 |
| SIÈGES SOCIAUX: | | HEAD OFFICES: | |
| Cataractes Auto Inc. | 5697 | Cataractes Auto Inc. | 5697 |
| Gaylord Development Corp. | 5698 | Gaylord Development Corp. | 5698 |
| Hoko Limited | 5696 | Hoko Limited | 5696 |
| Laboratoire Species Inc. | 5697 | Laboratoire Species Inc. | 5697 |
| La Salle House Ltd. | 5697 | La Salle House Ltd. | 5697 |
| Maestro Development Inc. | 5698 | Maestro Development Inc. | 5698 |
| Magnolia Development Inc. | 5698 | Magnolia Development Inc. | 5698 |
| North Atlantic Development Co. | 5698 | North Atlantic Development Co. | 5698 |
| Provinwide Investments Limited | 5697 | Provinwide Investments Limited | 5697 |
| Titan Construction Ltd. | 5698 | Titan Construction Ltd. | 5698 |
| SOUSSIONS: | | TENDERS: | |
| Delson, ville | 5700 | Delson, town | 5700 |
| Magog, cité, comm. scolaire cath. | 5702 | Magog, city, Cath. school comm. | 5702 |
| Rivière-des-Prairies, ville | 5703 | Rivière-des-Prairies, town | 5703 |
| Station-du-Coteau, village (Correction). | 5699 | Station-du-Coteau, village (Correction). | 5699 |
| St-Donat, munic. | 5699 | St-Donat, munic. | 5699 |
| VENTES POUR TAXES: | | SALES FOR TAXES: | |
| Lafèche, cité | 5705 | Lafèche, city | 5705 |
| Val D'Or, ville | 5704 | Val D'Or, town | 5704 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Lemaire vs Hamel..... 5707

BEAUCE:

Veilleux vs Bilodeau..... 5707

BEAUHARNOIS:

Bourdeau vs Bouchard *et vir*..... 5708

CHICOUTIMI:

Sasseville vs Sasseville..... 5709

JOLIETTE:

Paquette Automobile Ltée vs Dugas... 5709

LABELLE:

Larose vs Paré..... 5710

MONTMAGNY:

M. Létourneau Inc. vs Matte..... 5710

MONTREAL:

Dominion Acoustic Tile Ltd vs R. D. Nadeau Inc..... 5710

QUÉBEC:

Les Comm. d'écoles de la cité de Lévis vs Richard..... 5712
Lirette vs Savard..... 5712

ROBERVAL:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Morissette *et al*..... 5713

TERREBONNE:

Delorme vs Louis Seize *et al*..... 5713

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Lemaire vs Hamel..... 5707

BEAUCE:

Veilleux vs Bilodeau..... 5707

BEAUHARNOIS:

Bourdeau vs Bouchard *et vir*..... 5708

CHICOUTIMI:

Sasseville vs Sasseville..... 5709

JOLIETTE:

Paquette Automobile Ltée vs Dugas... 5709

LABELLE:

Larose vs Paré..... 5710

MONTMAGNY:

M. Létourneau Inc. vs Matte..... 5710

MONTREAL:

Dominion Acoustic Tile Ltd vs R. D. Nadeau Inc..... 5710

QUÉBEC:

The school comm. for the city of Lévis vs Richard..... 5712
Lirette vs Savard..... 5712

ROBERVAL:

Quebec Farm Credit Bureau vs Morissette *et al*..... 5713

TERREBONNE:

Delorme vs Louis Seize *et al*..... 5713